

RAPPORT FINAL DU PROJET DE RECHERCHE « INCLUSION ECONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES PAR L'ENTREPRENEURIAT INCLUSIF : CAS DU BURKINA FASO, DE LA CÔTE D'IVOIRE ET DU KENYA »

Numéro de subvention attribuée par le CRDI : **108454-0001**

Nom de l'Institution : **CAPEC/ Côte d'Ivoire**

RAPPORT TECHNIQUE FINAL

Equipes de recherche :

Côte d'Ivoire : CAPEC

Pr. AHOURE Alban A. E
Pr. KIMOU Assi José Carlos
Dr KRAMO Germain
Dr KOUADIO Kouassi Boniface
BECHO Isabelle epse N'Dri
DASSE Sonia
N'DRI Allou Nazaire

Burkina Faso : LAQAD-S

Pr ZAHONOGO Pam
Pr BAYALA B. Serges
Dr OUEDRAOGO S. Robert
Dr SAWADOGO W. Jean-Pierre
Dr LOMPO Kévin
Dr MEDA Janvier
THIOMBIANO Brigitte
KERE Marina

Kenya : KIPPRA

Dr Rose Ngugi
Dr Moses Njenga
Nancy Laibuni
Ann Gitonga
Hannah Wang'ombe
Julia Mbithi

Janvier 2020

Table des matières

SYNTHÈSE	5
I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET	6
I-1. Contexte	6
I-2. Objectifs du projet	7
II. MISE EN ŒUVRE DU PROJET ET ACTIVITES REALISEES	8
II-1. ACTIVITES TRANSVERSALES	8
II-1.1. Organisation de conférences et séminaires	8
II-1.2. Collecte de données	14
II-1.2.1. Conduite d'entretien auprès des parties prenantes et Collecte de données secondaires.....	14
II-1.2.2. Pré-collecte de données	14
II-1.2.3. Enquêtes	15
II-2. ACTIVITES SPECIFIQUES A CHAQUE PAYS	20
II-2.1- Réunion avec les stakeholders (ou Parties prenantes)	20
II-2-2-Activités de recherche des doctorants	21
II-2.3- Mission de supervision du coordonnateur du projet.....	24
II-2.4- Organisation d'ateliers internes par chaque équipe.....	25
II-3. Renforcement de capacités.....	25
III. QUESTIONS D'ETHIQUES	26
IV. RESULTATS ET IMPACTS DU PROJET	27
IV-1. Résultats scientifiques et académiques	27
IV-1.1. Analyse situationnelle de l'entrepreneuriat inclusif (Desktop Review)	27
IV-1.2. Facteurs explicatifs de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs	32
IV-1.3. Effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises	39
IV-1.4. Effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'emploi, le revenu et le bien être des jeunes .	49
IV-1.5. Effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation	58
IV-1.6. Politiques publiques et entrepreneuriat inclusif	70
IV-2. Mécanisme de contrôle qualité	76
IV-3. Communication et impact du projet	77
V. METHODOLOGIE	80
VI. EXTRANTS DU PROJETS.....	82
VII. DIFFICULTES RENCONTREES	85
VIII. CONCLUSION ET PERSPECTIVES	86
IX. BIBLIOGRAPHIE.....	86
X. ANNEXES	90

Liste des tableaux

Tableau 1 : Thèses de doctorat en cours de rédaction	24
Tableau 2: Statistiques socio-économiques.....	28
Tableau 3: quelques exemples de pratiques d'inclusive business dans les trois pays	31
Tableau 4: Entreprises enquêtées	33
Tableau 5: Résultats de l'estimation de l'effet des caractéristiques managériales sur l'adoption de pratiques des modèles inclusifs au Kenya	37
Tableau 6: Résultats de l'estimation de la régression logistique des déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso.....	38
Tableau 7: Effet moyen de traitement	39
Tableau 8: Résultat net selon la taille et le type des entreprises en 2017	42
Tableau 9: Productivité du travail des entreprises	44
Tableau 10: Résultats des estimations par la méthode DEA	46
Tableau 11: Résultats des estimations pour les entreprises (Modèle 2 du quantile α).....	47
Tableau 12: Résultats de l'estimation du modèle à variable binaire endogène	48
Tableau 13: Employés jeunes permanents dans le personnel des entreprises en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso	52
Tableau 14: Employés jeunes non permanents dans le personnel des entreprises en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.....	52
Tableau 15: Employés jeunes dans les entreprises inclusives au Kenya	53
Tableau 16: Revenu des jeunes en Côte d'Ivoire.....	53
Tableau 17: Revenu mensuel reçu par les jeunes BoP sur la période 2015-2018 au Kenya.....	53
Tableau 18: Effet moyen de traitement sur la qualité de l'emploi	54
Tableau 19: Résultat de l'estimation du modèle de traitement (bénéficiaire de financement & de formation)	55
Tableau 20: Résultats de l'estimation de l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur la productivité des petits producteurs de cacao	55
Tableau 21: Résultats d'estimation du Probit simple et du Switching Probit.....	56
Tableau 22: Résultat de l'estimation par une régression linéaire avec effet de traitement endogène de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire.....	57
Tableau 23: Test de post-estimation de contrôle de l'endogénéité.....	57
Tableau 24: Personne prenant la décision dans la famille si la femme doit travailler	61
Tableau 25: Le pouvoir décisionnel des femmes pour différents aspects au Kenya.....	62
Tableau 26: Revenu annuel de la production en 2018 (US\$)	62
Tableau 27: Contribution mensuelle des femmes aux charges des ménages	63
Tableau 28: Contribution aux dépenses du ménage des femmes bénéficiaires en USD	63
Tableau 29: Accès de la femme au crédit (en %).....	63
Tableau 30: Chiffre d'affaire moyen tiré de l'activité par année en Côte d'Ivoire.....	64
Tableau 31: statistiques descriptives relatives aux variables d'autonomisation et d'inclusive business	64
Tableau 32: Résultat de l'estimation du modèle de traitement	65
Tableau 33: Effet moyen de traitement sur le chiffre d'affaire des femmes (ATT)	66
Tableau 34: Résultats de l'estimation par la méthode du switch probit	67
Tableau 35: Effets moyens de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'utilisation des services financiers mobiles par les femmes.....	68
Tableau 36: Résultat de l'estimation de la relation entre l'autonomisation et le genre au Kenya	68
Tableau 37: Existence de programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP au Kenya.....	74
Tableau 37: Politiques publiques en lien avec l'inclusion des jeunes dans la chaîne de valeur des entreprises..	75
Tableau 38: Politiques publiques sont en lien avec l'inclusion des femmes dans la chaîne de valeur des entreprises	75

Tableau 39: Méthodes d'estimation utilisées dans les articles	81
Tableau 40: Les extraits du projet	82
Tableau 41: liste des articles finalisés	83
Tableau 42: liste des articles non encore finalisés	83
Tableau 43: Entreprises enquêtées	84
Tableau 44: bénéficiaires enquêtés	85
Graphique 1: Déterminants de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs au Kenya par secteur d'activité	34
Graphique 2: Raisons ayant motivé l'adoption des modèles d'affaires inclusifs au Burkina Faso	35
Graphique 3: Raisons de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs par les entreprises en Côte d'Ivoire	36
Graphique 4: Défis liés à la pratique des modèles d'affaires inclusifs au Kenya	36
Graphique 5: Satisfaction de votre revenu tiré de cette relation ou performance	45
Graphique 6: Contribution des femmes aux dépenses du ménage au Burkina Faso	62
Graphique 7 : Contribution des femmes aux dépenses du ménage en Côte d'Ivoire	62
Graphique 8: Connaissance de lois, textes ou réglementations favorisant l'intégration des personnes vulnérables ou au bas niveau de l'échelle au Burkina Faso	72
Graphique 9: Connaissance des Loi, textes et règlements favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans les chaînes en Côte d'Ivoire.....	72
Graphique 10: Connaissance de l'existence dans les procédures de marchés publics de clauses favorisant les entreprises intégrant dans leur chaîne de valeurs des personnes vulnérables au Burkina Faso	73
Graphique 11: Connaissance de l'existence dans les procédures de marchés publics de clauses favorisant les entreprises intégrant dans leur chaîne de valeurs des personnes vulnérables en Côte d'Ivoire	73
Graphique 12: Existence de programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP au Burkina Faso.....	74
graphique 13:Programme de formation professionnelle ou technique de l'Etat visant les BoP en Côte d'Ivoire ..	75

SYNTHÈSE

Le présent rapport fait l'état de toutes les activités réalisées, des résultats et extrants obtenus et des difficultés rencontrées dans le cadre de l'exécution du projet portant sur « **INCLUSION ECONOMIQUE DES JEUNES ET DES FEMMES PAR L'ENTREPRENEURIAT INCLUSIF : CAS DU BURKINA FASO, DE LA CÔTE D'IVOIRE ET DU KENYA** ».

Le projet visait à analyser la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya afin de mettre à la disposition des décideurs, des managers, des résultats susceptibles de les inciter à s'orienter vers la vulgarisation de ce nouveau modèle d'affaires. Pour atteindre les objectifs du projet, la démarche méthodologique s'est appuyée sur la revue documentaire, la collecte et exploitation de données primaires et secondaires, l'organisation d'ateliers et de conférences et la diffusion des productions scientifiques issues du projet.

Au terme de la mise en œuvre de ce projet de recherche, l'on peut retenir qu'il a permis de mieux faire connaître la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya. Les différentes activités menées durant ce projet ont contribué à la vulgarisation de la connaissance de différents nouveaux modèles d'affaires.

En outre, l'association des parties prenantes aux différentes activités visait à faciliter l'appropriation des résultats des activités de recherche conduits dans le cadre de ce projet et favoriser le choix et la mise en œuvre de politiques en matière d'inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif.

Tous les extrants prévus dans ce projet financé par le CRDI ont été produits ou sont en cours de finalisation. Le projet a permis de produire des articles scientifiques, un desktop review par pays, deux (2) bases de données, de mettre en réseau des chercheurs actifs sur le sujet, d'associer l'administration et le secteur privé dans le cadre d'ateliers des parties prenantes, et enfin de disséminer les différents résultats afin d'influencer les politiques en matière d'inclusion économique des jeunes et des femmes. La participation de hautes autorités politiques et administratives à ces activités a contribué à l'atteinte de cet objectif.

Quinze (15) articles ont déjà été rédigés et seront soumis à publication. Quinze (15) autres sont en cours de rédaction. Le projet a également apporté un appui aux jeunes chercheurs pour la rédaction de leurs thèses de doctorat. Ainsi, sept (7) thèses de doctorat sont en cours de rédaction. Le prolongement de la période de collecte de données a entraîné un retard au niveau de la finalisation des bases de données, qui a eu un impact sur la finalisation des articles. Les chercheurs et les doctorants s'attèlent à finaliser premiers et seconds articles respectifs ainsi que les thèses de doctorats.

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

I-1. Contexte

Les pays africains font face à de nombreux défis économiques et sociaux dont celui d'une croissance économique soutenue, du bien-être des populations, de la réduction de la pauvreté, des enjeux environnementaux ainsi que celui de l'insertion des chômeurs dans le monde du travail et la création d'activités génératrices de revenus.

En vue de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), les secteurs public et privé et la société civile sont à la recherche d'un mode de développement plus équitable et inclusif au Nord comme au Sud pour faire face aux risques d'exclusion ou de marginalisation de segments entiers de la population, à l'extrême pauvreté et à l'augmentation des inégalités. Le développement de ces phénomènes appelle à agir de manières innovantes par le biais de la mise en place de mécanismes participatifs résultant de l'instauration de politiques socialement inclusives en Afrique subsaharienne.

Depuis une décennie, la croissance économique connaît une bonne dynamique dans beaucoup de pays africains. Mais, malgré ces bonnes performances économiques, 54 % de la population dans 46 pays vit toujours dans la pauvreté (BAD, OCDE et PNUD, 2017)¹. De plus, le chômage des jeunes dans ces pays africains reste endémique dans la mesure où ceux-ci ont trois fois plus de chance de connaître le chômage que les adultes (OIT, 2015). Seulement trois millions d'emplois formels sont créés pour les jeunes chaque année pour près de douze millions qui frappent à la porte du marché du travail (BAD, 2017). Ce faible taux de création d'emplois et les possibilités économiques réduites peuvent alimenter les conflits, l'instabilité et constituent des principales sources de migration des jeunes.

La troisième conférence internationale sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba en 2015 reconnaît que le marché, à travers le secteur privé, peut directement contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) par le financement mixte et l'entrepreneuriat inclusif. Le secteur privé peut ainsi jouer un rôle important dans l'atteinte des ODD et la réduction de la pauvreté grâce à la vulgarisation des modèles d'affaires inclusifs.

La pratique de modèles d'affaires inclusifs est en plein essor en Afrique subsaharienne. Cependant, elle est peu documentée en Afrique de l'Ouest et il y a très peu de connaissances sur de tels modèles d'affaires dans cette région comparativement à l'Afrique australe et à l'Afrique orientale. Les publications existantes portent essentiellement sur des études de cas. Il existe peu de travaux de recherche qui analysent la problématique à un niveau national ou régional et qui évaluent avec des méthodes robustes l'impact social de cette pratique et spécifiquement sur l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes.

Au regard des constats ci-dessus énumérés, il semble pertinent de conduire de la recherche appliquée sur le rôle que pourrait jouer l'entrepreneuriat inclusif dans l'inclusion économique des jeunes et des femmes en Afrique. Ainsi, en vue de contribuer à une meilleure compréhension de la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) a obtenu le financement du Centre (Canadien) de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour un projet de recherche intitulé « **l'inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif** :

¹ BAD, OCDE et PNUD (2017), « Perspectives Economiques en Afrique 2017 ».

cas du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Kenya ». Ce projet a été exécuté par la CAPEC et ses partenaires que sont le Laboratoire d'Analyse Quantitative Appliquée au Développement Sahel (LAQAD-S) de l'Université de Ouaga 2 du Burkina Faso et l'Institut Kényan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA).

I-2. Objectifs du projet

Le projet visait à analyser la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya afin de mettre à la disposition des décideurs, des managers des résultats susceptibles de les inciter à s'orienter vers la vulgarisation de ce modèle d'affaires.

Les objectifs spécifiques se déclinaient en cinq (5) points :

- (i) faire un état des lieux de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif. Le projet a cherché notamment à déterminer si l'entrepreneuriat inclusif est plus courant dans les secteurs d'activités dominés par les hommes ou dans ceux dominés par les femmes et les jeunes.
- (ii) analyser les facteurs déterminants de l'entrepreneuriat inclusif. Différents facteurs internes et externes à l'entreprise ont été analysés. Au niveau des facteurs internes à l'entreprise, nous considérons la structure du capital, taille, secteur d'activités, niveau du capital, etc.). Au niveau des actions publiques, l'intérêt s'est porté sur les effets de l'environnement des affaires, les réformes juridiques spécifiques, les systèmes d'accréditation, le type de dialogue public-privé, la législation permettant aux entreprises inclusives d'avoir accès aux nouvelles formes de financement ou de servir de mécanismes de financement pour les pauvres, la réglementation sur les Marchés publics ou les passations de marché en faveur de l'entrepreneuriat inclusif, etc.).
- (iii) analyser l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises. Le projet de recherche visait à analyser si la pratique de l'entrepreneuriat a un effet significatif sur des variables de performance comme le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, et la variation du nombre d'employés de l'entreprise.
- (iv) évaluer l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur les conditions de vie des managers et des employés de petites unités de production qui en sont bénéficiaires. Le projet s'est intéressé à l'impact sur les revenus, l'accès à l'éducation et aux soins de santé des familles des employés et sur la performance des microentreprises, parties prenantes d'un environnement d'inclusive business comparativement à des groupes témoins (ménages, entreprises non bénéficiaires d'un tel environnement).
- (v) faire des recommandations de politiques économiques et d'actions en vue de promouvoir l'entrepreneuriat inclusif, en mettant en exergue les effets sur la performance des entreprises qui pratiquent l'entrepreneuriat inclusif et des microentreprises bénéficiaires, sur l'emploi des jeunes et des femmes et sur les revenus.

II. MISE EN ŒUVRE DU PROJET ET ACTIVITES REALISEES

La mise en œuvre du projet au cours des deux années et demie a consisté en deux grands types d'activités. Il s'agit des activités transversales et des activités spécifiques à chaque pays.

II-1. ACTIVITES TRANSVERSALES

Différentes activités transversales ont été réalisées par les trois équipes du projet. Il s'agit de conférences et séminaires internationaux, de la formation des chercheurs, la pré-collecte de données, de la finalisation des questionnaires (entreprises et bénéficiaires), de la rédaction de la méthodologie d'enquête et de la collecte de données.

II-1.1. Organisation de conférences et séminaires

Six (6) conférences et séminaires ont été organisés au cours de l'exécution de ce projet de recherche. La mise en œuvre effective du projet a débuté avec les trois ateliers de lancement organisés dans les trois pays qui y sont impliqués.

Photo 1: atelier de lancement du projet à Abidjan



Le premier atelier de lancement a été organisé le mardi 03 octobre 2017 en Côte d'Ivoire de 08h30 à 12h00, à l'hôtel Tiama, sis à Abidjan Plateau. Le but principal était de faire connaître le projet, de permettre l'appropriation et d'obtenir les contributions des parties prenantes pour sa mise en œuvre efficace. De façon spécifique, la cérémonie de lancement national visait à : i) présenter le projet aux différents stakeholders et de

recueillir leurs commentaires ; ii) informer les stakeholders du calendrier de mise en œuvre du projet et spécifiquement de la période de l'enquête, iii) obtenir l'adhésion des parties prenantes ; iv) faire le point de la revue documentaire par pays ; v) affiner la méthodologie d'analyse pour les phases futures du projet. Cette cérémonie s'est déroulée sous la co-présidence de Mme BAKAYOKO LY-Ramata, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de Son Excellence Mme Julie SHOULDICE Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire et sous le parrainage de M. Souleymane DIARRASSOUBA, Ministre du commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME.

Photo 2: séminaire de lancement au Burkina Faso



Le second atelier de lancement du projet de recherche dit atelier régional, s'est tenu à Ouagadougou du 23 au 25 Octobre 2017. L'objectif général était de faire connaître le projet et d'obtenir les contributions des parties prenantes pour sa mise en œuvre efficace. Les objectifs spécifiques étaient les mêmes que ceux de l'atelier national de lancement de la Côte d'Ivoire. Cet atelier a été

suivi de deux jours de séances de travail, qui ont porté sur des questions méthodologiques du projet et sur le protocole de collecte de données. La cérémonie de lancement du projet à l'hôtel le Pacific de Ouagadougou a été rehaussée par la présence de Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Innovation et à la recherche, Représentant Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ; de son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de la République de Côte-d'Ivoire au Burkina Faso ; de Madame la Chargée d'Affaires, représentant son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Canada au Burkina Faso ; de Monsieur le Président de l'Université Ouaga II ; de Monsieur le Représentant du CRDI ; et de Monsieur le Secrétaire Permanent du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES).

En plus des chercheurs du Burkina-Faso, les chercheurs de la Côte d'Ivoire, le Consultant international (Prof. Théophile Azomahou de l'Université Clermont-Ferrand en France) et l'Administrateur du projet au sein du CRDI (Dr Flaubert M'Biekop) ont pris part à l'atelier de lancement régional de Ouaga et aux travaux qui s'en ont suivis. Il a été noté la présence de représentants de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile du Burkina-Faso. L'équipe de KIPPRA du Kenya n'a pu y prendre part pour des raisons administratives dans leur pays.

A l'issue de la présentation du projet, les discussions avec les parties prenantes ont porté sur les points suivants :

- la possibilité d'extension du projet à d'autres secteurs (au sens large) autres que le secteur agricole ;
- les membres de l'équipe du projet ont sollicité avec insistance l'accompagnement des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet, notamment dans la collecte des données ;
- la disponibilité et la disposition des parties prenantes pour accueillir les enquêteurs et répondre dans la mesure du possible aux requêtes des chercheurs du projet et pour leur collaboration dans la dissémination des résultats, ainsi que dans le plaidoyer en vue de la vulgarisation de ce modèle d'affaires ;

- la nécessité de développer un cadre d'échanges entre chercheurs et responsables des entreprises en vue de recueillir leurs besoins et points de vue sur la faisabilité du projet.



Le troisième atelier de lancement a été celui de KIPPRA au Kenya. Il s'est tenu à Nairobi le 16 février 2018. La signature tardive du contrat entre la CAPEC et KIPPRA, le Think Tank du Kenya, n'a pas permis de procéder au lancement du projet au cours de l'année 2017. Le Coordonnateur du projet, Prof. Alban Houré, était présent à cette cérémonie de lancement qui a marqué le démarrage officiel des activités de cette équipe. Le dynamisme des membres a permis de rattraper le retard accusé sur les autres équipes.



La CAPEC, le LAQAD-S et le KIPPRA ont dans le cadre du projet de recherche « Inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif : cas du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Kenya », participé à la conférence d'ANDE'S metrics, qui s'est tenue à Nairobi, du 27 au 28 février 2018.

L'objectif général de ces activités était de partager les expériences et d'améliorer les connaissances en évaluation d'impact.

De façon spécifique, il s'agit :

- de présenter le projet et partager les expériences en matière d'Inclusive business ;

- d'échanger sur les pratiques d'implémentation et de mise en œuvre des différentes méthodologies quantitatives d'évaluation d'impact dont la randomisation.



Cette conférence s'est déroulée sur deux journées. La première a été consacrée aux activités suivantes : la cérémonie d'ouverture, le réseautage rapide, les présentations des organismes de soutien, les séances de démonstration, les séances en groupes restreints et une séance plénière du laboratoire d'apprentissage sur les métriques régionales.

Au cours du troisième semestre du projet, une conférence internationale portant sur le thème : « **la pratique de nouveaux modèles d'affaires en Afrique de l'Ouest** » s'est tenue du 20 au 21 septembre 2018 à la Maison de l'Entreprise à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette conférence a été organisée par la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC), en collaboration avec le Laboratoire d'Analyse Quantitative Appliquée au Développement Sahel (LAQAD-S) de l'Université de Ouaga 2 du Burkina Faso et l'Institut Kényan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA) et avec l'appui du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).



Elle a regroupé plus de 120 participants venus de onze (11) pays. Elle a permis de réunir des décideurs politiques, des partenaires au développement, des chefs d'entreprises, des jeunes et des femmes entrepreneurs ou bénéficiaires de modèles d'affaires inclusifs pour discuter de la pratique de nouveaux modèles d'affaires en Afrique de l'Ouest. La conférence visait à créer un cadre de partage d'expériences et de discussions sur les nouveaux modèles d'affaires en Afrique de l'Ouest.



Au cours du quatrième semestre du projet un atelier à mi-parcours portant sur le thème « **Pistes pour l'inclusion: créer des entreprises inclusives et des marchés pour le futur** » s'est tenue du 08 au 10 avril 2019 à Nairobi (Kenya). Cet atelier à mi-parcours s'est

En effet, face aux enjeux économiques et sociaux de la situation des populations vulnérables, cette pratique ouvre de nouvelles perspectives pour relever le défi de la réduction de la pauvreté et de l'accroissement des opportunités d'emploi au profit des plus marginalisés, les jeunes et des femmes notamment. Comparativement à l'Afrique australe et orientale, l'impact économique et social de ces nouveaux modèles d'affaires reste peu connu à l'ouest du continent, situant ainsi tout l'intérêt de cette rencontre. Cet événement de deux journées de réflexion s'est articulé en trois grandes parties: la cérémonie d'ouverture, les travaux en plénière et la cérémonie de clôture. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de son Excellence Mme Julie Shouldice, Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire et de celle du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME de Côte d'Ivoire, M. Souleymane Diarrassouba. Sept (07) sessions en panel ont meublé les deux jours de conférence dont quatre (04) sessions le premier jour et trois (03) le deuxième jour.

déroulé en deux phases. La première partie, qui s'est déroulé les 08 et 09 avril 2019 dans les locaux de KIPPRA puis à ACK Guest House de Nairobi, était un atelier interne qui a regroupé tous les chercheurs et doctorants du projet, avec la participation de Dr Flaubert M'Biekop,

Administrateur principal de projet au CRDI. Au cours de cette phase les destops reviews, les rapports d'enquête des trois pays et douze (12) articles (work in progress) ont été présentés.



La deuxième partie a consisté en un atelier de dissémination à mi-parcours. Elle s'est tenue le 10 avril 2019 à Sarova Panafric Hôtel de Nairobi (Kenya).



L'objectif de cet atelier consistait à disséminer les résultats préliminaires de l'étude. La synthèse des destops reviews des trois pays ainsi que celle des rapports d'enquête et quatre articles ont été présentés. Ces présentations ont permis aux participants de se faire une idée des premiers résultats de l'étude. Soixante-dix-huit (78) personnes issues de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile et de centres de recherche au Kenya, ont pris part à cet atelier de dissémination.

La conférence de clôture du projet qui s'est tenue le 10 octobre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire) a été l'une des activités majeures du cinquième semestre du projet. Elle a été organisée par la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) en collaboration avec l'Institut Kényan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPR), le Laboratoire d'Analyse Quantitative Appliquée au Développement Sahel (LAQAD-S) de l'Université de Ouaga 2 du Burkina Faso et avec l'appui du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI). Quatre-vingt-deux (82) personnes issues de l'administration publique, du secteur privé, de la société civile, des universités et de centres de recherche en Côte d'Ivoire, y ont pris part.



Cette conférence a été coparrainée par M. Souleymane Diarrassouba, Ministre du Commerce et de l'Industrie et Mme Ramata-Ly Bakayoko, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant qui ont honoré de leurs présences respectives aux cérémonies d'ouverture et de clôture. Mme Julie Shouldice, Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire, a pris également part aux cérémonies d'ouverture et de clôture auprès de chacun des ministres.

Au cours de cette conférence les chercheurs du projet ont présenté leurs premiers papiers de recherche, issus du projet. Quinze (15) papiers ont été présentés durant la conférence de clôture et ont porté sur les thèmes suivants :

- Inclusive Entrepreneurship Mapping in Sub-saharan Africa, Prof. Pam Zahonogo, LAQAD-S ;
- Entrepreneuriat inclusif et performance agricole des petits exploitants du secteur cacao en Côte d'Ivoire, Prof. Kimou Assi Carlos, CAPEC ;
- Déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso, Dr Oeudraogo S. Robert, LAQAD-S;
- The effect of managerial characteristics on adoption of inclusive business practices in Kenya: A sectoral analysis, Juliana Mbithi, KIPPRA;
- Effect of Inclusive Business Practices on Firms' Performance in Kenya, Dr Moses Njenga, KIPPRA;
- Efficacité technique des entreprises inclusives, Sonia Dasse, CAPEC;
- Inclusive business at the bottom of the pyramid: the case of agri-business, Nancy Laibuni, KIPPRA;
- Impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes en Côte d'Ivoire, Becho Isabelle, CAPEC;
- Entrepreneuriat inclusif et inclusion financière des femmes au Burkina Faso, Thiombiano Brigitte, LAQAD-S;
- Entrepreneuriat inclusif et accès aux services sociaux de base, Pr zahonogo Pam et Dr Sawadogo Jean Pierre, LAQAD-S;
- Impact des modèles d'affaires inclusifs sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire, N'dri Nazaire, CAPEC ;
- Entrepreneuriat inclusif et entrepreneuriat agricole des jeunes au Burkina Faso, Dr Metouole Meda Y. Janvier, LAQAD-S ;
- Investissement en capital humain et revenu des personnes au bas de la pyramide en Côte d'Ivoire, Dr Kouadio Boniface, CAPEC ;
- Entrepreneuriat inclusif et confiance dans les relations clients-fournisseurs au Burkina Faso, Kere Marina T., LAQAD-S ;
- Public policies interaction with adoption of inclusive business, Prof Ahoure Alban, Directeur de la CAPEC.

En outre, deux jeunes (homme et femme) membres de la société Coopérative Ivoirienne des Nouveaux Agriculteurs (CoopINA) opérant à Bayota dans le département de Gagnoa (centre-ouest de la Côte d'Ivoire) sont venus partager leurs expériences en matière d'entrepreneuriat inclusif durant la conférence.

Cette conférence a été précédée les 08 et 09 octobre 2019 par la 11^{ème} conférence MEIDE sur « *l'évidence analytique concernant l'innovation et le développement* », co-organisée par la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) et l'Université des Nations Unies aux Pays-Bas (UNU - MERIT), avec l'appui financier du projet.

Une réunion de clôture du projet a été organisée le 11 octobre 2019 au CIRES (Abidjan-Côte d'Ivoire) au lendemain de la conférence de clôture pour faire le bilan et le point des extrants du projet à produire. Les chercheurs des trois équipes du projet ont participé à cette réunion.

II-1.2. Collecte de données

II-1.2.1. Conduite d'entretien auprès des parties prenantes et Collecte de données secondaires

Dans le cadre de la sensibilisation des parties prenantes sur le démarrage du projet, des entretiens ont été menés par l'équipe de la CAPEC du 19 au 28 juillet 2017 auprès de six (06) institutions :

- Le Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises (MPME) ;
- L'Institut National de la Statistique (INS) ;
- La Chambre d'Agriculture ;
- Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) ;
- Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA) ;
- Le Centre National de Recherche Agronomique en Côte d'Ivoire (CNRA).

L'équipe du Burkina Faso a réalisé la collecte de données secondaires en vue de la rédaction du desktop review du 04 Avril 2017 au 11 Octobre 2017. Ces données ont été collectées auprès de :

- ministères et institutions administratives ;
- la chambre de commerce ;
- entreprises ;
- structures faitières.

Compte tenu du retard du démarrage du projet avec KIPPRA, la collecte de données secondaires, s'est faite à leur niveau, en début d'année 2018.

II-1.2.2. Pré-collecte de données

Une pré-collecte de données auprès des entreprises pour identifier celles qui pratiquent un modèle d'affaires inclusif s'est déroulée simultanément dans les trois pays. Quatre critères ont été retenus à partir de la revue de littérature, pour définir ou identifier les entreprises inclusives. Il s'agit de :

- (1) l'existence d'une politique avec des stratégies particulières de collaboration spécifique dans sa chaîne de valeur avec les personnes vulnérables,
- (2) la proportion de personnes vulnérables bénéficiaires de ce modèle de business mis en œuvre par l'entreprise,
- (3) la durée de mise en œuvre de la stratégie, et
- (4) la description de la stratégie.

Est considérée comme entreprise inclusive, dans chacun des trois (3) pays, toute entreprise qui remplit au moins 3 critères sur 4.

La méthode d'échantillonnage utilisée est celle dite de « boule de neige ».

- **La pré-collecte de données en Côte d'Ivoire** : du 07 Juin 2018 au 06 Octobre 2018 s'est déroulée dans la ville d'Abidjan, la phase de pré-collecte de données. Cette phase avait pour objectif d'identifier les entreprises qui pratiquent un modèle d'affaire inclusif. Pour ce faire, treize (13) agents de collecte avec un niveau minimum de bac+ 2 ont été recrutés et formés. Au terme de cette phase, 60 questionnaires ont pu être renseignés sur 116 adresses aux entreprises susceptibles d'être inclusives soit un taux de réalisation de 52%. Parmi les entreprises enquêtées figurent 36 entreprises inclusives soit 60% des entreprises enquêtées. La majorité des entreprises interrogées ont déclaré pratiquer un modèle

d'affaires inclusif. La pratique de ces modèles d'affaires est principalement présente dans les secteurs de l'Agriculture, la pêche, la sylviculture (38,89% des entreprises inclusives), le Commerce (25% des entreprises inclusives) et les activités de fabrication (13,89% des entreprises inclusives).

L'analyse intra-sectorielle révèle que 73,68% des entreprises interrogées dans le secteur agricole pratiquent un modèle d'affaires inclusif. Dans le secteur du commerce, 69,23% des entreprises interrogées pratiquent ce modèle d'affaires. Quant au secteur du commerce, se sont 45,45% des entreprises interrogées qui ont un modèle d'affaires inclusif.

Le faible nombre d'entreprises enquêtées est dû aux difficultés d'accès aux entreprises. Face à ces difficultés, la CAPEC a déployé une stratégie qui se résume en la sollicitation de l'appui du patronat ivoirien (CGECI et UGECI) pour la pré-collecte et l'organisation de la rencontre des parties prenantes pendant la période de la pré-collecte de données.

- **La pré-collecte de données au Burkina Faso.** L'enquête pilote auprès des entreprises supposées inclusives a été lancée le 20 juin 2018 après la formation et la mise en route des enquêteurs les 18 et 19 juin 2018. Au total, 30 enquêteurs ont été recrutés dont 25 affectés à Ouagadougou, la capitale politique, et 5 dans la capitale économique du pays (Bobo Dioulasso) situé à 360 km de Ouagadougou. En application de la méthode d'échantillonnage de boule de neige, à partir de 30 entreprises initialement identifiées, il a été enquêté au total 224 entreprises de grande, moyenne et petite tailles, dont 58 dans la zone de Bobo-Dioulasso et 166 dans la zone de Ouagadougou. Pour la quasi-totalité de ces entreprises enquêtées, le questionnaire leur a été remis pour être rempli en attendant de le récupérer plus tard, en raison de la non disponibilité des responsables désignés par ces entreprises pour répondre aux questions sur le champ, ou dans l'attente d'une autorisation des premiers responsables des entreprises.

- **La pré-collecte de données au Kenya.** Pour identifier les entreprises inclusives à l'instar des autres équipes, KIPPRA a entrepris une collecte de données auprès des entreprises au cours de la période de juillet à août 2018. Cette collecte s'est déroulée en deux phases. La première s'est déroulée entre le 11 juillet et le 10 août 2018 et la deuxième du 13 au 25 août 2018. Les entretiens ont été conduits auprès des firmes situées dans sept provinces du pays au moyen d'un questionnaire. Dans l'ensemble, l'exercice a connu un succès avec un total de 165 questionnaires renseignés sur 325 entreprises tirées, soit 50,8% de taux de réponses. Les difficultés rencontrées au cours du pré-test sont entre autres l'accès au sein de l'entreprise aux personnes capables de fournir les informations et la faible coopération des entreprises. En dépit de ces difficultés, les résultats indiquent que la majorité des entreprises interrogées sont de grande taille (57%), les moyennes et petites sont respectivement de 23% et 13%. De plus, la plupart des entreprises interrogées sont supposées inclusives (80%) avec le secteur de la construction considéré comme le plus inclusif. Il a été aussi constaté que les entreprises engagées dans les modèles d'affaires inclusifs intègrent dans leur chaîne de valeur, 36% des BoPs comme employés et 31% comme producteurs/fournisseurs.

II-1.2.3. Enquêtes

Des collectes de données primaires ont été organisées afin de disposer d'informations nécessaires pour analyser la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes dans les trois pays impliqués dans le projet. Pour le bon déroulement des enquêtes et faciliter les analyses comparatives, une réunion a été organisée le 22 novembre 2018 au CIREC (Abidjan-Côte d'Ivoire) au lendemain de la conférence internationale, en vue de définir les méthodes d'échantillonnage et de collecte

des données. Elle a réuni les chercheurs des trois équipes du projet. Les échanges se sont poursuivis au cours des skype calls hebdomadaires durant les mois d'octobre et de novembre 2018. En définitive, une méthodologie a été arrêtée pour l'enquête. En somme, il a été décidé que l'enquête se fasse en 2 phases :

- Phase 1 : sont enquêtées toutes les moyennes et grandes entreprises qui pratiquent l'entrepreneuriat inclusif et un échantillon (aléatoire) d'autres entreprises qui ne pratiquent pas ;
- Phase 2 : sont enquêtées un échantillon aléatoire de petites ou moyennes entreprises ou personnes, qui bénéficient d'un environnement d'entrepreneuriat inclusif offert par au moins l'une des entreprises enquêtées en Phase 1 et un échantillon aléatoire d'autres petites ou moyennes entreprises qui n'en bénéficient pas.

Deux questionnaires ont été élaborés, une pour l'enquête auprès des entreprises et une autre pour celle auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires de modèle d'entrepreneuriat inclusif.

- Collecte de données en Côte d'Ivoire

La collecte des données auprès des entreprises a démarré avec le recrutement et la formation de vingt (20) agents enquêteurs. La formation, réalisée par les experts du Cabinet d'Ingénierie informatique (HaiGIS) et les chercheurs/ doctorants de la CAPEC le 31 octobre 2019, a porté sur les objectifs de l'étude et sur les résultats attendus d'une part et d'autre part sur les techniques d'administration des questionnaires. Elle s'est faite pendant deux (2) demi-journées dans les locaux du CIREC à Cocody. Durant la formation, une analyse minutieuse (question par question) du questionnaire a été faite. Il y a eu également plusieurs simulations pour observer le comportement des enquêteurs durant l'administration des enquêtes. La première demi-journée de formation a porté sur le questionnaire physique. La deuxième a été consacrée à la formation sur les tablettes. A la suite de ces deux demi-journées de formation, une enquête pilote a été organisée pour tester le questionnaire. La collecte de données s'est déroulée du 14 novembre 2018 au 14 avril 2019.

Enquête auprès des producteurs de cacao en Côte d'Ivoire



Trente (30) agents enquêteurs ont été recrutés et formés le 23 novembre 2018 puis le 25 février 2019 pour l'enquête auprès des personnes vulnérables. La formation s'est faite pendant ces deux (2) jours dans les locaux du CIREC à Cocody. Le premier jour de formation a porté sur le questionnaire physique tandis que le second jour a été consacré à la

formation sur les tablettes et le test du questionnaire. L'enquête s'est effectivement déroulée du 27 février

2019 au 25 mars 2019. Sept (7) équipes ont été constituées dont 02 à Abidjan et environs, et 05 à l'intérieur du pays. L'enquête s'est déroulée dans sept (7) régions du pays.

Il est ressorti du rapport d'enquête que sur un échantillon de 1000 entreprises, 556 (taux de réponse de 55,6%) ont pu être interrogées dont 119 (21,40%) sont des entreprises inclusives et 437 (78,60%) non inclusives. 53,41% des entreprises enquêtées en Côte d'Ivoire sont des SARL. Les entreprises inclusives enquêtées sont de taille moyenne (95,91%). Ces entreprises inclusives sont dirigées en majorité par des hommes (84,80%). La proportion des femmes managers demeure faible aussi bien au niveau des entreprises inclusives que non inclusives. De plus, la part des managers des entreprises inclusives ayant suivi une formation ou une conférence ou un atelier sur les nouveaux modèles d'affaires est nettement supérieure à celle des entreprises non inclusives.

Une part importante des entreprises n'a pas connaissance des lois, textes, réglementations favorisant l'intégration des personnes vulnérables ou au bas niveau de l'échelle. Les entreprises sont moyennement satisfaites de l'intégration des personnes vulnérables dans leurs modèles d'affaires (45%).

Pour l'enquête auprès des bénéficiaires, sur un échantillon de 1500 bénéficiaires et non bénéficiaires prévu pour être enquêté, ce sont 1624 qui ont pu être interrogés dont 577 (35,55%) sont des bénéficiaires et 1047 (64,45%) non bénéficiaires. Les bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif sont en majorité des hommes (69,56%).

Visite des enquêteurs à une coopérative agricole



Ce modèle d'affaires semble augmenter le pouvoir de décision de la femme. 58,21% des femmes bénéficiaires ont affirmé que leur intégration dans ce modèle d'affaires leur a permis d'augmenter leur pouvoir de décision. Il augmente également le pouvoir économique de la femme à travers une amélioration de son revenu. Ainsi, l'augmentation du pouvoir

économique de la femme intégrée dans l'entrepreneuriat inclusif lui permet de contribuer plus aux dépenses du ménage.

- Collecte de données au Burkina Faso

L'enquête auprès des entreprises s'est déroulée dans quatre villes du pays qui abritent 98,74% des entreprises inscrites au registre de la Chambre de Commerce et d'Industrie/BF. La formation des

enquêteurs a été également réalisée par le Cabinet HaiGIS. Un expert a fait le déplacement à Ouaga pour administrer la formation.

A la fin des enquêtes, et après l'apurement des données, il a été dénombré 551 entreprises enquêtées, dont 128 inclusives et 423 non inclusives, pendant que la collecte des données auprès des BoP a concerné 1115 BoP, dont 384 bénéficiaires et 731 non bénéficiaires. Les principales conclusions issues des résultats sont les suivantes :

- Le taux d'adoption de l'entrepreneuriat inclusif par les entreprises est de 23,23% ;
- La proportion de femmes managers dans les entreprises inclusives et non inclusives est faible ;
- La proportion des femmes dans les entreprises inclusives est supérieure à celle dans les entreprises non inclusives ;
- La Société à Responsabilité Limitée et l'Entreprise Individuelle sont les deux formes légales dominantes d'entreprises ;
- La proportion des petites et moyennes entreprises est supérieure à celle des grandes entreprises, aussi bien pour les entreprises inclusives que pour les non inclusives ;
- La proportion des femmes BoP est supérieure à celle des hommes aussi bien chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires ;
- La plus grande partie des BoP, quel que soit leur sexe, vivent en milieu urbain et leur revenu moyen tiré de la production affiche une tendance haussière ;
- Une proportion importante de BoP travaille sans aucun contrat et on constate que les proportions de bénéficiaires ayant des CDD ou des CDI restent largement supérieures à celles des non bénéficiaires ;
- L'objectif de croissance/rentabilité et celui de la contribution à la réduction de la pauvreté, sont les principales raisons d'adoption de l'entrepreneuriat inclusif ;
- Le bénéfice net moyen des entreprises inclusives est supérieur à celui des entreprises non inclusives ;
- La plupart des entreprises intégrant les personnes vulnérables dans leur chaîne de valeur affichent une relative bonne satisfaction des résultats obtenus ;
- Les entreprises inclusives embauchent plus de jeunes que les entreprises non inclusives ;
- La proportion de jeunes bénéficiaires ayant des CDD ou des CDI est supérieure à celle des jeunes non bénéficiaires ;
- Les entreprises inclusives offrent, en moyenne, plus d'emplois permanents aux femmes que les entreprises non inclusives ;
- La proportion de femmes bénéficiaires ayant des CDD ou des CDI est supérieure à celle des non bénéficiaires ;
- La majorité des femmes bénéficiaires et non bénéficiaires prennent par elles-mêmes les décisions de travailler et d'utiliser librement leur argent pour des achats et des courses diverses ;
- La majorité des femmes bénéficiaires et non bénéficiaires contribuent aux charges du ménage. En moyenne la contribution mensuelle des femmes bénéficiaires aux dépenses du ménage est supérieure à celle des femmes non bénéficiaires ;
- Les dépenses alimentaires des non bénéficiaires sont supérieures à celles des bénéficiaires alors que les dépenses non alimentaires des bénéficiaires sont supérieures à celles des non bénéficiaires à l'exception de l'eau et de l'électricité ;

- Les bénéficiaires utilisent mieux les services bancaires mobiles que les non bénéficiaires. Les bénéficiaires dépensent plus en éducation que les non bénéficiaires, mais la tendance s'inverse en dépenses de santé ;
- Une part importante des entreprises ignore les lois, textes, réglementations et les clauses des marchés publics favorisant l'intégration des personnes vulnérables.

La collecte des données a été perturbée par la réticence de certains responsables d'entreprises à répondre aux questions des enquêteurs. C'est ainsi que le LAQAD-S a dû solliciter des lettres de recommandation ou des autorisations de certaines faïtières d'entreprises afin de faciliter la collecte des auprès des entreprises hésitantes.

- La collecte de données au Kenya

Pour la collecte des données auprès des entreprises, quinze (15) assistants de recherche ont été recrutés et formés. La formation, réalisée également par un expert du Cabinet HaiGIS qui s'est rendu à Nairobi, a porté sur les objectifs de l'étude et sur les résultats attendus d'une part et d'autre part sur les techniques d'administration des questionnaires. De même qu'en Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso, la formation s'est faite pendant trois (3) jours (5 au 7 novembre 2018). Le troisième jour de formation a été consacré à la formation sur les tablettes et le test du questionnaire. A la suite de ces trois jours de formation, une enquête pilote a été organisée pour tester le questionnaire à Nairobi. La collecte de données s'est déroulée du 14 novembre 2018 au 14 mai 2019.

En ce qui concerne l'enquête auprès des bénéficiaires, dix-neuf (19) agents enquêteurs ont été recrutés et formés. La formation s'est faite pendant un jour dans les locaux de KIPPRA car ce sont les mêmes personnes qui ont fait l'enquête entreprise qui ont été retenues pour l'enquête auprès des bénéficiaires. Elle s'est déroulée du 17 février 2019 au 18 mars 2019.

L'enquête auprès des entreprises s'est déroulée dans douze (12) régions du pays qui totalisent 57% des entreprises du Kenya. Sur un échantillon de 900 entreprises prévu pour être enquêté, ce sont 423 entreprises (taux de réponse de 47%) qui ont finalement répondu aux questions dont 112 (26,48%) sont considérées comme inclusives et 331 (73,52%) comme non inclusives. 96,4% des entreprises enquêtées au Kenya sont des SARL. Les entreprises enquêtées opèrent principalement dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et services (30,36%), l'agriculture et activités annexes (24,21%). Ces entreprises inclusives sont dirigées en majorité par des hommes (85,59%).

Concernant l'enquête auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires, 1011 individus ont été enquêtés dont 361 (35,71%) sont considérées comme bénéficiaires et 650 (64,29%) comme non bénéficiaires. Les bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif sont en majorité des femmes (57,62%). Les jeunes dominent les bénéficiaires enquêtées (60,56%). En outre, les jeunes intégrés dans les modèles d'affaires inclusifs gagnent en moyenne plus que ceux non intégrés dans ce genre de modèle (106,5 US \$ contre 98,14 US \$). L'entrepreneuriat inclusif augmente le pouvoir économique de la femme à travers une amélioration de son revenu. En 2018 le revenu annuel de la production des femmes bénéficiaires était de 1853,15 US\$ contre 1551,02 US\$ pour les non bénéficiaires.

Enquête auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires



II-2. ACTIVITES SPECIFIQUES A CHAQUE PAYS

II-2.1- Réunion avec les stakeholders (ou Parties prenantes)

Le succès du projet sur les modèles d'affaires inclusifs supposait l'implication des parties prenantes en raison de la pratique relativement récente de ce modèle d'affaires. C'est à juste titre que la rencontre avec les stakeholders était cruciale afin de les intéresser au projet pour que toutes les entités prennent une part active dans la mise en œuvre du projet. La rencontre avec les stakeholders constitue une activité à réaliser dans chaque pays dans lequel le projet se déroule.

- Réunion des stakeholders en Côte d'Ivoire

Une réunion avec les stakeholders du projet de recherche collaboratif a été organisée par la CAPEC le jeudi 05 juillet 2018, de 08h30 à 11h30, à l'hôtel Tiama à Abidjan-Plateau. Cette rencontre visait à faire connaître le projet de recherche aux parties prenantes et à recueillir leurs contributions pour une plus grande synergie entre les entreprises, le secteur public et les chercheurs sur la thématique des modèles d'affaires inclusifs.

Quarante-cinq (45) personnes provenant de structures diverses telles que les ministères, l'administration publique, les faîtières d'entreprises, les multinationales, les universités et centres de recherche (chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants), les organisations de la société civile et la presse, ont participé à cette rencontre.

Trois principales séquences ont meublé le déroulement de cette réunion. La première a été consacrée aux allocutions, la deuxième dédiée aux deux présentations dont l'une a porté sur le projet et l'autre orientée sur l'analyse situationnelle de l'entrepreneuriat inclusif en Côte d'Ivoire et la dernière réservée aux échanges. Cette rencontre des stakeholders a été l'occasion pour l'équipe de la CAPEC de sensibiliser les entreprises pour qu'elles participent à la pré-collecte de données. Les entreprises et les faîtières d'entreprises présentes ont marqué leur intérêt pour ce projet et leur volonté d'accompagner la CAPEC.

La Conférence internationale sur les Nouveaux Modèles d'Affaires, organisée en septembre 2018, a constitué le cadre d'une deuxième rencontre avec les stakeholders. Cette conférence a rassemblé des

parlementaires, des membres du Sénat, des Directeurs de Cabinet de ministères, des chefs d'entreprises, des personnalités de la société civile et des chercheurs.

- Réunion des stakeholders au Kenya

En plus de l'atelier de lancement du projet, l'équipe de KIPPRA a tenu une rencontre des parties prenantes en vue de partager les résultats de la pré-enquête et d'échanger sur la conduite à tenir pour la grande enquête. Cette réunion s'est tenue le 12 septembre 2018 à l'hôtel Panafric à Nairobi. Elle a vu la présence de 32 entreprises. Les résultats clés issus de cette réunion sont les suivants : une meilleure compréhension du concept de l'inclusive business par les parties prenantes, la validation des conclusions de la pré-enquête, identification des gaps en matière de politique incluant le rôle du secteur privé dans l'approche des défis économiques et sociaux particulièrement l'inclusion des groupes marginalisés tels que les personnes en situation d'handicap et informer les stakeholders sur l'avancement du projet.

II-2-2-Activités de recherche des doctorants

Les doctorants de l'équipe de Côte d'Ivoire ont fait la revue de littérature d'articles et d'ouvrages portant sur l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat inclusif en particulier, le genre de l'entrepreneur et la performance des entreprises, les stratégies d'innovations et les innovations inclusives. Cette revue leur a permis d'élaborer une proposition de projet de recherche et de plan de leur thèse. Ils ont participé à l'élaboration des questionnaires destinés aux entreprises et aux bénéficiaires au bas niveau de la Pyramide sociale, pour la collecte des données nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Les revues de littérature des différentes parties des thèses sont en cours de rédaction.

- Les doctorants de l'équipe de la CAPEC (Côte d'Ivoire)

Les doctorants de l'équipe de la CAPEC ont progressé dans la rédaction de leurs thèses dont les niveaux d'exécution sont résumés comme suit :

o Etat d'avancement de la thèse de M. N'dri Allou Nazaire

La thèse de M. N'dri Nazaire porte sur le thème « Analyse de l'évaluation de l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur l'inclusion des jeunes en milieu rural en Côte d'Ivoire ». L'objectif général est d'évaluer la contribution de la pratique des modèles d'affaires inclusifs sur l'inclusion économique des jeunes ruraux en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agit (i) d'analyser la contribution de l'entrepreneuriat inclusif à l'amélioration des revenus des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire ; (ii) d'analyser les effets de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur la productivité des jeunes dans la cacao-culture et; (iii) d'analyser l'amélioration de la situation économique des jeunes à travers des chaînes de valeur agricole inclusives. Cette thèse est organisée en trois essais :

- o Essai 1 : Analyse de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire ;
- o Essai 2 : Effets des modèles d'affaires inclusifs sur la productivité des jeunes dans la cacao-culture ;
- o Essai 3 : Analyse de l'inclusion économique des jeunes ruraux par les chaînes de valeur agricole inclusives.

Les 2 premiers essais sont quasiment achevés.

- **Etat d'avancement de la thèse de Mlle. Dassé Sonia**

La doctorante Dassé Sonia est avancée dans la rédaction des deux premiers chapitres de sa thèse. La thèse qui porte sur « Entrepreneuriat inclusif et performance des entreprises », a pour objectif général l'analyse de l'effet de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises. Spécifiquement il s'agit (i) d'analyser l'efficacité technique des entreprises inclusives au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, (ii) d'analyser l'effet de l'inclusion financière sur la croissance des entreprises des femmes bénéficiaires au bas de la pyramide et (iii) d'analyser l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la compétitivité des PME au bas de la pyramide.

La thèse est organisée en quatre chapitres :

- Chapitre 1 : Revue de littérature sur l'entrepreneuriat inclusif et la performance des Entreprises ;
- Chapitre 2: Entreprise inclusive et efficacité technique : cas du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire ;
- Chapitre 3: Inclusion financière et croissance des entreprises des femmes bénéficiaires au bas de la pyramide ;
- Chapitre 4: Entrepreneuriat inclusif et compétitivité des PME au bas de la pyramide.

Le premier chapitre dédié à la revue de littérature est rédigé à 75%, le premier essai sous forme d'article a été rédigé et présenté au séminaire de clôture du projet. Le deuxième essai (chapitre 3) est au stade de la revue de littérature.

- **Les doctorants de l'équipe du LAQAD-S (Burkina Faso)**

Les doctorants du LAQAD-S (au nombre de 3) ont progressé dans la rédaction de leur thèse dont les contenus sont les suivants. Les premiers essais sous forme d'articles ont été rédigés et ont été présentés au séminaire de clôture du projet. Les deuxièmes essais sont en cours de rédaction.

- **Etat d'avancement de la thèse de Mlle THIOMBIANO Brigitte**

La thèse de Mlle Thiombiano Brigitte porte sur le thème « Entrepreneuriat inclusif et autonomisation des femmes au Burkina Faso ». Elle vise à analyser l'effet de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation des femmes au Burkina Faso. De façon spécifique il s'agit d'évaluer l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur (i) l'inclusion financière des femmes au Burkina Faso, (ii) le pouvoir économique des femmes dans les ménages au Burkina Faso et (iii) le pouvoir décisionnel des femmes dans les ménages au Burkina Faso. Ce travail est organisé en trois essais :

Essai 1 : Entrepreneuriat inclusif et inclusion financière des femmes au Burkina Faso.

Essai 2 : Entrepreneuriat inclusif et pouvoir économique des femmes dans les ménages au Burkina Faso.

Essai 3 : Entrepreneuriat inclusif et pouvoir décisionnel des femmes dans les ménages au Burkina Faso.

La revue de littérature globale de la thèse et le premier essai sont achevés.

- **Etat d'avancement de la thèse de Mme KERE Marina**

L'intitulé de la thèse de Mme Kéré Marina est le suivant : « Confiance dans les relations clients-fournisseurs : Cas des entreprises inclusives du Burkina Faso ». L'objectif général de cette thèse est de comprendre l'influence de la confiance dans les relations clients fournisseurs des entreprises inclusives au Burkina Faso. De façon spécifique, il s'agit (i) d'identifier l'influence des antécédents et les conséquences de la confiance sur les relations clients fournisseurs des entreprises inclusives comparativement aux entreprises classiques du Burkina Faso et (ii) de voir si les caractéristiques des entreprises inclusives données par la littérature sont conformes de façon pratique à celles qu'ont les entreprises inclusives au Burkina Faso. Deux articles sont tirés de cette thèse et portent sur les thèmes suivants :

- Article 1 : Inclusive Business et confiance dans les relations clients-fournisseurs au Burkina Faso.
- Article 2 : Caractérisation des entreprises inclusives du Burkina Faso.

- **Etat d'avancement de la thèse de Dr OUEDRAOGO S. Robert**

Le thème de la thèse de Dr. Ouédraogo Robert est: « Entrepreneuriat inclusif et performances économiques au Burkina Faso ». Cette thèse s'intéresse à l'incidence de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur les performances économiques au Burkina Faso. De façon spécifique, il s'agit (i) d'analyser les déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso, (ii) d'analyser l'impact de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur la productivité des entreprises au Burkina Faso et (iii) d'analyser l'impact de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif sur l'accès des jeunes au marché du travail au Burkina Faso. Cette thèse est organisée en trois essais comme suit :

- Essai 1 : Déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso ;
- Essai 2 : Entrepreneuriat inclusif et productivité des entreprises au Burkina Faso ;
- Essai 3 : Entrepreneuriat inclusif et accès des jeunes au marché du travail au Burkina Faso.

Le premier essai est achevé et le deuxième est en cours de rédaction.

- **Les doctorants de l'équipe du KIPPRA (Kenya)**

Comme dans les deux autres pays, les doctorantes du Kenya ont entamé la rédaction de leur thèse. Le travail de Juliana Mbithi porte sur le « lien entre les pratiques commerciales inclusives et la compétitivité des exportateurs au Kenya », et celui de Hannah Wang'ombe porte sur « Entreprises inclusives et personnes handicapées ». Elles ont présenté des résultats préliminaires de la thèse au cours de l'atelier à mi-parcours et de la conférence de clôture qui ont eu lieu en avril 2019 à Nairobi et en octobre 2019 à Abidjan. Elles ont contribué significativement à l'organisation de la collecte de données.

Mlle Juliana Mbithi a achevé un premier papier de sa thèse intitulé : « Review of small holder farmers and their access to export market through linkages with inclusive firms » et se concentre à présent sur le second ayant pour thème: "The effect of business structure on inclusive business practices: Empirical evidence from Kenya". De même, la doctorante Hannah Wang'ombe a achevé son premier essai portant sur « Determinants of inclusive businesses (including review of perception of economically excluded) » et est

en train de rédiger le second ayant pour thème : “Review of the economic contribution made by persons with disability”.

Tableau 1 : Thèses de doctorat en cours de rédaction

Nom et Prénoms	Titre de la thèse
Dasse Sonia	Entrepreneuriat inclusif et performance des entreprises
Kéré Marina	Confiance dans les relations clients-fournisseurs : Cas des entreprises inclusives du Burkina Faso
Mbithi Juliana	lien entre les pratiques commerciales inclusives et la compétitivité des exportateurs au Kenya
N'dri Nazaire	analyse de l'évaluation de l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur l'inclusion des jeunes en milieu rural en Côte d'Ivoire
Ouédraogo Robert	Entrepreneuriat inclusif et performances économiques au Burkina Faso
Thiombiano Brigitte	Entrepreneuriat inclusif et autonomisation des femmes au Burkina Faso
Wang'ombe Hannah	Entreprises inclusives et personnes handicapées

Source : CAPEC

II-2.3- Mission de supervision du coordonnateur du projet

Le coordonnateur du projet a effectué deux missions de supervision au Burkina Faso et une mission au Kenya pour s'assurer de la bonne exécution du projet de recherche.

La première mission auprès de l'équipe du LAQADS a eu lieu du 11 au 13 juin 2018. Elle a permis d'abord, de faire le point sur l'organisation du projet au sein du LAQADS et le niveau de mise en œuvre des activités ; ensuite, d'échanger sur les instructions en matière de gestion financière du projet ; puis, de discuter avec les doctorantes sur le niveau d'avancement de leur recherche et sur leurs besoins d'informations à prendre en compte lors de la grande enquête. Enfin, un chronogramme indicatif des activités à venir dans les trois pays et au sein du LAQADS a été arrêté à la fin de la mission.

La seconde mission s'est déroulée du 19 au 22 février 2019. Elle a servi de cadre pour faire le point sur l'exécution de l'enquête entreprises, échanger sur la méthodologie d'échantillonnage adopté par le LAQAD-S, proposer la démarche appropriée pour accélérer la collecte des données Entreprises et le démarrage de l'enquête Bénéficiaires. La visite du Coordonnateur s'est achevée par un réajustement du budget de l'enquête du LAQAD-S afin de tenir compte des charges de gestion du système informatique par HaiGIS et du dépassement observé lors de la conférence internationale d'Abidjan sur les nouveaux modèles d'entrepreneuriat.

L'équipe du KIPPRA a reçu la visite du Coordonnateur du projet du 02 au 07 février 2019 pour une mission de supervision des activités du projet réalisées par cette équipe. Cette mission a permis de faire le point sur le niveau de mise en œuvre des activités. Spécifiquement elle a été l'occasion de faire le point sur le déroulement des enquêtes et d'harmoniser la méthodologie des enquêtes. Ensuite, elle a aussi permis d'échanger sur les activités à venir spécifiquement l'organisation de l'atelier à mi-parcours et l'atelier de formation des doctorants à Nairobi. Les questions financières ont été passées en revue.

II-2.4- Organisation d'ateliers internes par chaque équipe

Des ateliers internes (retraites) ont été organisés par les équipes pour faire avancer la rédaction des articles et rapports. Ainsi, l'équipe de la CAPEC a organisé une retraite à Mantchan Hôtel de Grand-Bassam. L'objectif général est de faire avancer la rédaction des différents documents et de délivrer les résultats attendus dans le cadre du projet CAPEC-CRDI2. Spécifiquement, il s'agissait de (i) finaliser le premier papier de recherche et (ii) d'élaborer le draft0 du second papier de recherche.

Les chercheurs ont présenté leurs différents papiers qui ont été suivis d'échanges et de commentaires. Les chercheurs ont été invités à réviser leurs papiers en tenant compte des commentaires qui ont été faits. En outre, les participants à cet atelier ont échangé sur les thèmes des seconds papiers de recherche.

II-3. Renforcement de capacités

Conformément au programme d'activités du projet, quatre (4) ateliers de formation à l'endroit des chercheurs et doctorants du projet ont été organisés afin de renforcer leurs capacités dans des domaines ayant un lien direct avec la bonne exécution du projet. Le premier atelier de renforcement des capacités en suivi-évaluation a été organisé du 24 au 28 février 2018 à Nairobi au Kenya. En marge de cette formation, des séances de travail entre les membres des trois équipes du projet ont eu lieu. Ces séances de travail ont porté sur la finalisation des desktops review des différents pays, la méthodologie à adopter pour une mesure globale de l'approche, la méthode d'échantillonnage et le questionnaire pré-test.

Les 15 et 16 mars 2018, s'est tenue, à la Salle des Séminaires du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIREs), une séance de formation en Econométrie, animée par le Professeur Gabriel PICONE (University of South Florida). Ont pris part à cette formation un public diversifié au nombre de 17 personnes notamment des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des doctorants, de l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan, du CIREs et de la CAPEC. La formation a concerné essentiellement l'économétrie des variables qualitatives, le traitement du problème d'endogénéité (identification et le choix du bon instrument) et l'économétrie des données de panel.

Elle a débuté par le rappel de quelques notions de base en économétrie (espérance conditionnelle, la différence entre données expérimentales et les échantillons aléatoires, élasticités, les effets marginaux, les effets partiels moyens). Ensuite, les principaux modèles de réponse binaire ont été succinctement présentés. Il s'agit des modèles de probabilité linéaire, LOGIT et PROBIT. L'endogénéité a été décrite à partir d'un modèle d'équation linéaire simple avec données en coupe transversale. Les différentes méthodes en vue de surmonter ce problème ont été présentées. Il s'agit entre autre des méthodes des variables instrumentales, des doubles moindres carrés et triples moindres carrés. La difficulté majeure à l'utilisation de ces méthodes concerne le choix du et/ou des bon(s) instruments, c'est-à-dire des variables corrélées à la variable qui pose problème (variable explicative endogène), mais non-corrélées au terme d'erreur. À ce sujet, il n'existe pas de méthodes « magiques » pour les identifier. Une présentation des notions de base et de 2 articles faisant appel à des données de panel et les échanges ont aidé à approfondir les connaissances sur l'économétrie des données de panel.

Les chercheurs et doctorants du projet de recherche ont participé à un atelier de formation sur **les méthodes quantitatives d'évaluation d'impact** qui s'est tenu du 17 au 19 septembre 2018 au CIREs

(Abidjan-Côte d'Ivoire). Cette formation a été dispensée par Professeur Théophile AZOMAHOU. Il est professeur de recherche en économie au Centre National de Recherche Scientifique (CNS) à Strasbourg.

Trente-neuf (39) personnes ont pris part à cette formation dont cinq (5) provenant du Laboratoire d'Analyse Quantitative Appliquée au Développement Sahel (LAQAD-S) de l'Université Ouaga 2 du Burkina Faso, deux (2) de l'Institut Kényan de Recherche et d'Analyse des Politiques Publiques (KIPPRA), sept (7) de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC), six (06) du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), onze (11) de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences Economiques et de Gestion (UFR-SEG) de l'Université Félix Houphouët Boigny et huit (8) de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences Economiques et de Développement (UFR-SED) de l'Université Alassane Ouattara.

La formation dispensée au cours de ces trois jours sur les méthodes quantitatives d'évaluation d'impact a permis aux participants d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques sur les deux grandes méthodes d'évaluation d'impact que sont la méthode expérimentale et la méthode non expérimentale. Les chercheurs et doctorants du projet sont maintenant mieux outillés pour utiliser ces méthodes dans leurs différents travaux.

Les chercheurs et doctorants du projet de recherche ont participé à un autre atelier de formation sur **l'économétrie des variables dépendantes limitées** qui s'est tenu du 04 au 06 avril 2019 à KIPPRA (Nairobi-Kenya). Cette formation a été dispensée par Professeur Théophile AZOMAHOU. Il est Professeur-Chercheur en économie au Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) en France, Professeur de Sciences Economiques, à l'Université de Clermont Auvergne, CERDI-CNRS (France), depuis 2015 et Professeur (Chaire d'Economie du Développement), à Maastricht University, Maastricht, depuis 2010.

La formation dispensée au cours de ces trois jours sur les variables dépendantes limitées a permis aux participants venus de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Kenya d'acquérir des connaissances théoriques sur les différents modèles qui reposent sur les variables dichotomiques ou binaires ainsi que leurs modèles théoriques d'application. Cette formation théorique qui a été suivie de l'application pratique sous STATA a contribué à une meilleure maîtrise de ces méthodes (voir Rapport de formation).

En plus des ateliers de formations organisés par les équipes membres du projet, ces dernières ont participé du 27 au 28 février 2018 à la conférence « **ANDE 2018 metric's from ground up à Nairobi** ». L'objectif général de ces activités était de partager les expériences et d'améliorer les connaissances en évaluation d'impact. De façon spécifique, il s'agit (i) de présenter le projet et partager les expériences en matière d'Inclusive business, (ii) et d'échanger sur les pratiques d'implémentation et de mise en œuvre des différentes méthodologies quantitatives d'évaluation d'impact dont la randomisation.

III. QUESTIONS D'ETHIQUES

Les considérations éthiques ont occupé une place importante dans ce projet. Les dispositions nécessaires ont été prises pendant les enquêtes. Avant que les enquêteurs soient envoyés sur le terrain, ils ont été recrutés en privilégiant ceux qui ont une expérience en matière de conduite d'enquête. Pour s'assurer qu'ils maîtrisent les outils et techniques d'enquête, les enquêteurs ont reçu une formation sur

les outils de collecte et les principes fondamentaux d'éthique et de sécurité à observer lors de la collecte des données. Par ailleurs, des simulations ont été faites pendant la formation pour mettre les enquêteurs en situation d'enquête. Enfin, une enquête pilote a été organisée pour tester le questionnaire.

Lors de l'enquête de terrain, les équipes de recherche ont mis à la disposition des enquêteurs la logistique nécessaire. Ainsi, les trois équipes ont privilégié l'utilisation des tablettes pour la collecte des données afin de limiter la manipulation des données collectées par les enquêteurs et s'assurer que les données aient été collectées dans les zones sélectionnées et auprès des personnes tirées.

Le mode de collecte par questionnaire permet en effet de garantir le respect du répondant et de sa vie privée. **Les données collectées par le biais de questionnaires sont des données déclaratives**, fournies par l'enquêté lui-même, en toute conscience. Les questionnaires permettent aux enquêtés d'avoir **le contrôle entier sur les données** que l'on collecte sur eux.

Avant le début de l'administration du questionnaire, les personnes enquêtées sont informées sur les objectifs de l'étude, l'utilisation des données et la confidentialité entourant les données qui seront collectées. Les références de la loi relative au secret statistique des statistiques. Les enquêteurs sollicitent leur accord avant de démarrer.

En Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso un courrier a été adressé à la Confédération Générale des Entreprises qui s'est chargé d'informer également ses membres quant à l'organisation de l'enquête auprès des entreprises avant la descente sur le terrain.

IV. RESULTATS ET IMPACTS DU PROJET

IV-1. Résultats scientifiques et académiques

D'un point de vue scientifique, le projet a permis la rédaction d'un document d'analyse situationnelle de l'entrepreneuriat inclusif dans les trois pays impliqués dans le projet (desktop review), d'articles et de thèses.

IV-1.1. Analyse situationnelle de l'entrepreneuriat inclusif (Desktop Review)

Un document d'analyse situationnelle de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif a été produit à travers le Desktop review.

IV-1.1.1. La pratique de l'entrepreneuriat inclusif dans les trois pays

- Cadre socio-économique

Depuis quelques années les pays en développement, conscients du rôle que peut jouer un secteur privé fort et structuré dans le développement économique et social, mettent en place des politiques qui favorisent sa promotion. Les trois pays ont adopté des plans et programmes de développement qui servent de boussole aux politiques de développement de ces pays. Le Burkina Faso a adopté le Plan

national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. La Côte d'Ivoire a également adopté le Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Quant au Kenya, il a adopté la vision 2030.

La mise en œuvre de ces plans et programmes visent le développement de ces pays. **Au Burkina** 6,4% des emplois sont fournis par le secteur moderne. En 2017 le taux de chômage des femmes était de 9,11%. Quant au taux de chômage des jeunes, il est de 8,56%. Avec une contribution de l'agriculture à l'économie égale à 35%, elle concentre la majorité des emplois (82%).

Ces dernières années, la **Côte d'Ivoire** connaît de fortes croissances économiques. Le pays a enregistré de très bons résultats économiques, avec une croissance de l'ordre de 8 % depuis 2012 (7,9 % en 2016, 7,8 % prévus en 2017). L'emploi en Côte d'Ivoire est presque exclusivement informel (93,6%). 27% des femmes entrepreneures.

Au **Kenya** 25,4% des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) sont formelles. 26,9% des MPME sont des femmes. 83% de la population active totale est engagée dans le secteur informel. L'emploi féminin représente 36,54% de l'emploi salarié total (la majorité des femmes étaient employées dans le secteur de l'éducation; l'agriculture, la sylviculture et la pêche représentant 27,1, 12,6 de l'emploi féminin total).

Tableau 2: Statistiques socio-économiques

	Pays		
	Cote d'Ivoire	Kenya	Burkina Faso
IDH	172	142	183
Taux de pauvreté (%)	46,3	45,2	40,1
Secteur informel (%)	93	82,7	93,9
Contribution de l'agriculture économie (%)	20	24,2	35
Emploi agricole (%)	47,3	40	82
Population rurale dans l'agriculture (%)	70	70	75
Taux de chômage des femmes (2017)	3,24%	15,29	9,11%
Taux de chômage des jeunes (2017)	3,70%	26,20	8,56%

Source : CAPEC

- Dynamique du secteur privé

Le secteur privé joue un rôle important dans les performances économiques des trois pays. Au **Burkina Faso** le secteur primaire représente 73% de la population active et 25,15% du PIB. Le secteur primaire qui comprend l'agriculture, qui représente 13,56% du PIB, l'élevage (8,66%) et le sous-secteur de la foresterie, de la pêche et de la chasse (2,88%). Le secteur secondaire (y compris la construction) compte pour 6,86% de l'emploi et 14,3% du PIB. Le secteur comprend l'industrie (6,3% du PIB), l'industrie agroalimentaire (5,4%) et l'industrie extractive (2,6%). Le secteur tertiaire représente 20,07% de l'emploi et 34,71% du PIB. Le secteur comprend les institutions gouvernementales et à but non lucratif (18,13%), le commerce (11%) et les postes et télécommunications (5,58%) au PIB.

En **Côte d'Ivoire** l'agriculture est le secteur ayant une contribution importante à l'emploi avec 49,3% des emplois et une augmentation de près de 6 points par rapport à 2014 (43,5%). Elle est suivie par les services (21,6%) et le commerce (21,2%).

Au **Kenya** les secteurs les plus pourvoyeurs d'emploi sont l'éducation 20,7%, l'agriculture et la foresterie 12,5%, le secteur manufacturier 11,4%. la contribution des secteurs au PIB: agriculture et sylviculture

31,5%, fabrication 8,4%, transports et stockage 7,6%, commerce de gros et de détail et réparation 7,5%, activités de financement et d'assurance 7,4% et immobilier 7,4%.

- Cadre réglementaire

Le cadre juridique du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire est caractérisé par l'application du dispositif des Actes Uniformes du Droit des Affaires harmonisé de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) à compter de la seconde moitié des années 1990. Le système comptable actuel, le SYSCOA, est entré en vigueur au cours de la même période.

Au Kenya il existe la loi sur les entreprises adoptée en 2015 relative à la constitution, à la réglementation et à la liquidation des sociétés et autres associations. La loi de 2015 sur les sociétés fait partie d'une série de nouvelles lois visant à rationaliser les affaires au Kenya, en facilitant la présence et l'entité des entités. Certaines lois encouragent la responsabilité des entreprises et favorisent l'équité et l'autonomisation économique.

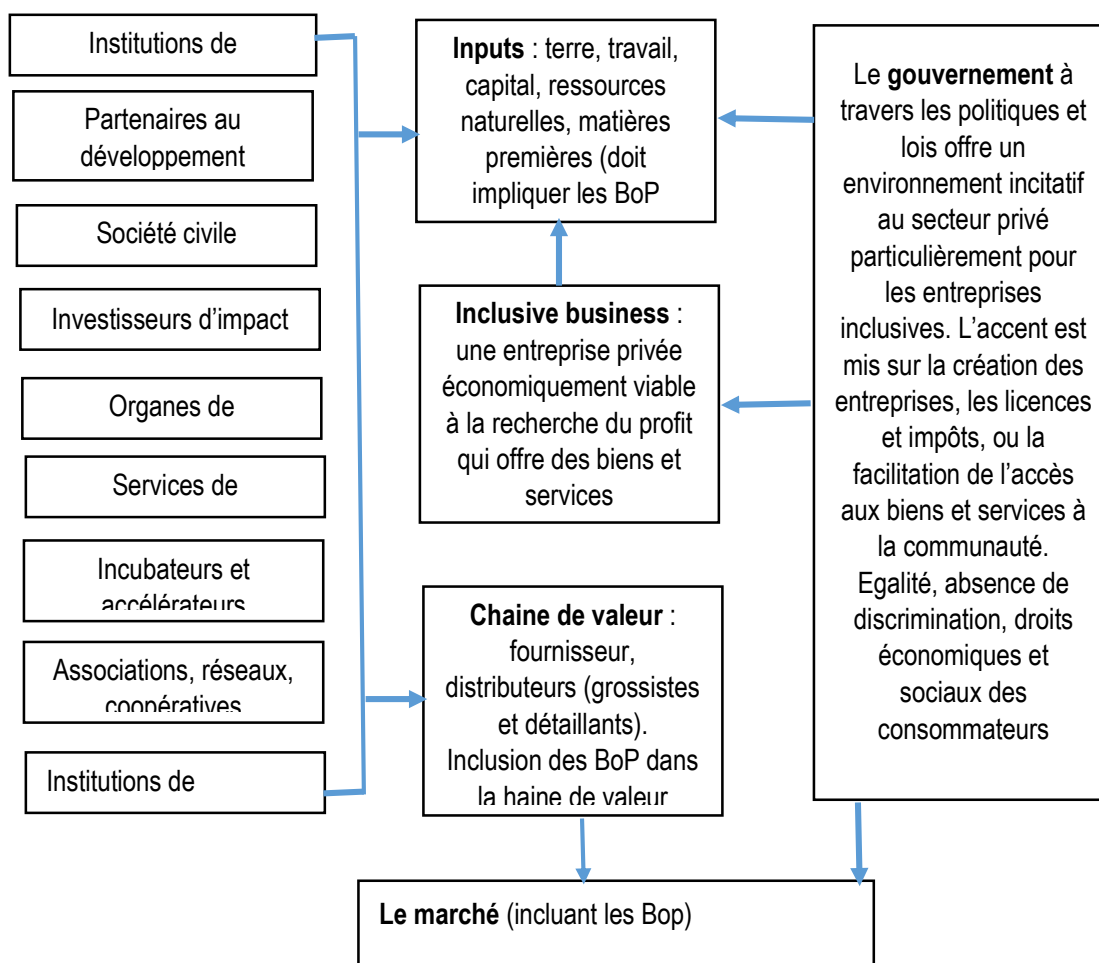
La Côte d'Ivoire s'est dotée, depuis Août 2018, d'un nouveau code des investissements. Le code des investissements établit par l'ordonnance N°2018-646 du 1er Août 2018, est un ensemble de mesures incitatives mises en place dans le souci d'adapter le régime des investissements privés aux nouvelles données de l'économie, notamment aux perspectives de croissance. Le Burkina Faso a aussi adopté en 2018 la loi n°038-2018/an portant code des investissements au Burkina Faso.

La mise en œuvre de l'inclusive business nécessite la présence d'un écosystème performant où tous les acteurs jouent pleinement leur rôle. L'écosystème d'entreprises inclusives en Afrique subsaharienne présente beaucoup de lacunes.

Ces écosystèmes inclusifs assurent quatre fonctions. Il s'agit notamment de : i) l'information apporte aux entreprises la sensibilisation, les connaissances, les technologies et le savoir-faire nécessaires pour évoluer sur les marchés à faible revenu ; ii) les mesures d'incitation encouragent les entreprises à travailler avec les communautés à faible revenu en récompensant les externalités positives et en réduisant le coût des activités commerciales ; iii) les investissements fournissent l'appui financier qui permet aux entreprises de s'aventurer sur des marchés à faible revenu difficile ; iv) le soutien à la mise en œuvre contribue à la logistique, aux transactions, au marketing et à la communication et fournit les services d'appui aux micro-entreprises qui permettent aux entreprises inclusives d'opérer selon les dynamiques propres aux différents environnements.

Pour participer au renforcement de chacune des quatre fonctions présentées ci-dessus, les acteurs suivants doivent faire partir de l'écosystème : les entreprises, les gouvernements, les partenaires de développement, les Organisations de la Société Civile (OSC), les établissements de recherche et les intermédiaires (figure1).

Figure 1: Ecosystème de l'inclusive business



Côte d'Ivoire : depuis quelques années les pays en développement, conscients du rôle que peut jouer un secteur privé fort et structuré dans le développement économique et social, mettent en place des politiques qui favorisent sa promotion. L'État de Côte d'Ivoire s'est engagé résolument dans cette voie, même si des efforts méritent encore d'être consentis. Le secteur privé se développe et favorise dans son sillage l'entrepreneuriat.

Depuis 2011 le gouvernement a initié d'importantes réformes pour améliorer l'environnement des affaires qui ont permis à l'économie ivoirienne de réaliser de bonnes performances économiques et de figurer parmi les 10 pays les plus réformateurs au monde en 2014, 2015 et 2018. Parmi ces réformes figurent plusieurs mesures pour encourager l'entrepreneuriat notamment l'adoption du code des investissements, et les codes sectoriels : le code des télécoms, le code minier, le code immobilier, le code pétrolier et le code de l'électricité.

- Pratique de l'entrepreneuriat inclusif

La pratique de l'inclusive business est encore à l'étape embryonnaire en Côte d'Ivoire et Burkina Faso en raison de la nouveauté du concept. Sa pratique dans les différents secteurs d'activités permet d'appréhender son évolution. La pratique de ce modèle d'affaires est beaucoup présente dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire. Au Kenya ce modèle d'affaires connaît un certain essor. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples de pratiques d'inclusive business dans les trois pays.

Tableau 3: quelques exemples de pratiques d'inclusive business dans les trois pays

Entreprise inclusive	Secteur d'activité	Impact sur le BoP
Kenya Tea Development Agency Ltd.(KTDA)	Agriculture (thé)	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la production • Renforcement des capacités grâce aux programmes de formation • Accès au financement • Introduction de petits producteurs de thé en tant qu'actionnaires individuels • utilisation des services mobiles pour faciliter la réception des paiements
SAFARICOM, Kenya	Télécommunication et Finance	<ul style="list-style-type: none"> • fourniture d'accès aux services de mobile money à travers ses services de transferts de mobile money de M-Pesa ; • Le service de microcrédit et d'épargne mobile M-Shwari, qui permet aux utilisateurs d'ouvrir et de gérer un compte bancaire M-Shwari via leur téléphone portable via le service M-Pesa, d'accéder au microcrédit et d'ouvrir un compte d'épargne productif d'intérêts.
YAANOVEL, Côte d'Ivoire	Agriculture (Riz)	<ul style="list-style-type: none"> • renforcement de la capacité des petits agriculteurs en assurant la transparence des contrats • augmentation de la productivité en fournissant aux producteurs des intrants directs et indirects pour la préparation et la récolte du sol
OLAM, Côte d'Ivoire	Agroindustrie (Cajou)	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation des revenus grâce à une production de noix de cajou de meilleure qualité grâce à une gamme d'intrants ; • paiement direct le jour de l'achat.
BIOPROTECT, Burkina Faso	commerce de légumes biologiques	<ul style="list-style-type: none"> • fourniture d'intrants biologiques aux producteurs • formation aux itinéraires techniques et appui à la certification des légumes
NAFA NANA, Burkina Faso	Energy	<ul style="list-style-type: none"> • le service rend les produits de cuisson et d'éclairage propres, modernes et économiques accessibles à toutes les familles pauvres du Burkina Faso. • les détaillants et les associations qui deviennent des distributeurs de la société bénéficient de partenariats de soutien technique et financier • permet aux fournisseurs et distributeurs locaux d'accroître leurs revenus.

Source : CAPEC

Au total, des initiatives en matière de pratique de modèles d'affaires inclusifs existent dans les trois pays. Il ressort des analyses que la pratique des modèles d'affaires inclusifs est plus développé au Kenya qu'au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, il y a peu d'informations sur la pratique des modèles d'affaires inclusifs ou, plus largement, sur l'adoption et la pratique de nouveaux modèles économiques dans les pays africains. Il y a aussi un manque de données et d'analyses rigoureuses au niveau des pays, une insuffisante démonstration du succès et de l'impact sur les entreprises et les bénéficiaires.

Concernant l'écosystème, il faut noter qu'il n'existe pas de cadre réglementaire spécifique à la pratique des modèles d'affaires inclusifs dans les trois pays. Il ressort aussi un besoin de recherche, de partage des connaissances, de compréhension des concepts, problèmes de mesure, défis, opportunités et incitations en matière de la pratique des modèles d'affaires inclusifs.

IV-1.2. Facteurs explicatifs de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs

1. Introduction

L'inclusion des populations vulnérables est aujourd'hui au cœur des préoccupations. L'entrepreneuriat inclusif a été identifié comme une puissante force pour insuffler l'inclusion. Il dispose d'un potentiel capable de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). La pratique des modèles d'affaires inclusifs ouvre de nouvelles perspectives pour relever le défi de l'emploi des jeunes et des femmes, en mettant l'accent sur les sous-groupes de population vulnérables ou marginalisés. Ainsi, elle offrira de nouvelles opportunités pour relever le défi de l'inclusion. Le secteur privé occupe une place de choix dans l'atteinte des ODD.

En dépit de nombreuses perspectives prometteuses qu'offrent les modèles d'affaires inclusifs pour l'inclusion, l'Afrique éprouve d'énormes difficultés pour généraliser leur pratique. Ces modèles d'affaires sont moins vulgarisés et particulièrement peu documentés en Afrique de l'Ouest comparativement à l'Afrique australe et orientale. Il apparaît important de rechercher à savoir les raisons qui expliquent la faible pratique des modèles d'affaires inclusifs dans les pays de l'étude.

McCarthy et al. (2011) soulignent que la capacité managériale est le principal catalyseur du changement. Selon la littérature l'adoption des modèles d'affaires inclusifs est influencée par les facteurs internes notamment les profils de l'entreprise et du manager (Guo, Zhao et Tang, 2013; Linder et Cantrell, 2000) et les facteurs externes tels que le climat des affaires, la réglementation pour encourager la pratique des modèles d'affaires inclusifs, réformes portant sur les marchés publics (Timmers, 1998; Zott et Amit, 2008).

Pendant la mise en œuvre de ce projet de recherche, les chercheurs ont cherché à répondre à la question suivante : Quels pourraient être les facteurs explicatifs de l'adoption de l'Inclusive Business dans les pays de l'étude?

L'un des objectifs du projet de recherche est d'analyser les différents facteurs internes et externes à l'entreprise influençant l'adoption des modèles d'affaires inclusifs.

De façon spécifique, il s'agit de :

- déterminer les principaux moteurs de l'adoption de pratiques modèles d'affaires inclusifs dans tous les secteurs économiques ;
- déterminer les principaux défis de la mise en œuvre de modèles d'affaires inclusifs.

Deux papiers ont été produits par les chercheurs et doctorants du projet. Ils portent sur les thèmes suivants :

- déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso, par Dr Ouédraogo S. Robert du LAQAD-S ;
- the effect of managerial characteristics on adoption of inclusive business practices in Kenya: A sectoral analysis, par Juliana Mbithi du KIPPRA.

2. Méthodologie

Ces papiers se sont appuyés sur la méthode de régression logistique. Cette méthode nécessite des échantillons de grande taille pour pouvoir prétendre un niveau acceptable de stabilité. De plus, les

catégories auxquelles appartiennent les variables indépendantes doivent être mutuellement exclusives et exhaustives. D'où la nécessité d'examiner les corrélations entre les variables prédictives avant de procéder à l'élaboration du modèle, afin d'éliminer celles qui semblent fortement corrélées entre elles (risques de variables redondantes). La régression logistique est sujette à des risques probables de biais liés aux corrélations (Tabachnick et Fidell, 2000).

Les données utilisées proviennent des enquêtes réalisées au cours de ce projet de recherche. Ces enquêtes ont été réalisées auprès des entreprises inclusives et non inclusives.

3. Résultats

(i) Statistiques descriptives

- **Raisons motivant l'adoption des modèles d'affaires inclusifs**

L'entrepreneuriat inclusif considéré comme un modèle de croissance inclusive et durable et de lutte contre la pauvreté. Il est faiblement adopté dans beaucoup de pays africains. La recherche des déterminants de son adoption s'avère nécessaire pour orienter les décisions de politiques économiques susceptibles de promouvoir ce type de modèles d'affaires.

Les résultats de l'enquête ont confirmé que la pratique de ce modèle d'affaires est peu développée dans ces trois pays. Respectivement 23,23%, 21,4% et 26,48% des entreprises enquêtées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Kenya sont inclusives. La pratique de ces modèles d'affaires est plus développée au Kenya que dans les deux autres pays.

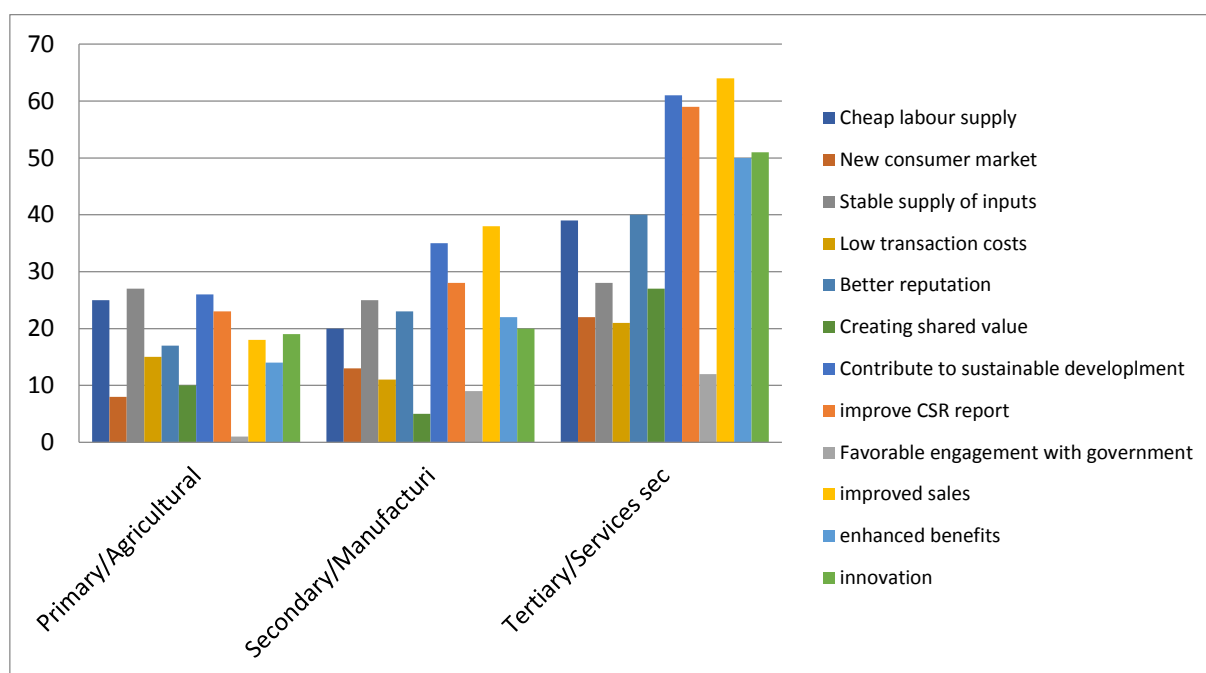
Tableau 4: Entreprises enquêtées

Type d'entreprise	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Kenya
Inclusive	128 (23.23%)	119 (21.40%)	112 (26.48%)
Non inclusive	423 (76.77%)	437 (78.60%)	311 (73.52%)
Total	551	556	423

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

Au Kenya : comme l'indique le graphique ci-dessous les facteurs qui poussent les entreprises à adopter des pratiques de modèles d'affaires inclusifs varient d'un secteur à l'autre. Alors que l'adoption de ces modèles d'affaires dans l'agro-industrie est principalement motivée par la nécessité d'un approvisionnement stable en intrants et d'une offre de main-d'œuvre bon marché, les secteurs manufacturiers et des services sont motivés par la nécessité d'améliorer les ventes, une meilleure réputation et l'amélioration du rapport RSE.

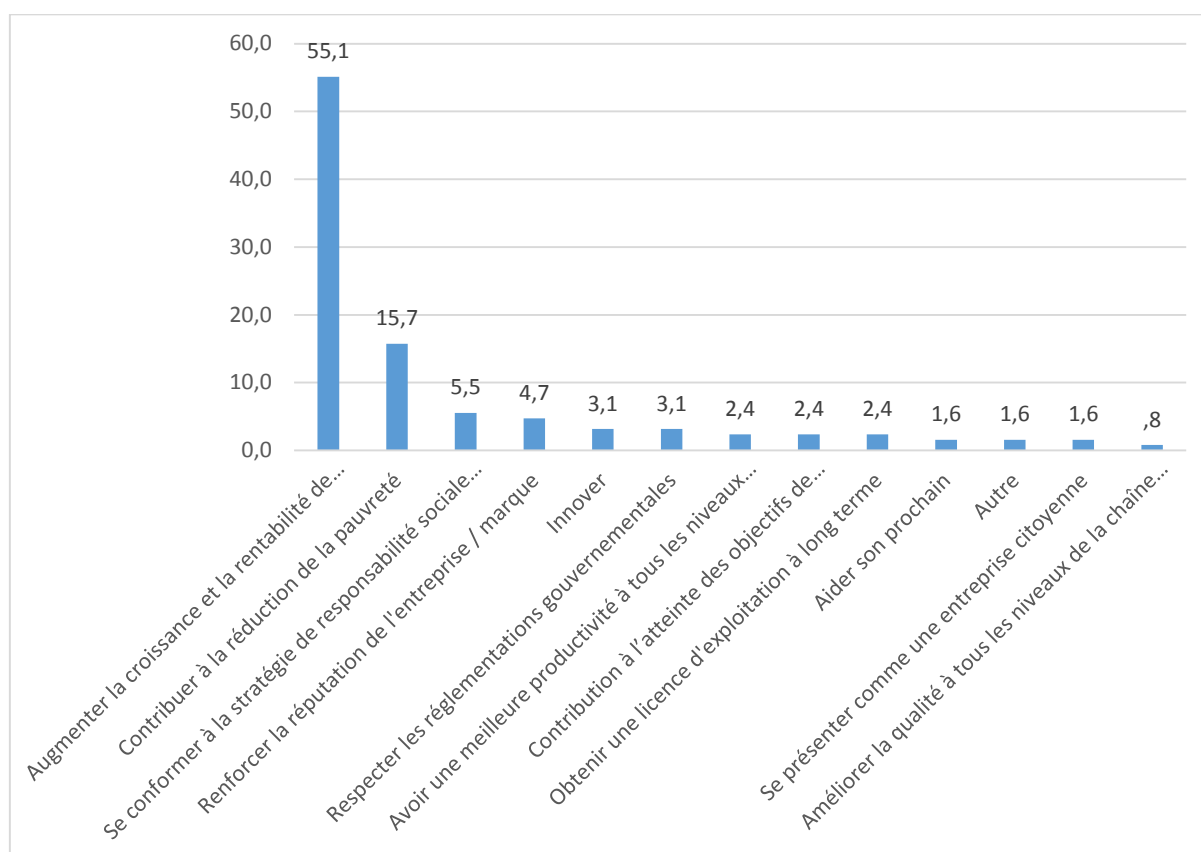
Graphique 1: Déterminants de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs au Kenya par secteur d'activité



Source : KIPPRA à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

Au Burkina Faso la première raison pouvant justifier l'adoption des modèles d'affaires inclusifs est l'augmentation de la croissance et de la rentabilité de l'entreprise (55,10% des entreprises inclusives). Un tel résultat est conforme à l'esprit de l'entrepreneuriat inclusif qui est d'abord la recherche de meilleures conditions de réalisation du profit par l'entreprise. La deuxième raison d'adoption de l'entrepreneuriat inclusif est la contribution à la réduction de la pauvreté (15,70%), tandis que la conformité à la stratégie de responsabilité sociales des entreprises et aux exigences internes (5,50%) vient en troisième position des motivations d'adoption de l'entrepreneuriat inclusif.

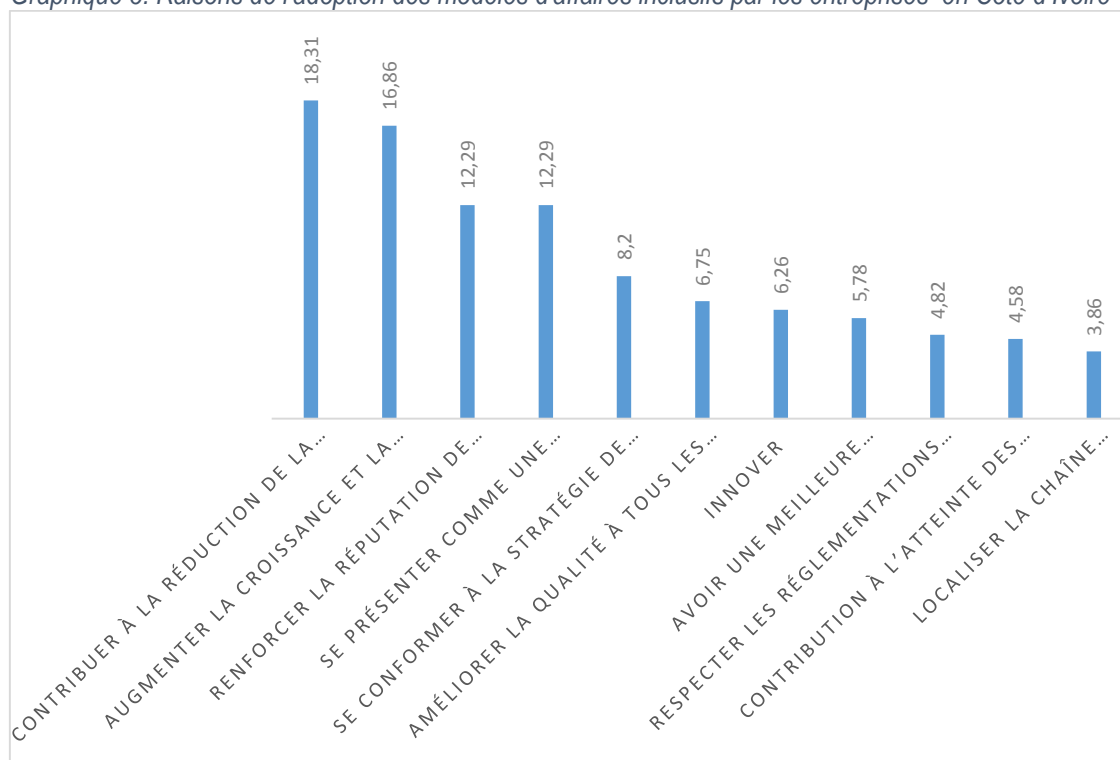
Graphique 2: Raisons ayant motivé l'adoption des modèles d'affaires inclusifs au Burkina Faso



Source : LAQAD-S à partir de l'enquête auprès des entreprises et des BoP/LAQAD-S/CRDI/2019

En Côte d'Ivoire, l'analyse des données provenant de l'enquête a permis de montrer que les raisons de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs sont la contribution à la réduction de la pauvreté (18,31% des entreprises inclusives enquêtées), l'augmentation de la croissance et la rentabilité dans le pays (16,86% des entreprises inclusives enquêtées), et le renforcement de la réputation de l'entreprise / de la marque (12,29% des entreprises inclusives enquêtées). Ce résultat est très important car l'objectif poursuivi dans le cadre des stratégies BoP est de sortir les populations vulnérables de la pauvreté et de faire du profit.

Graphique 3: Raisons de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs par les entreprises en Côte d'Ivoire

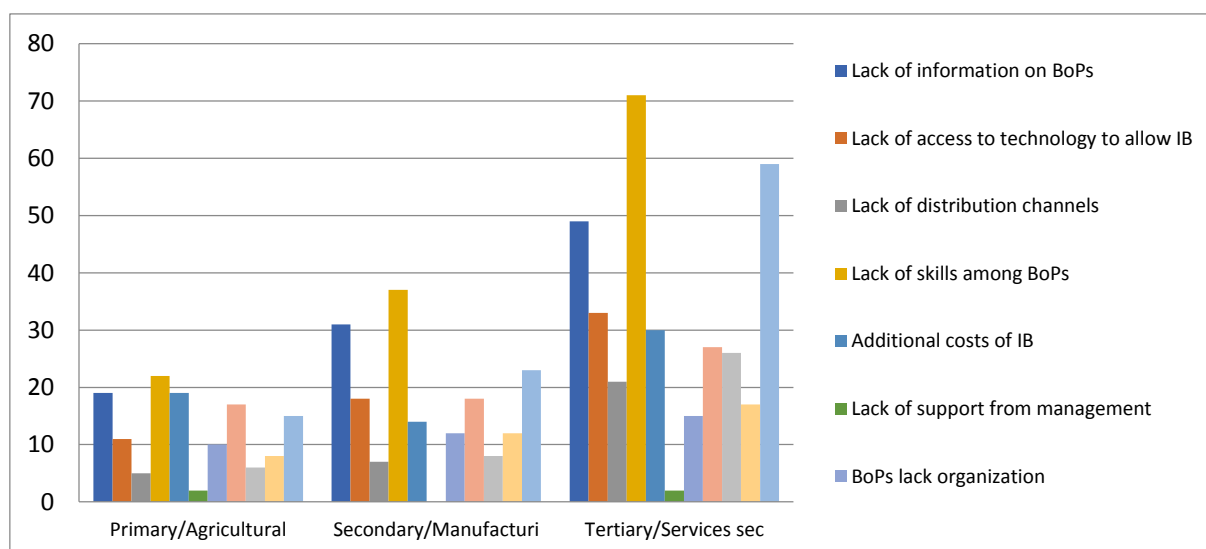


Source : CAPEC à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

- **Défis liés à la mise en œuvre des modèles d'affaires inclusifs**

Au Kenya, les principaux défis liés à la pratique des modèles d'affaires inclusifs portent sur le manque de compétences des BoP, la faible capacité des BoP à contribuer aux bénéfices, le manque d'informations sur les BoP, le manque de technologie appropriée et de financement pour soutenir des modèles d'entreprise inclusifs.

Graphique 4: Défis liés à la pratique des modèles d'affaires inclusifs au Kenya



Source : KIPPRA à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

Au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire les principaux défis liés à la mise en œuvre des modèles d'affaires inclusifs sont **le manque d'informations sur les personnes vulnérables, le manque d'accès à la technologie pertinente essentielle** qui permettrait l'inclusion des personnes vulnérables dans la chaîne de valeur de l'entreprise.

(ii) Résultats des estimations économétriques

L'analyse des facteurs explicatifs de l'adoption des modèles d'affaires inclusifs a été faite sous deux angles. Une première analyse a porté sur les déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso et la seconde s'est focalisée sur les effets des caractéristiques managériales sur l'adoption des pratiques de modèles d'affaires inclusifs au Kenya.

- Effet des caractéristiques managériales sur l'adoption de pratiques modèles inclusifs au Kenya

Les résultats des estimations économétriques de l'étude portant sur l'effet des caractéristiques managériales sur l'adoption de pratiques modèles inclusifs au Kenya ont révélé que les caractéristiques managériales telles que le sexe, le niveau d'éducation, la formation aux nouveaux modèles d'affaires et la connaissance des incitations gouvernementales ont une influence significative sur l'adoption de pratiques de modèles d'affaires inclusifs. L'étude a également établi que les facteurs qui poussent les entreprises à adopter des pratiques de modèles d'affaires inclusifs varient d'un secteur à l'autre. Tandis que les industries agroalimentaires sont principalement motivées par la nécessité d'un approvisionnement stable en intrants et d'une main-d'œuvre bon marché; les secteurs de la fabrication et des services sont motivés par la nécessité d'améliorer les ventes et le rapport RSE. L'étude a révélé que le manque de compétences des PME, la faible capacité des PME à générer des profits et le manque d'informations sur ces pratiques sont les principaux obstacles à la mise en œuvre de modèles d'affaires inclusifs.

Tableau 5: Résultats de l'estimation de l'effet des caractéristiques managériales sur l'adoption de pratiques des modèles inclusifs au Kenya

Variable	dy/dx	Std. Err	z	P>z	[95% Conf. interval]	
Manager Sex	0,18***	0,0605919	3.06	0.002	0,0665488	0,3040648
Male						
Manager Age	-0,008	0,0080544	-0.97	0.333	-0,0235829	0,0079895
Age squared	0,00005	0,0000752	0.65	0.516	-0,0000986	0,0001963
Training/conference	0,17***	0,059572	2.9	0.004	0,0558288	0,2893468
Yes						
Level of Education	0	(omitted)				
Secondary complete						
Certificate/diploma	-0,07	0,0838472	-0,78	0,438	-0,2293545	0,0993205
Masters/doctoral	0,12*	0,0735556	1,68	0,092	-0,0203268	0,2680059
Awareness_government incentives	-0,14**	0,0646353	-2,17	0,03	-0,267234	-0,0138684
No						
No_seniormanagers	0,004	0,004125	1,02	0,307	-0,0038703	0,0122992
No_managers	-0,004	0,0048163	-0,91	0,365	-0,0137997	0,0050797
Sector_of_activity						
Manufacturing	-0,13	0,0825739	-1,52	0,127	-0,2877249	0,0359588
Services	-0,05	0,0826157	-0,62	0,536	-0,2130846	0,1107632

Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

- **Déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso**

La seconde étude portant sur les déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso a mis en exergue que la pratique de ce modèle d'affaires peut être influencée par trois catégories de facteurs que sont les caractéristiques de l'entreprise, le profil de l'entrepreneur et les politiques publiques touchant l'environnement des affaires.

Au niveau des caractéristiques de l'entreprise, l'entrepreneuriat inclusif est davantage pratiquée par les grandes entreprises. Au niveau des caractéristiques des managers, le nombre de participations du manager à des formations ou conférences/ateliers traitant des nouveaux modèles d'affaires influence très positivement l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif. Au niveau des politiques publiques, l'existence de formations techniques et professionnelles visant les personnes au bas de l'échelle et le nombre d'incitations effectivement reçues par les entreprises déterminent significativement l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif.

Tableau 6: Résultats de l'estimation de la régression logistique des déterminants de l'adoption de l'entrepreneuriat inclusif au Burkina Faso

Logistic Regression	Coef.	Robust	z	P>z
Pratique de l'Inclusive Business		Std. Err.		
Profil du Manager				
Sexe du manager	-0,6844	0,4848	-1,41	0,158
Age du manager	-0,0032	0,0093	-0,35	0,729
Nombre d'années d'étude du manager	-0,0341	0,0361	-0,95	0,344
Formation et participation aux conférences sur IB et RSE	0,0915**	0,0381	2,40	0,016
Caractéristiques des entreprises				
Age de l'entreprise	-0,0557	0,0397	-1,40	0,161
Age de la déclaration fiscal de l'entreprise	0,0371	0,0502	0,74	0,459
Large ou moyenne entreprise	0,9267**	0,4147	2,23	0,025
Société Anonyme (SA)	-2,2881*	1,2428	-1,84	0,066
SARL	-2,9164**	1,1420	-2,55	0,011
Enterprise Individuelle (EI)	-1,4754	1,1451	-1,29	0,198
Délégation de responsabilité aux employés	0,3496	0,6727	0,52	0,603
Politiques publiques pour un bon environnement				
Nombre d'incitations reçues les 10 dernières années	1,5071***	0,5106	2,95	0,003
Avantage fiscal pour l'insertion des BOP	0,4619	1,1354	0,41	0,684
Lois et textes faisant la promotion de l'inclusive business	-0,1691	0,7109	-0,24	0,812
Structures étatiques pour l'intégration des BOP	0,5014	0,4450	1,13	0,260
Clauses dans les marchés publics favorisant l'intégration des BOP	0,2440	0,9687	0,25	0,801
Formation professionnelle/technique étatique pour les BOP	1,1085***	0,4229	2,62	0,009
constant	1,2724	1,5114	0,84	0,400
Number of obs = 213	Wald chi2(17) = 47,59		Prob > chi2 = 0,0001	
Log pseudolikelihood = -100,33018			Pseudo R2 = 0,2077	

Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

Le résultat de l'estimation de l'effet moyen de traitement est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7: Effet moyen de traitement

Average marginal effects	dy/dx	Delta-method Std. Err.	z	P>z
Profil du manager				
Formation et participation aux conférences sur IB et RSE	0,0139***	0,0054	2,57	0,010
Caratéristique de l'entreprise				
Larges et moyennes entreprises	0,1412**	0,0599	2,36	0,019
Société Anonyme (SA)	-0,3486*	0,1869	-1,87	0,062
SARL	-0,4443***	0,1661	-2,67	0,007
Politiques publiques pour un bon environnement				
Politiques publiques pour un bon environnement	0,2296***	0,0720	3,19	0,001
Formation professionnelle/technique étatique pour les BOP	0,1689***	0,0617	2,74	0,006
Model VCE : Robust				
Number of obs = 213				

Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

4. Conclusion

L'entrepreneuriat inclusif considéré comme un modèle de croissance inclusive et durable et de lutte contre la pauvreté, est faiblement adopté dans les pays de l'étude. La recherche des déterminants de son adoption s'avère nécessaire pour orienter les décisions de politiques économiques susceptibles de promouvoir ce type de modèles d'affaires. L'analyse des déterminants de l'adoption inclusive des entreprises a révélé l'importance des caractéristiques des entreprises, du profil des dirigeants et de l'environnement des affaires.

Le renforcement de la capacité des managers à maîtriser de nouveaux modèles d'affaires est une condition nécessaire à leur adoption. Les activités d'information, de plaidoyer et de lobbying sur les mérites des nouveaux modèles inclusifs semblent être des facteurs importants pour promouvoir ces pratiques au sein des entreprises.

Le rôle de l'État est essentiel dans la promotion de nouveaux modèles d'affaires inclusifs compte tenu des nombreux défis auxquels sont confrontés les gouvernements (pauvreté, chômage, risque d'exclusion, etc.) et de la réponse positive des entreprises face aux incitations publiques qu'elles reçoivent effectivement.

IV-1.3. Effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises

1. Introduction

Les défis économiques et sociaux liés à la mondialisation soulèvent des problèmes d'insertion dans le monde du travail et de création d'activités génératrices de revenus si bien que des acteurs de la société ont pensé à la création de nouveaux modèles d'entreprises dites « inclusives ». Ces entreprises intègrent des populations défavorisées, appelées « Base de la Pyramide » (BoP) dans leur processus de recherche du profit. Les sociétés transnationales peuvent faire valoir les ressources qui proviennent de pays en développement où elles sont implantées (GIZ, 2011 ; Lall, 1993). Prahalad (2002) soutient que les marchés au bas de la pyramide économique sont fondamentalement de nouvelles sources de croissance pour les entreprises multinationales. Cette croissance pourrait s'accélérer dans la mesure où ces marchés

sont au stade le plus précoce du développement. De plus, les investissements des multinationales au bas de la pyramide peuvent contribuer à la sortie de milliards de personnes de la pauvreté. Ces pratiques d'intégration des personnes vulnérables dans la chaîne de valeur pourraient améliorer la compétitivité d'une entreprise par une collaboration améliorée avec les acteurs.

Le débat théorique et empirique, mis en exergue en général par l'approche de l'entreprise sociale, a montré que les entreprises inclusives pouvaient améliorer leur performance par la réduction entre autres des inefficiences et des coûts de transaction. En intégrant des populations vulnérables, en tant qu'acteurs majeurs à différents niveaux de leur chaîne de valeur, ces entreprises bénéficient de coûts de transaction moindres et gaspillent moins de ressources (Borzaga et al, 2012). Egalement, un défi réside dans le fait que si elle fonctionne de manière inefficace, elle ne pourra pas atteindre son objectif ultime de création de valeur sociale (Lee et Yong, 2017). Par ailleurs, la théorie de l'avantage concurrentiel met en exergue les modèles d'entreprise inclusifs et montre la nécessité d'entreprendre différentes stratégies pour assurer la compétitivité. Porter (1985) définit deux types d'avantages concurrentiels qu'une organisation peut obtenir par rapport à ses concurrents, à savoir la stratégie de réduction des coûts et la différenciation. Dans cet objectif de performance, l'entreprise inclusive devra nouer des relations commerciales avec des populations vulnérables qu'elle intègre dans sa chaîne de valeur, et cela passe fondamentalement par l'établissement de la confiance entre ces acteurs. En général, les relations client-fournisseur sont des processus d'interaction et d'échange entre une organisation cliente (acheteur ou consommateur) et une organisation fournisseur (vendeur ou producteur) qui prennent des formes plus ou moins coopératives : transactions uniques sur des achats discrets, transactions répétées, relations de longue durée ou partenariats. La confiance est considérée comme un élément fondamental à l'échange économique et comme l'un des facteurs les plus susceptibles d'influencer le déroulement d'une relation client-fournisseur. Ce concept est au cœur de nombreuses réflexions en sciences de gestion notamment en ce qui concerne sa nature, son statut et ses processus dans les relations d'affaires.

Il apparaît ainsi nécessaire d'évaluer l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises, car les recherches demeurent encore peu nombreuses pour ces types de modèles d'affaires inclusifs. L'objectif général dans cette section est d'évaluer l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises. Spécifiquement, il s'agit de :

- déterminer si les pratiques de modèles d'affaires inclusifs influent sur les performances d'une entreprise approximées par la satisfaction des investisseurs au Kenya ;
- analyser l'efficacité technique des entreprises inclusives et non inclusives en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso ;
- montrer l'influence des pratiques de l'Inclusive Business sur la confiance dans les relations clients-fournisseurs au Burkina Faso.

Trois papiers ont été produits par les chercheurs et doctorants du projet sur cette problématique. Ils portent sur les thèmes suivants :

- Effect of Inclusive Business Practices on Firms' Performance in Kenya, par Dr. Moses Njenga du KIPPRA;
- Efficacité technique des entreprises inclusives, par Sonia Dassé de la CAPEC ;
- Inclusive Business et Confiance dans la relation clients-fournisseurs au Burkina Faso, par Kere Marina T. du LAQAD-S.

2. Méthodologie

Les différentes analyses menées sur ce thème ont eu recours à différentes méthodes. Pour analyser l'effet des pratiques de modèles d'affaires inclusifs sur la performance des entreprises au Kenya, un modèle de régression de traitement endogène également connu sous le nom de modèle de variable binaire endogène a été utilisé. Un modèle de variable binaire endogène qui est un modèle de résultat potentiel linéaire, permet une structure de corrélation spécifique entre l'inobservable qui affecte le traitement et l'inobservable qui affecte les résultats potentiels (StataCorp, 2013).

Pour analyser la relation entre l'entrepreneuriat inclusif et la confiance dans la relation clients-fournisseurs au Burkina Faso, la méthode de recherche descriptive a été privilégiée. Cette étude s'inscrit dans un paradigme positiviste (par opposition au paradigme constructiviste) et cherche à expliquer les relations entre les variables. Les bases de ce paradigme permettent de donner un schéma directeur à une recherche permettant ainsi de poser des hypothèses à l'issue d'une revue de la littérature qu'on cherche à vérifier, à confirmer ou à infirmer.

Dans l'étude portant sur le thème « analyse de l'efficacité technique des entreprises inclusives », les méthodes non paramétriques que sont les méthodes de DEA et de Quantile conditionnel d'ordre α ont été utilisées pour calculer les scores d'efficacité. Puis une analyse des déterminants de l'efficacité technique a été effectuée par la méthode du Double bootstrap de Simar et Wilson (2007). L'approche non paramétrique du DEA surmonte l'inconvénient de l'approche paramétrique, puisqu'elle n'exige pas la spécification d'une forme analytique particulière de la technologie de production et n'introduit aucun paramètre pour formaliser a priori la relation entre inputs et outputs. Ainsi, elle n'est pas associée à une forme fonctionnelle précise et à une distribution de l'inefficacité. Toutefois, vu que cette approche est déterministe, elle suppose donc l'absence d'erreurs aléatoires (Albouchi et al., 2007). La caractéristique essentielle de cette méthode est de ne pas imposer une spécification particulière de la fonction de production. C'est un élément important qui présente deux avantages majeurs. D'abord, dans un échantillon hétérogène, une spécification qui conviendrait à la majorité des unités de production n'est pas obligatoirement pertinente pour un sous-ensemble d'entre elles. Ensuite, ces méthodes permettent de considérer concomitamment plusieurs outputs et plusieurs inputs. Elles conviennent aux échantillons de petite taille car l'obtention de propriétés correctes est fortement conditionnée par la taille de l'échantillon. En effet, l'inconvénient réside dans le fait que les méthodes non paramétriques ne tiennent pas compte des erreurs qui peuvent affecter les données.

Ainsi, l'approche non paramétrique du Quantile conditionnel d'ordre α a ensuite été utilisée, parce qu'elle est plus robuste aux valeurs extrêmes et plus résistante aux grandes observations. Elle n'enveloppe pas tous les points de données observés comme la méthode DEA, est appropriée pour mesurer l'efficacité en présence de chocs aléatoires et capture de manière non paramétrique les différences entre les observations. Cependant l'inconvénient est qu'elle ne permet pas une comparaison directe de l'efficacité entre les entreprises, mais fournit des informations sur le pourcentage des entreprises efficaces à un niveau α donné et nécessite une sélection de la taille de α . La méthode du Double bootstrap en deux étapes, utilisée pour identifier les déterminants de cette efficacité permet de corriger le biais estimé du score d'efficacité et tiens compte du bruit statistique de l'échantillon. Par contre l'extension à différents échantillons nécessite que les deux échantillons aient une distribution similaire d'inefficacité. Les données

utilisées proviennent des enquêtes réalisées au cours de ce projet de recherche. Ces enquêtes ont été réalisées auprès des entreprises inclusives et non inclusives.

3. Résultats

La performance exprime le degré d'accomplissement des objectifs poursuivis pour une entreprise donnée. La performance se mesure avec des critères (ou indicateurs) qualitatifs ou quantitatifs de résultat. Les modèles d'affaires inclusifs sont considérés comme gagnant-gagnant pour l'entreprise inclusive et le bénéficiaire qui est en relation avec elle. L'entrepreneuriat inclusif devrait donc affecter la performance des entreprises notamment à travers le résultat net généré, le chiffre d'affaires et le bénéfice réalisé.

Pour traiter de la question l'effet/impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises les trois (3) papiers produits **sont parvenus à la conclusion que les entreprises inclusives ivoiriennes et burkinabés sont plus efficaces que celles qui ne sont pas inclusives. Les études ont aussi conclu que la pratique de ces modèles d'affaires par les entreprises du Burkina Faso renforce la confiance de ses partenaires.** Les principaux résultats se présentent comme suit :

(i) Statistiques descriptives

- Résultats financiers

L'analyse révèle qu'en Côte d'Ivoire, le résultat net des entreprises inclusives est plus élevé dans les grandes ainsi que dans les petites et micro entreprises contrairement aux moyenne entreprises. Au Burkina Faso, il ressort que le résultat net moyen des entreprises inclusives est généralement supérieur à celui des entreprises non inclusives, à l'exception des entreprises de taille moyenne pour lesquelles le chiffre d'affaire des entreprises inclusive est inférieur à celui des non inclusives.

Tableau 8: *Résultat net selon la taille et le type des entreprises en 2017*

Tailles de l'entreprise	Type d'entreprise	Résultat net Moyenne (Dollar US)	Chiffre d'affaires Moyenne (Dollar US)	Bénéfice net réalisé (Dollar US)
Côte d'Ivoire				
Grandes Entreprises ²	Inclusive	18136439,2	63394342,35	1076539,09
	Non Inclusive	2961 730,43	31946755,2	1963394,33
Moyennes Entreprises ³	Inclusive	43261,23	643926,78	62063,23
	Non Inclusive	221297,84	712146,42	107986,69
Petites et Micros ⁴ Entreprises	Inclusive	79367,72	74875,21	24126,46
	Non Inclusive	27620,63	63893,51	21464,23
Burkina Faso				
Grande entreprises	Non inclusive	2 865 758 734	14732796438	368 622 527
	Inclusive	13 817 277 628	20791512760	24 200 535 627
Moyenne entreprise	Non inclusive	100 917 101	258859304	38 502 023
	Inclusive	78 127 972	247568924	56 811 585
Petite entreprise	Non inclusive	4 953 039	23569344,79	3 304 874
	Inclusive	4 984 803	17549396,37	4 290 880
Kenya				
Grande entreprises	Non inclusive	(ksh Millions)	(ksh Millions)	(ksh Millions)
	Inclusive	42.40	461.00	72.70
		28.70	512.00	24.70

² > 1 milliard F CFA

³ [150 millions-1 milliard F CFA]

⁴ < 150 millions FCFA

Moyenne entreprise	Non inclusive	11.50	264.00	29.50
	Inclusive	53.30	467.00	25.40
Petite entreprise	Non inclusive	3.61	137.00	12.70
	Inclusive	24.50	31.50	13.80
Micro entreprises	Non inclusive	10.70	317.00	27.80
	Inclusive	34.40	36.90	8.61

Source : CAPEC, KIPPRA et LAQAD-S à partir de l'enquête entreprise CRDI/2019

S'agissant du chiffre d'affaires, en Côte d'Ivoire, dans toutes les grandes entreprises, les petites et microentreprises enquêtées, la grande majorité des entreprises inclusives ont des chiffres d'affaires supérieurs aux entreprises non inclusives. Par contre, dans les moyennes entreprises, leur chiffre d'affaire moyen est inférieur. Les grandes entreprises inclusives ont une performance (63394342,35 Dollars USD) plus élevée comparativement aux entreprises non inclusives (31946755,2 Dollars USD). De même, les petites entreprises inclusives sont performantes contrairement aux entreprises non inclusives. Cependant, au niveau des moyennes entreprises les entreprises non inclusives (712146,42 Dollars USD) ont une performance plus élevée comparativement aux entreprises inclusives (643926,78 Dollars USD). Au Burkina Faso, pour l'année 2017, il ressort que le chiffre d'affaire moyen des entreprises inclusives est généralement inférieur à celui des entreprises non inclusives, à l'exception des entreprises de grande taille pour lesquelles le chiffre d'affaire des entreprises inclusive est supérieur à celui des non inclusives.

Concernant le bénéfice net réalisé l'analyse des données au Burkina Faso, les statistiques montrent que le bénéfice net moyen réalisé par les entreprises inclusives est généralement supérieur à celui des entreprises non inclusives enquêtées. En Côte d'Ivoire, c'est la tendance inverse au niveau des grandes et moyennes entreprises.

Dans le cas du Kenya, alors que les résultats pour le bénéfice net et le chiffre d'affaires étaient mitigés pour les entreprises inclusives, les grandes entreprises non inclusives ont enregistré des bénéfices et un chiffre d'affaires plus élevés que les autres tailles d'entreprises. Dans les deux groupes d'entreprises, les grandes entreprises avaient un bénéfice net réalisé plus élevé.

- Productivité du travail des entreprises inclusives et non inclusives au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Les grandes entreprises inclusives apparaissent être les plus performantes considérant la productivité du travail. La productivité du travail a été calculée en rapportant le résultat net au nombre d'employés permanents de l'entreprise. S'inspirant des travaux de Bayyurt et Duzu (2008)⁵, l'analyse du résultat net par employé montre à quel point l'entreprise est efficace avec ses employés. Ainsi, plus le revenu net par employé est élevé, meilleure sera l'entreprise.

Selon les statiques, les grandes entreprises inclusives de la Côte d'Ivoire sont plus performantes que celles du Burkina Faso. Cependant, l'analyse montre que les PME inclusives du Burkina Faso sont plus productives que celles de la Côte d'Ivoire. Les PME non inclusives apparaissent être plus performantes que les PME inclusives en Côte d'Ivoire au regard de cette analyse.

⁵ BAYYURT N. et DUZU G. (2008): Performance Measurement of Turkish and Chinese Manufacturing Firms: A Comparative Analysis, Eurasian Journal of Business and Economics, 1 (2), 71-83.

Tableau 9: Productivité du travail des entreprises

Productivité du travail	
Burkina Faso	
Entreprises inclusives	9 205 198
Entreprises non inclusives	10 300 000
Pme	9 252 470
Grandes entreprises	18 200 000
Côte d'Ivoire	
Entreprises inclusives	50 100 000
Entreprises non inclusives	11 600 000
Pme	6 146 178
Grandes entreprises	79 600 000

Source : Base de données CAPEC-CRDI (2019)

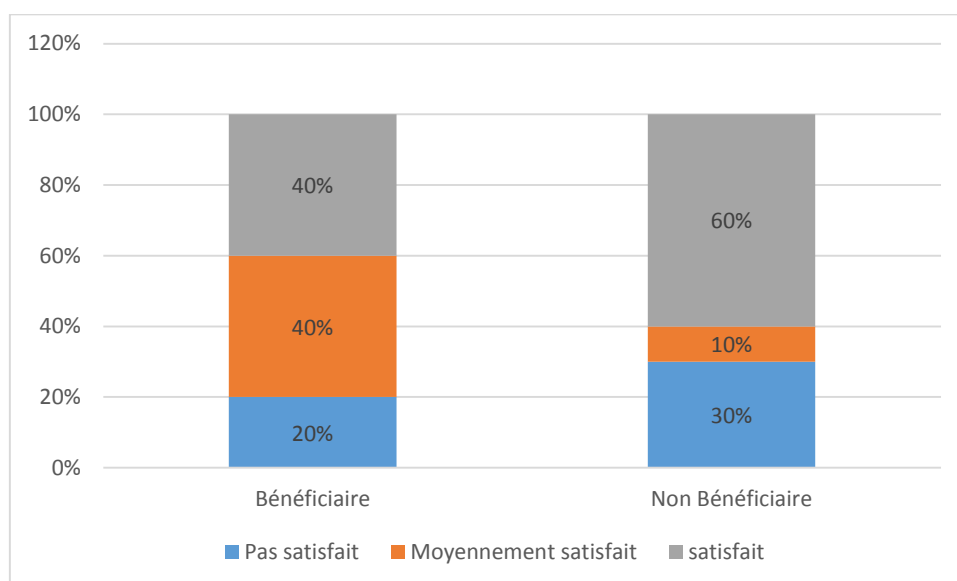
- Part de marché et rémunération liée au rendement-Inclusive business et non Inclusive business au Kenya

La majorité des entreprises étaient des sociétés anonymes privées (93,2%) et détenues par des Kenyans (72%). Moins de la moitié des entreprises avaient une certification internationale (34%), utilisaient des technologies étrangères (14%) et innovaient (45%). Comparativement aux entreprises non inclusives, une proportion plus élevée des entreprises inclusives détenait une certification internationale et avait breveté leurs procédés ou produits. Cependant, seulement 18% des entreprises inclusives ont utilisé des technologies étrangères, contre 36% des entreprises non inclusives.

- Satisfaction vis-à-vis du revenu tiré de cette relation ou performance

La satisfaction et l'engagement sont deux conséquences essentielles, souvent citées, dans l'étude des relations Business to Business. Ainsi, la confiance engendrerait une plus grande satisfaction des partenaires (Andaleeb, 1991 ; Andaleeb et *al.*, 1992 ; Anderson et Narus, 1990). Dans notre cas, celui des entreprises inclusives c'est-à-dire des bénéficiaires seulement 40% d'entre eux disent être moyennement satisfaits et satisfaits (satisfaction au-dessus de la moyenne). Cela pourrait s'expliquer par le fait que les bénéficiaires ont des attentes plus fortes vis-à-vis des entreprises inclusives avec lesquelles elles sont en relation. Néanmoins, la proportion des bénéficiaires non satisfaits de leur revenu reste inférieure à celle des non bénéficiaires.

Graphique 5: Satisfaction de votre revenu tiré de cette relation ou performance



Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

(ii) Résultats des estimations économétriques

• Efficacité des entreprises inclusives en Côte d'Ivoire

Les résultats des scores d'efficacité technique par les méthodes du DEA et du quantile d'ordre α montrent que les entreprises inclusives sont moyennement plus efficaces que les entreprises non inclusives. Dans le cas de la méthode DEA, ces scores d'efficacité technique évoluent à la hausse lorsqu'on applique les rendements d'échelles variables.

Les entreprises inclusives de Côte d'Ivoire sont en moyenne un peu plus efficaces que celles du Burkina Faso, tandis que c'est la tendance inverse au niveau des entreprises non inclusives. Rappelons qu'au niveau de l'échantillon, l'analyse descriptive avait indiqué que les PME inclusives du Burkina Faso sont plus performantes que celles de la Côte d'Ivoire et les PME non inclusives apparaissent être plus performantes que les PME inclusives en Côte d'Ivoire. La proportion des PME autant inclusives que non inclusives est plus élevée au Burkina Faso. Par ailleurs, les grandes entreprises inclusives apparaissent être plus efficaces que les PME inclusives, et les grandes entreprises et PME non inclusives. L'hypothèse selon laquelle les grandes exploitations sont plus efficaces que les petites a été confirmée dans cette étude. Egalement, ces grandes entreprises intègrent le plus de personnes vulnérables dans leurs chaînes de valeur. Dans cette analyse, les grandes entreprises inclusives apparaissent être les plus efficaces techniquement, et 50% de celles-ci intègrent entre 75% et 100% de personnes vulnérables dans leurs chaînes de valeur. Au regard des déterminants de l'efficacité technique, l'intégration des femmes vulnérables dans la chaîne de valeur des entreprises et le niveau d'éducation du manager influencent positivement et significativement l'efficacité des entreprises inclusives aux seuils respectifs de 1% et 5%. Concernant les secteurs d'activités, les entreprises inclusives du secteur primaire sont plus efficaces que les non inclusives du même secteur, et la tendance est la même pour les secteurs secondaire et tertiaire.

Le tableau ci-dessous présente les estimations du Modèle 1 par la méthode de DEA. Les estimations ont été effectuées par type d'entreprises inclusives et non inclusives. Une analyse descriptive des scores

obtenus permettra de faire ressortir les moyennes des scores par pays, par taille d'entreprises et par secteurs d'activités.

Tableau 10: Résultats des estimations par la méthode DEA

	EFFICACITÉ TECHNIQUE						Obs
	Moyenne des scores		Score Minimum		Score Maximum		
	Rendements constants	Rendements variables	Rendements constants	Rendements variables	Rendements constants	Rendements variables	
Entreprises inclusives (1)	0,836	0,884	0,678	0,742	1	1	42
Entreprises inclusives (2)	0,870	0,918	0,706	0,754	1	1	22
Burkina Faso	0,822	0,864	0,692	0,742	1	1	27
Côte d'Ivoire	0,861	0,920	0,678	0,789	1	1	15
PME	0,829	0,869	0,678	0,742	1	1	34
GE	0,866	0,948	0,692	0,822	0,989	1	8
Primaire	0,894	0,926	0,703	0,742	1	1	8
Secondaire	0,799	0,871	0,678	0,756	1	1	16
Tertiaire	0,843	0,876	0,722	0,754	0,989	1	18
Entreprise non inclusive	0,767	0,813	0,463	0,482	1	1	184
Burkina Faso	0,788	0,821	0,463	0,482	0,994	1	103
Côte d'Ivoire	0,740	0,803	0,570	0,582	1	1	81
PME	0,769	0,804	0,463	0,482	1	1	165
GE	0,743	0,886	0,597	0,783	1	1	19
Primaire	0,768	0,798	0,674	0,730	0,899	0,935	5
Secondaire	0,757	0,812	0,582	0,582	1	1	46
Tertiaire	0,770	0,814	0,463	0,482	1	1	133

*Modèle 1 du DEA avec un (1) output (Résultat net) et deux (2) outputs (Résultat net et Total des personnes vulnérables intégrées)

Source : Calcul de l'auteur, à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

Ensuite, les résultats des estimations par la méthode du quantile d'ordre alpha sont présentés au tableau suivant. L'efficacité minimale des entreprises inclusives est de 0,678 pour un output et 0,706 pour deux outputs, tandis que celle des entreprises non inclusives est en deçà de la moyenne avec un score de 0,463 ; en rendements d'échelles constants. Les entreprises inclusives de Côte d'Ivoire (0,861) sont en moyenne un peu plus efficaces que celles du Burkina Faso (0,822), tandis que c'est la tendance inverse au niveau des entreprises non inclusives. Cependant les grandes entreprises inclusives (0,866) sont plus efficaces que les PME inclusives (0,829), les grandes entreprises (0,743) et PME non inclusives (0,769). Au niveau des secteurs, les entreprises inclusives du secteur primaire sont plus efficaces que les non inclusives du même secteur, et la tendance est la même pour les secteurs secondaire et tertiaire.

Les résultats du Modèle 2 du quantile α (avec le Résultat net comme output) indiquent également que les entreprises inclusives sont plus efficaces que les entreprises non inclusives.

Tableau 11: Résultats des estimations pour les entreprises (Modèle 2 du quantile α)

	$\alpha = 25$		$\alpha = 50$		$\alpha = 75$		Nbre obs
	Score	Part efficaces dmu	Score	Part efficaces dmu	Score	Part efficaces dmu	
Entreprises inclusives	0,859	11,9%	0,917	19,05%	0,986	19,05%	42
Entreprises inclusives non inclusives	0,891	2,7%	0,964	3,26%	1,03	4,89%	184

Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

Pour $\alpha=50$, ce sont 19,05% des entreprises inclusives qui sont au-delà de la frontière partielle de production et sont efficaces, tandis que seulement 3,26% des entreprises non inclusives sont efficaces dans la même situation. Lorsque le quantile $\alpha=75$, la part des entreprises inclusives efficaces est la même tandis que la part des entreprises non inclusives efficaces s'accroît mais demeure à 4,89%.

- Impact des pratiques des modèles d'affaires inclusifs sur la performance des entreprises au Kenya

Il existe des preuves de la pratique de modèles d'affaires inclusifs par les entreprises kényanes dans divers secteurs. Cependant, il existe peu de littérature sur l'influence des pratiques de modèles d'affaires inclusifs sur les performances des entreprises. Il est donc essentiel, d'un point de vue politique, d'explorer les pratiques de modèles d'affaires inclusifs au Kenya, en particulier leur impact sur les performances de l'entreprise. Cette étude visait à déterminer si les pratiques de modèles d'affaires inclusifs influaient sur les performances d'une entreprise approximées par la satisfaction des investisseurs qui a pour indicateurs la croissance des actions, la croissance des bénéfices et la part de marché; et la satisfaction des employés pour laquelle le nombre d'employés permanents et le système de rémunération au rendement ont été utilisés comme indicateurs. Les effets moyens du traitement sur les entreprises traitées estimés à l'aide de la méthode d'appariement du score de propension indiquaient que la pratique de modèles d'affaires inclusifs influait sur les performances de l'entreprise. La croissance des fonds propres de l'entreprise et l'existence dans un système de rémunération basé sur la performance ont eu un impact positif et significatif. Cela implique que le gouvernement (au niveau national et des comtés) doit créer un écosystème favorable, y compris des incitations (telles que des coûts énergétiques faibles et un approvisionnement en électricité sans interruption), une stabilité macroéconomique, des informations pertinentes, des investissements appropriés et un soutien à la mise en œuvre pratique aux entreprises pratiquant les modèles d'affaires inclusifs.

Tableau 12: Résultats de l'estimation du modèle à variable binaire endogène

	Outcomes: <i>Investors indicators</i>	Outcomes: <i>Employees' indicators</i>		
	<i>Market share</i>	<i>Women permanent employees</i>	<i>Youth permanent employees</i>	<i>Performance based compensation</i>
Potential outcome mean	2,5***	1,01	1,04	1,37*
Average treatment effect (ATE)	168,1	0,03	0,08	0,23**
Average treatment effect on the treated (ATET)	49,6***	0,04	0,08	0,20**

Source : Calcul de l'auteur à partir de la Base de données CAPEC-CRDI (2019)

4. Conclusion et recommandations

La présente section avait pour objectif d'analyser l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des entreprises. Les analyses effectuées montrent que la pratique de l'entrepreneuriat inclusif influence effectivement la performance d'une entreprise au regard de différents indicateurs de performance et des résultats des études menées sur la question. Plus spécifiquement, au niveau du Kenya, l'entrepreneuriat inclusif a un effet positif et significatif sur le marché de l'entreprise et le système de rémunération basé sur la performance. Egalement, un effet significatif est noté sur la part de marché lorsque les entreprises sont inclusives, indépendamment de la taille de l'entreprise et du secteur. Concernant l'efficacité des entreprises inclusives au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, les résultats ont montré que les entreprises inclusives sont plus efficaces que les entreprises non inclusives. Les entreprises inclusives de Côte d'Ivoire sont en moyenne un peu plus efficaces que celles du Burkina Faso. Dans l'échantillon, la proportion des PME autant inclusives que non inclusives est plus élevée. Cependant, les grandes entreprises inclusives apparaissent être les plus efficaces techniquement. Au titre des déterminants de l'efficacité technique, l'intégration des femmes vulnérables dans la chaîne de valeur des entreprises et le niveau d'éducation du manager influencent positivement et significativement l'efficacité des entreprises inclusives aux seuils respectifs de 1% et 5%. S'agissant de l'influence de la confiance dans les relations commerciales, il ressort que le partage des valeurs communes, la compatibilité des objectifs, la communication, la durée de la relation et la satisfaction améliorent la confiance dans la relation clients fournisseurs dans les entreprises inclusives par rapport aux entreprises classiques, ce qui pourrait conduire à une meilleure performance des entreprises inclusives. Cependant, les bénéficiaires sont moins satisfaits que les non bénéficiaires et les bénéficiaires sont moins nombreux que les non bénéficiaires à affirmer qu'ils ont des objectifs compatibles avec l'entreprise avec laquelle ils sont en relation. Des efforts restent donc à faire pour consolider cette confiance car les bénéficiaires ont des attentes particulières par rapport à la relation d'affaire.

Ces importants résultats obtenus appellent à des implications en termes de politiques économiques:

- le maintien et l'amélioration d'incubateurs et d'accélérateurs pour le secteur en croissance des micros et petites entreprises (MPE) : promouvoir la formation, le soutien aux entreprises, le soutien financier, le soutien technologique, la création d'infrastructure, le mentorat et les services de réseautage ;

- l'insertion des personnes vulnérables, notamment des femmes vulnérables dans les chaînes de valeur des entreprises ;
- la mise en place des actions spécifiques rentrant dans le cadre de la création de valeur relationnelle, ce qui permettra de faire perdurer la confiance entre les clients et les fournisseurs.

IV-1.4. Effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'emploi, le revenu et le bien-être des jeunes

1. Introduction

Le monde fait face à de nombreux défis parmi lesquels figurent le chômage, la pauvreté, l'emploi et bien d'autres. La population mondiale au chômage ne cesse d'augmenter alors que les marchés du travail traditionnels se rétrécissent. Cette augmentation est plus prononcée dans la catégorie des jeunes que chez les personnes adultes. On estime à 74 millions le nombre de jeunes au chômage dans le monde (ILO, 2015). En dépit de la tendance mondiale à l'amélioration de l'éducation, le taux de chômage des jeunes reste important et est trois fois plus élevé que celui des adultes. L'emploi devient alors un élément essentiel dans la vie de la plupart des jeunes et sa qualité, un élément important de leur bien-être (UN, 2015). L'emploi est primordial parce qu'il est source de revenus, et influe sur la qualité de vie à bien des égards. C'est souvent la clé de voûte du progrès social et économique, il procure à l'individu un sens de l'identité et constitue un moyen de socialisation. Cependant dans la majorité des pays, l'emploi demeure un défi majeur et une problématique pour la plupart des gouvernements. En effet, la courbe du chômage ne semble pas inverser en dépit des efforts consentis, aboutissant le plus souvent à des résultats mitigés. Le manque d'emploi favorise l'accroissement de la paupérisation. Selon le PNUD (2015), 836 millions de personnes, soit 11% de la population mondiale, vivaient dans l'extrême pauvreté en 2015 parmi elles de nombreux jeunes.

Face à l'inefficacité apparente des acteurs traditionnels de la lutte contre la pauvreté (Etats, organisations internationales et ONG), il semble nécessaire de repenser les outils pour réduire la pauvreté. Les entreprises (multinationales) étant aujourd'hui les institutions les plus puissantes sur la scène internationale, certains auteurs tels que (Prahalad, Stuart, Hammon) voient en elles les acteurs capables de relever le défi d'une réduction conséquente de la pauvreté. En effet, le secteur privé assure environ 90% de l'emploi dans les pays en développement (emplois formels et informels confondus). Ainsi, pour ces auteurs, l'échec dans la réduction de la pauvreté incite à la recherche de nouveaux modèles économiques capables de prendre en compte la population de pauvres estimée à 4 milliards d'individus (Prahalad, 2005) vivant principalement dans les pays en développement et constituée en majorité de jeunes et de femmes. Sans action concrète, ces populations pourraient être exclues du système économique mondial. Prahalad et Stuart (2002) affirment qu'il est possible pour les multinationales de faire du profit et découvrir de nouvelles opportunités stratégiques tout en contribuant à réduire la pauvreté des populations qualifiées de Bottom of Pyramid ou bas de la pyramide économique. Ces nouvelles approches connues sous le nom d'inclusive business ou modèles d'affaires inclusifs visent à partager plus équitablement la valeur économique et sociale avec les groupes à faible revenu. Elles sont devenues un concept clé dans les efforts d'intégration des populations vulnérables pour l'amélioration des conditions de vie de ces populations. Chamberlain (2019) souligne que les entreprises inclusives sont

celles qui ont simultanément pour objectif de générer des bénéfices et d'offrir des moyens de subsistance aux communautés à faible revenu. En tant que telles, elles correspondent à la vision selon laquelle le secteur privé est un partenaire essentiel de la croissance économique dans les pays en développement (OCDE / OMC, 2015; Warner et Sullivan, 2017). Des partenariats sont établis entre les entreprises à but lucratif et les communautés à faible revenu dans le but d'intégrer ces dernières dans les chaînes de valeur commerciales en leur offrant directement de l'emploi ou en les utilisant comme producteurs (entrepreneurs), fournisseurs, distributeurs ou consommateurs (clients) ou en leur permettant de créer leur propre entreprise. Ceci dans le but de créer de l'emploi, accroître leur revenu et améliorer leurs conditions de vie (bien-être).

Les mutations socio-économiques ont favorisé l'apparition des modèles d'affaires inclusifs. Les entreprises qui adoptent ces modèles d'affaires considèrent les pauvres ou segments à faible revenu comme un marché potentiel ou des individus avec lesquels tisser des relations d'affaires. Ces segments à faible revenu sont intégrés dans la chaîne de valeur de ces entreprises dans l'optique d'améliorer leurs conditions de vie. De nombreux travaux ont mis en évidence les opportunités d'affaires avec les populations au bas de la pyramide économique (PNUD, 2010; WBCS, 2008). Ainsi, les multinationales ont découvert l'importance des marchés BoP pour leur stratégie à long terme et la diversification des chaînes d'approvisionnement (Heinrich-Fernandes, 2016). En outre, les institutions du système des Nations Unies telles que le PNUD, le BCTA appellent à un investissement massif dans l'*inclusive business*. En plus, le G20, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et d'autres structures soutiennent l'idée de prendre en compte les populations pauvres et vulnérables. L'intérêt accordé aux entreprises inclusives souligne l'importante contribution de celles-ci en vue de l'atteinte de certains Objectifs de Développement Durable (ODD) telles que l'éradication de la pauvreté et la création d'emploi. La question de la réduction de la pauvreté passe par l'amélioration des conditions de vie des populations constituées en majorité de jeunes.

Ces populations à faible revenu sont présentes en Afrique et particulièrement en Afrique subsaharienne où les jeunes de 15 à 24 ans constituent 60% de la population, la moitié étant sans emploi, sous-employés ou inactifs (BAD, 2016) et sans opportunités économiques. Les entreprises inclusives poursuivent plusieurs objectifs qui se résument à l'amélioration des conditions de vie ou du bien-être des bénéficiaires de ces programmes. Les différents articles abordés dans cette partie s'inscrivent dans cette dynamique et les principaux objectifs poursuivis sont divers mais visent le même but, l'amélioration du bien-être des populations participant à ces programmes. Ainsi, les principaux objectifs sont :

- Mesurer l'impact de l'investissement en capital humain des entreprises sur le revenu des BoP ;
- Analyser l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi des personnes au bas de la pyramide (BoP) ;
- Evaluer empiriquement la capacité des modèles d'affaires inclusifs à stimuler l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso ;
- Examiner l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole ;
- Analyser l'impact des modèles d'entrepreneuriat inclusif sur la productivité des producteurs de cacao.

Cinq (5) papiers ont été produits par les chercheurs et doctorants du projet sur cette problématique. Ils portent sur les thèmes suivants :

- Entrepreneuriat inclusif et performance agricole des petits exploitants du secteur cacao en Côte d'Ivoire, par Pr. Kimou Assi Carlos de la CAPEC ;
- Analyse de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur le revenu des jeunes ruraux en Côte d'Ivoire, par N'dri Nazaire de la CAPEC ;
- Entrepreneuriat inclusif et entrepreneuriat agricole des jeunes au Burkina Faso, par Dr. Metouole Meda Y. Janvier du LAQAD-S ;
- Investissement en capital humain et revenu des personnes au bas de la pyramide en Côte d'Ivoire, par Dr. Kouadio Boniface de la CAPEC ;
- Impact de l'Entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi : Cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, par Pr. Alban Ahouré de la CAPEC.

2. Méthodologie

Pour appréhender les effets et/ou l'impact des modèles d'entrepreneuriat inclusif sur l'emploi, le revenu et le bien-être, différents modèles ont été mobilisés. Parmi les différentes méthodes utilisées, les auteurs ont plus eu recours à celle de l'appariement avec score de propension. La méthode d'appariement avec score de propension ou Propensity Score Matching (PSM) présente plusieurs avantages. Elle est facile à utiliser car la construction du contrefactuel ne demande pas de disposer au préalable des données sur ce groupe comme dans le cas de la randomisation, permet une évaluation ex-post d'un programme, ne soulève pas des problèmes éthiques et politiques induits par la randomisation. En dépit de ces nombreux avantages, la méthode du PSM présente des limites. En effet, elle nécessite des données de très bonne qualité, le contrôle de tous les facteurs qui influencent le traitement et les variables de résultat, demande de très grands échantillons pour générer un bon groupe témoin, ne contrôle pas les effets dus aux inobservables.

Les chercheurs ont eu recours à une autre méthode d'évaluation d'impact. Il s'agit de l'Endogenous Switching Regression (ESR) ou modèle endogène par partition. Cette méthode a l'avantage de prendre en compte les inobservables et permet de corriger les biais de sélection et l'endogénéité caractéristiques de l'omission d'une variable importante. Toutefois, cette méthode n'est pas sans reproche. En effet, elle exige un échantillon de grande taille et des instruments.

Les chercheurs ont aussi utilisé le biprobit et le modèle de sélection de Heckman. Le biprobit a pour avantage de modéliser la détermination conjointe de deux variables dépendantes, de calculer des probabilités conjointes. Elle est plus pertinente et plus juste que deux probits univariés. Cependant, les limites de cette méthode résident dans le fait que le modèle n'utilise pas toutes les informations disponibles parce qu'il réduit le phénomène à expliquer à une variable binaire.

Quant au modèle de sélection de Heckman, il corrige les biais de sélection et de l'endogénéité. Elle prend en compte les caractéristiques inobservables. En termes de limites, la méthode nécessite un grand échantillon, une mauvaise spécification du modèle entraîne une mauvaise prédiction de réponse/non-réponse, l'inverse du ratio de Mills peut-être plus faible que prévu, ce qui peut présenter des limites dans la détection des biais.

Les données utilisées dans les analyses proviennent de l'enquête réalisées auprès des bénéficiaires dans les trois pays couverts par le projet de recherche.

3. Résultats

(i) Statistiques descriptives

L'un des objectifs poursuivis dans l'implémentation des modèles entrepreneuriaux inclusifs est d'intégrer les populations vulnérables telles que les jeunes dans les chaînes de valeur des entreprises appliquant ce modèle d'affaire. L'un des aspects majeurs de cette intégration porte sur l'insertion des jeunes en tant qu'employés car l'insertion professionnelle des jeunes demeure un défi majeur pour l'ensemble des pays de l'étude où les jeunes représentent la proportion la plus importante de la population. Les données issues de l'enquête auprès des entreprises indiquent qu'en moyenne les entreprises inclusives en Côte d'Ivoire emploient permanentement près de 22 jeunes contre environ 25 jeunes en moyenne pour les entreprises non inclusives. Au Burkina Faso, ces proportions sont respectivement de 21 et d'environ 13. On remarque qu'au Burkina Faso, les entreprises inclusives offrent plus de possibilités d'emploi permanent que les non inclusives contrairement à la Côte d'Ivoire.

Tableau 13: Employés jeunes permanents dans le personnel des entreprises en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso

Pays	Type d'entreprise	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
Côte d'Ivoire	Entreprises inclusives	21,795	15,557	2	53
	Entreprises non inclusives	24,648	15,35	2	55
Burkina Faso	Entreprises inclusives	21,25	43,803	1	300
	Entreprises non inclusives	12,54	44,766	1	700

Source : CAPEC/LAQAD-S à partir de l'enquête entreprise/ -CRDI/2019

L'effectif moyen de jeunes dans le personnel non permanent des entreprises inclusives est plus important que celle des entreprises non inclusives aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Burkina Faso. En effet, les statistiques contenues dans le tableau ci-dessous montrent qu'en moyenne le nombre de jeunes dans le personnel des entreprises inclusives ivoiriennes est d'environ 24 contre 23 dans les entreprises non inclusives. Au Burkina Faso, les effectifs sont plus élevés avec respectivement en moyenne 53 jeunes au niveau des entreprises inclusives et 34 jeunes dans les entreprises non inclusives.

Tableau 14: Employés jeunes non permanents dans le personnel des entreprises en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso

Pays	Type d'entreprise	Moyenne	Ecart type	Minimum	Maximum
Côte d'Ivoire	Entreprises inclusives	24,415	17,298	2	52
	Entreprises non inclusives	22,53	14,18	2	49
Burkina Faso	Entreprises inclusives	53	37		
	Entreprises non inclusives	34	32		

Source : CAPEC et LAQAD-S à partir de l'enquête entreprise-CRDI/2019

Au Kenya, on note une différence significative entre les employés jeunes permanents dans les entreprises inclusives et non inclusives. En effet, les effectifs moyens d'employés jeunes permanents travaillant dans ces entreprises sont respectivement de 63 contre 45. Au niveau des employés non permanents, on remarque une légère différence entre ceux travaillant dans les entreprises inclusives et non inclusives avec des effectifs moyens respectifs de 62 et 58.

Tableau 15: Employés jeunes dans les entreprises inclusives au Kenya

Type d'entreprise	Type d'employé	Moyenne	Min	Max	%
Entreprises inclusives	Employés permanents	62,8	0	2400	60
Entreprises non inclusives	Employés permanents	44,5	0	1865	60
Entreprises inclusives	Employés non-permanents	62,1	0	2400	72.4
Entreprises non inclusives	Employés non-permanents	58.3	0	3650	78.5

Source : KIPRA à partir de l'enquête entreprise-CRDI/2019

Le revenu est l'un facteur essentiel de la santé économique d'un individu. Il définit si l'individu vit décemment ou non. Les données du tableau ci-dessous montrent qu'en Côte d'Ivoire, les jeunes non bénéficiaires des activités des entreprises inclusives ont en moyenne un revenu supérieur aux jeunes bénéficiaires. Mais en tenant compte des bornes, les jeunes bénéficiaires des activités des entreprises inclusives ont un revenu net supérieur à celui des non bénéficiaires.

Tableau 16: Revenu des jeunes en Côte d'Ivoire

	Moyenne (USD)	Ecart-type (USD)	Minimum (USD)	Maximum (USD)
Jeunes bénéficiaires	455,73	675,73	284,09	5454,54
Jeunes non bénéficiaires	531,03	720,89	288,43	4254,54

Source : CAPEC à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

Au Kenya, l'analyse a été faite selon le revenu reçu mensuellement par les jeunes impliqués dans des modèles d'affaires inclusifs au cours des années prises dans l'étude. Il ressort qu'au fil des années, le revenu mensuel reçu par les jeunes augmentent subséquemment (confère tableau ci-dessous).

Tableau 17: Revenu mensuel reçu par les jeunes BoP sur la période 2015-2018 au Kenya

Revenu mensuel	Moyenne	Std. Dev.	Min	Max
2015	USD70,89	USD82,19	0	USD375,16
2016	USD90,41	USD89,82	0	USD375,16
2017	USD119,99	USD98,56	0	USD592,36
2018	USD146,5	USD96,12	0	USD493,63

Source : KIPRA à partir de l'enquête entreprise/CAPEC-CRDI/2019

Au-delà des statistiques descriptives, des analyses d'impact des modèles d'affaires inclusifs ont été menées. Les résultats sont présentés dans la section qui suit.

(ii) Résultats des estimations économétriques

Pour répondre à la problématique de l'effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'emploi, le revenu et le bien être des jeunes, les cinq (5) papiers produits par les chercheurs ont conclu à **une relation positive entre l'entrepreneuriat inclusif, emploi, revenus, et bien-être des jeunes. Par contre, il est ressorti que les modèles d'affaires inclusifs ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso.** Les conclusions de ces cinq (5) études menées sur cette thématique sont résumées comme suit :

- **Modèles d'affaires inclusifs et la qualité l'emploi**

Une étude s'est penchée sur l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. La qualité de l'emploi occupe une place centrale dans les débats publics en Afrique dans un contexte de discussions récurrentes sur les politiques à suivre pour favoriser la réduction du chômage. De plus, l'importance du secteur informel dans la part des emplois oblige à se pencher sur la question de la qualité de l'emploi. Il convient de rappeler qu'un emploi de qualité se définit comme tout emploi bien payé, avec un statut stable et de bonnes conditions de travail et qui laisse la possibilité d'avoir une vie remplie en dehors du travail. Ainsi, les résultats de l'évaluation de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire montrent que les employés des entreprises qui bénéficient d'un programme d'entrepreneuriat inclusif améliorent leur revenu avec un gain salarial des employés compris entre 20 et 30%. En outre, la qualité de l'emploi s'améliore car les employés dans une initiative d'entrepreneuriat inclusif ont tendance à moins rechercher un nouvel emploi que les employés des entreprises qui n'en bénéficient pas. De plus, les bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif sont plus satisfaits de leur revenu que les non bénéficiaires. Par ailleurs, l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'accès à une protection sociale et sur les perceptions liées aux conditions de travail s'est révélé non significatif.

Tableau 18: Effet moyen de traitement sur la qualité de l'emploi

VARIABLES	Nearest Neighbouring	Stratification Method
Log monthly revenue	0,305*** (0,121)	0,204*** (0,094)
Searching a Job	-0,164*** (0,077)	-0,112*** (0,055)
Satisfaction with revenue	0,167*** (0,082)	0,142*** (0,052)
Satisfaction with working conditions	-0,022 (0,081)	-0,046 (0,050)
Social Protection	0,030 (0,064)	0,072 (0,043)
Observations	263	332
Bénéficiaires	168	160
Non-bénéficiaires	95	272

Source : L'auteur à partir des données EMBEM (2015)

*** P <0,01, ** p<0,05, * p<0,1

- **Modèles d'affaires inclusifs et le revenu des producteurs**

Un autre papier a été consacré à l'impact de l'investissement en capital humain sur le revenu des BoP en Côte d'Ivoire. Le revenu apparaît comme un facteur indispensable du bien-être social en ce sens qu'il indique plus ou moins la place d'un individu dans la société ou dans une communauté donnée. Pour capter l'impact de l'inclusif business sur le revenu, différentes approches ont été utilisées fournissant divers résultats. Ainsi, l'analyse de l'impact de l'investissement en capital humain sur le revenu des personnes vulnérables ou segments à faible revenu (BoP) a révélé l'impact positif de la formation sur le niveau de revenu des BoP. Il ressort aussi de l'analyse que toutes les assistances financières apportées par les entreprises au BoP ont un impact réel sur leur revenu lorsque celles-ci les accompagnent d'investissement en capital humain par un renforcement de capacité (tableau ci-dessous).

Tableau 19: Résultat de l'estimation du modèle de traitement (bénéficiaire de financement & de formation)

Variables	Coefficients	Ecart type	P> z
Age	.018879	.0332232	0.570
Age2	-.0001843	.0003849	0.632
Nationalité	-.0675718	.0882969	0.444
Religion	1.52668***	.2123344	0.000
Sexe	.4272396***	.1552169	0.006
Secteur d'activité	.027641	.0701868	0.694
Membre d'association	.1539495	.1228813	0.210
Niveau d'instruction	.1598795**	.0810071	0.048
Statut matrimoniale	.0688675	.0796472	0.387
Taille du ménage	-.0085867	.0174944	0.624
cons	-3.039307***	1.01319	0.003

Source : l'auteur à partir des données de l'enquête CAPEC/CRDI 2018-2019

Une troisième analyse portant sur l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la productivité des petits producteurs de cacao en Côte d'Ivoire a montré que les petits producteurs bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif tirent un avantage car bénéficiant des services offerts. En termes d'effet, l'entrepreneuriat inclusif améliore le revenu des petits producteurs et accroît leur productivité de travail. Les résultats de l'analyse sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 20: Résultats de l'estimation de l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur la productivité des petits producteurs de cacao

	MCO	Heckman selection avec effet de traitement
Productivité du travail	0.5372325*	2.320203***
Log yield	-138.6416	-153.8648
revenu	0.3185*	1.32553**

Source : l'auteur à partir des données de l'enquête CAPEC/CRDI 2018-2019

• Modèles d'affaires inclusifs et emploi, revenu et bien-être des jeunes

La création d'entreprise est beaucoup encouragée en raison de sa capacité à générer des emplois pour les jeunes. L'une des vocations des modèles d'affaires inclusifs est la facilitation ou le soutien aux jeunes dans la création de leurs entreprises. Une étude menée au Burkina Faso a mesuré l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur l'entrepreneuriat des jeunes. Les résultats indiquent que les modèles d'affaires inclusifs ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat des jeunes. Ainsi, dans leurs pratiques actuelles au Burkina Faso, les entreprises inclusives ont plus tendance à créer des emplois salariés pour les jeunes plutôt qu'à les rendre entrepreneurs. Il est donc important que les politiques de promotion de l'entrepreneuriat inclusif intègrent des mesures permettant à ce type d'entrepreneuriat d'être véritablement un moteur de l'entrepreneuriat des jeunes. Les résultats de l'analyse sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 21: Résultats d'estimation du Probit simple et du Switching Probit

VARIABLES	Probit simple	Switching probit		
	Choix de carrière (1)	Participation au programme d'EI (2)	Choix de carrière pour participants (3a)	Choix de carrière pour non participants (3b)
Participation à l'EI	-0,766*** (0,131)			
Age révolu	0,0548*** (0,0149)	-0,0288** (0,0137)	0,0618* (0,0357)	0,0492* (0,0291)
Genre	-0,292** (0,121)	0,0855 (0,115)	-0,290 (0,243)	-0,279* (0,167)
Alphabétisation	-0,618*** (0,127)	0,146 (0,126)	-0,569** (0,250)	-0,668*** (0,222)
Milieu de résidence	0,627*** (0,131)	0,0377 (0,125)	0,647* (0,356)	0,681*** (0,170)
Concubinage	0,135 (0,225)	0,441** (0,209)	0,740 (0,914)	-0,167 (0,403)
Divorcé(e), séparé(e), veuf/ve	-0,536 (0,463)	-0,141 (0,490)	1,463 (1,106)	-1,027* (0,545)
Mariage coutumier ou religieux	0,130 (0,160)	0,265* (0,151)	0,574 (0,635)	0,00902 (0,246)
Mariage civil	0,0737 (0,249)	0,506** (0,230)	0,246 (0,903)	0,237 (0,410)
Dép. ≤ 2\$/tête/jour	0,221 (0,140)	0,152 (0,133)	0,475 (0,439)	0,0651 (0,187)
Dép. ≤ 3\$/tête/jour	-0,296* (0,178)	-0,0182 (0,167)	0,0929 (0,381)	-0,400* (0,208)
Dép. ≤ 4\$/tête/jour	0,0690 (0,242)	0,544** (0,222)	0,510 (0,958)	-0,327 (0,508)
Actifs occupés	0,0472* (0,0283)		0,0354 (0,0418)	0,0919** (0,0419)
Constante	-1,462*** (0,405)	-0,0305 (0,368)	-2,724 (2,446)	-1,144 (1,089)
Rho (ρ)			0,1977 (0,2811)	-0,1581 (0,3734)
Observations	572	572	572	572

Erreurs types entre parenthèses

*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Source : l'auteur à partir des données de l'enquête CAPEC/CRDI 2018-2019

Dans une autre étude, l'auteur s'est focalisé sur l'analyse de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire. Les résultats obtenus indiquent que les modèles d'affaires inclusifs ont un impact positif et significatif sur le revenu des jeunes ruraux. En effet, la participation des jeunes bénéficiaires d'un programme d'entrepreneuriat dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire augmente leur revenu de 14% (tableau ci-dessous).

Tableau 22: Résultat de l'estimation par une régression linéaire avec effet de traitement endogène de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire

VARIABLES	(1) Variable résultat	(2) Participation	(3) /
household_size		0.0757 (0.0683)	
production		1.080** (0.486)	
formations	-0.779* (0.446)	1.812*** (0.432)	
exper		0.0524** (0.0253)	
nombretude	0.0250* (0.0130)	0.0459 (0.0359)	
fourniture		0.688* (0.409)	
vente		0.370 (0.402)	
sexe	0.357* (0.185)		
statut_marital	0.251 (0.154)		
1.jeunagrinclu	1.106** (0.528)		
athrho			-0.633* (0.381)
Insigma			-0.125 (0.0841)
Constant	13.52*** (0.525)	-7.609*** (1.328)	

Wald test of indep. eqns. (rho = 0): chi2(1) = 2.76 Prob > chi2 = 0.0968

Les variables entre parenthèses sont des erreurs standard

Seuil de significativité : *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : l'auteur à partir des données d'enquête CAPEC-CRDI 2019

Tableau 23: Test de post-estimation de contrôle de l'endogénéité

	Test1	Test2
jeunagrinclu	14.11*** (0.312)	13.75*** (0.133)

Source : l'auteur à partir des données d'enquête CAPEC-CRDI 2019

Les variables entre parenthèses sont des erreurs standard

Seuil de significativité : *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

4. Conclusion et recommandations

De nombreuses thèmes abordées dans cette partie de l'étude couvrent la qualité de l'emploi, l'entrepreneuriat, le revenu, le bien-être. De différentes approches et méthodes ont été utilisées pour appréhender chaque thématique et évaluer l'impact des modèles d'affaires inclusifs. Il ressort de l'analyse des différents résultats que les modèles d'affaires inclusifs améliorent non seulement la qualité de l'emploi, mais permet l'augmentation des revenus des bénéficiaires, ce qui réduit la recherche d'un nouvel emploi contrairement aux employés des entreprises qui n'en bénéficient pas. De plus, les bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif sont plus satisfaits de leur revenu que les non bénéficiaires. S'agissant toujours du revenu, l'investissement en capital humain par les entreprises inclusives améliore le revenu

des bénéficiaires à travers le renforcement de capacité ainsi que la combinaison de l'assistance financière et de la formation. En outre, l'entrepreneuriat inclusif améliore le revenu des jeunes travaillant dans le secteur agricole. En effet, dans la cacaoculture, la pratique de l'entrepreneuriat inclusif accroît la productivité du travail et améliore le revenu. En dépit, de ces résultats satisfaisants, les conclusions d'autres études donnent des résultats contradictoires. En effet, les entreprises inclusives ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat des jeunes au Burkina Faso.

Au terme de cette analyse, les recommandations formulées sont les suivantes :

- Accompagner les investissements en capital humain par un renforcement des capacités pour une valeur partagée entre les parties prenantes ;
- Permettre aux jeunes opérant dans le secteur agricole d'avoir accès au crédit ;
- Assurer la formation et le coaching des jeunes ;
- Poursuivre la pratique et le développement des modèles d'affaires inclusifs ;
- Soutenir les entreprises impliquées dans l'entrepreneuriat inclusif ;
- Promouvoir la pratique de l'entrepreneuriat inclusif comme alternative au bien-être des producteurs ;
- Utiliser l'entrepreneuriat inclusif comme une opportunité d'accroître l'alphabétisation et la lutte contre le chômage des jeunes ;
- mettre l'accent sur des mesures permettant à l'entrepreneuriat inclusif de contribuer à l'entrepreneuriat des jeunes.

IV-1.5. Effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation

1- Introduction

L'un des objectifs visés par les ODD est la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes et partout dans le monde. L'autonomisation économique apparaît fondamentale pour réduire la pauvreté et une condition préalable au développement durable. Kabeer (1999) définit l'autonomisation comme le processus consistant à réaliser la capacité de faire des choix stratégiques. Mahmud et Tasneem (2014) observent qu'avoir un emploi rémunéré, en particulier pour les femmes, est non seulement une voie de sortie de la pauvreté, mais aussi une transformation plus profonde en interne comme en externe.

En Afrique, l'accent est mis sur le développement de l'entrepreneuriat féminin comme un moteur important de développement inclusif et de croissance économique. Les femmes en Afrique continuent de lutter pour prendre leur place sur le marché, mais restent sous-représentées dans les entreprises informelles (Kelly et al, 2015 ; ONUDI, 2014).

Par ailleurs, au fur et à mesure que les entreprises se développent, leur demande en fournitures augmente et leur besoin d'inclure d'autres parties de l'économie est donc nécessaire (Golja et Požega (2012). De cette manière, elles peuvent créer des opportunités d'affaires pour la population mondiale dans les sociétés à faible revenu (ou à la base de la pyramide - BoP). On s'attend à ce que les entreprises inclusives, en ciblant ceux qui se trouvent au bas de la pyramide, les aide pour leur intégration dans des activités économiques productives. Leurs moyens de subsistance et leur bien-être sont améliorés en ayant accès à des possibilités de gagner un revenu, en acquérant une plus grande confiance et des

connaissances pour surmonter les facteurs culturels. En conséquence, les bénéficiaires parviennent à l'autonomisation socio-économique.

L'autonomisation passe nécessairement par l'inclusion financière. Cette dernière constitue de nos jours un important facteur de développement. L'autonomisation des femmes contribue fortement à la lutte contre l'extrême pauvreté (Beck et al., 2004 ; Banque Mondiale, 2008). Ces dernières années, avec l'essor de la microfinance l'accès des femmes au financement constitue un facteur clé de leur autonomisation économique, tout en contribuant à une prospérité pour tous. Toutefois, en dépit des efforts entrepris en faveur de l'inclusion financière dans le monde, les femmes demeurent à la traîne comparativement aux hommes, particulièrement dans les pays en développement (Demirgüç-kunt et al., 2018 ; Dao Gabala, 2014).

On déduit des travaux antérieurs que le modèle d'entrepreneuriat inclusif développe le capital social des couches vulnérables de la population tels que les femmes. Il pourrait donc remédier à la problématique de la structure de l'entrepreneuriat féminin et faciliter l'inclusion financière des femmes.

Cependant, il existe très peu de recherches documentées sur la capacité des modèles d'affaires inclusifs à favoriser l'autonomisation. Ce projet de recherche a contribué à l'amélioration de la compréhension des implications des modèles d'affaires inclusifs sur les bénéficiaires. L'étude examine également le rôle de l'entreprise inclusive sur l'autonomisation des femmes, étant donné que celles-ci ont tendance à être plus isolées du processus de développement, notamment en ce qui concerne des facteurs sociaux tels que l'accès au pouvoir et à l'autorité, et la prise de décision.

L'utilisation des modèles d'affaires inclusifs peut permettre aux populations à faible revenu en particulier aux femmes de fournir des marchés, de la main-d'œuvre, de renforcer la chaîne d'approvisionnement des entreprises (PNUD, 2010). Par conséquent, engager les femmes en tant que producteurs, fournisseurs ou consommateurs peut déclencher la réalisation d'une valeur socio-économique et de moyens de subsistance pour les communautés BoP d'une manière commercialement viable (Inclusive Business Accelerator, 2016).

Ainsi, la question de recherche à laquelle les études ont tenté de répondre dans cette section est la suivante : quel est l'impact des modèles d'affaires inclusifs sur l'autonomisation en Afrique ?

Pour répondre à cette question, des études ont analysé l'effet/impact des modèles d'affaires inclusifs sur la performance des activités menées par les femmes au bas niveau de l'échelle en Afrique et l'inclusion financière des femmes.

L'objectif général est d'analyser l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation. De façon spécifiques, il s'agit de :

- analyser la situation des activités menées par les femmes ;
- évaluer la contribution de l'entrepreneuriat inclusif à l'évolution des activités des femmes ;
- analyser l'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles au Burkina Faso.

Quatre papiers ont été produits par les chercheurs et doctorants du projet sur cette problématique. Ils portent sur les thèmes suivants :

- Impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes en Côte d'Ivoire, par Becho Isabelle de la CAPEC ;
- Effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles au Burkina Faso, par Thiombiano Brigitte du LAQAD-S ;
- Empowerment of bottom of pyramid through inclusive business, par Dr Rose W. Ngugi du KIPPRA;
- Inclusive business at the bottom of the pyramid: the case of agri-business, par Nancy Laibuni, du KIPPRA.

2- Méthodologie

Différentes méthodes ont été utilisées pour analyser l'effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation. Les analyses se sont appuyées sur les méthodes de switch Probit, d'appariement sur score de propension, de distance de mahalanobis et les MCO.

Ainsi, pour analyser l'effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur **l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles au Burkina Faso**, la méthode de switch Probit a été utilisée. Cette s'avère appropriée pour cette analyse dans la mesure où les estimations révèlent l'existence d'un problème d'endogénéité liée à la mauvaise spécification du modèle. Bien que cette soit meilleure, elle nécessite l'utilisation d'un instrument.

Par ailleurs, pour analyser **l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes entrepreneurs au bas de la pyramide en côte d'ivoire**, les approches d'appariement sur score de propension et de distance de mahalanobis et l'analyse de sensibilité de Rosenbaum ont été utilisées. Toutefois ces méthodes comportent des limites. En effet, la correspondance de distance de Mahalanobis (MDM6) et la correspondance de score de propension (PSM) reposent sur des notions spécifiques de distance entre les observations de covariables de prétraitement. Les facteurs liés aux inobservables ne sont pas pris en compte. Pour vérifier la robustesse des résultats obtenus le test de Rosenbaum (2002) est utilisé pour analyser la sensibilité des estimateurs à la présence des caractéristiques inobservables.

Enfin, dans l'étude portant sur **l'entrepreneuriat inclusif et l'autonomisation au Kenya**, plusieurs méthodes ont été testées. Dans un premier temps, la méthode des Moindre Carrée Ordinaire (MCO) a été utilisée lorsque la variable EMPOWER est mesurée comme une variable continue. Dans un second temps, lorsque la variable dépendante est une variable fictive qui prend la valeur de 1 au-dessus du seuil d'habilitation et 0 sinon, l'étude un modèle Logit. Le modèle Tobit est utilisé lorsque la variable émancipation est un nombre continu supérieur à 0.

Les données utilisées dans les analyses proviennent des enquêtes réalisées auprès des bénéficiaires dans les trois pays couverts par le projet.

⁶ MDM: Mahalanobis distance matching

3- Résultats

(i) Statistiques descriptives

• Pouvoir de décision des femmes

Les statistiques issues de l'enquête auprès des bénéficiaires montrent que l'entrepreneuriat inclusif semble augmenter le pouvoir de décision de la femme. En effet, la proportion de femmes bénéficiaires de modèles d'affaires inclusifs prenant les décisions par elle-même est supérieure à celle des femmes non bénéficiaires en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. En Côte d'Ivoire, 58,21% des femmes bénéficiaires interrogées prennent les décisions par elles-mêmes contre 55,24% pour les femmes non bénéficiaires. Au Burkina Faso, 52,3% des femmes bénéficiaires interrogées prennent les décisions par elles-mêmes contre 46,7% pour les femmes non bénéficiaires.

Tableau 24: Personne prenant la décision dans la famille si la femme doit travailler

Personne prenant la décision dans la famille	Bénéficiaires	Non bénéficiaires
	Pourcentage	Pourcentage
Côte d'Ivoire		
Les deux partenaires conjointement	25,37	24,00
Moi et mes parents	-	1,63
Moi-même	58,21	55,24
Moi-même et quelqu'un d'autre conjointement	-	0,23
Parents	2,99	4,42
Partenaire	13,43	14,21
Quelqu'un d'autre	-	0,23
Burkina Faso		
Les deux partenaires conjointement	30,0%	34,3%
Moi et mes parents	4,1%	5,2%
Moi-même	52,3%	46,7%
Moi-même et quelqu'un d'autre conjointement	1,2%	
Parents	4,9%	5,6%
Partenaire	7,4%	7,6%
Quelqu'un d'autre		0,6%

Source : CAPEC et LAQAD-S à partir de l'enquête bénéficiaires/ CRDI/2019

Au Burkina Faso, les données indiquent que la décision de travailler des femmes est principalement prise de deux manières. D'abord par les femmes elles-mêmes (48.60%), puis par concertation entre les deux partenaires (32.90%). La décision de travailler des femmes est ensuite prise par le partenaire seul (7.60%), par les parents seuls (5.40%) ou par la femme et ses parents seuls (4.80%). Selon le type de BoP, on relève que 52.30% des femmes bénéficiaires prennent leur décision elles-mêmes contre 46.70% des femmes non bénéficiaires.

Au Kenya, sur la base des réponses fournies par l'enquête, de nombreuses femmes ont participé à la prise de décision au niveau du ménage en collaboration avec leurs partenaires. Cela implique qu'il existe un certain niveau d'autonomisation des femmes dans le pays. Une grande proportion de femmes (82%) ont décidé de travailler ou non indépendamment de leur partenaire. De plus, 78% des femmes n'étaient pas d'accord que seuls les hommes prennent des décisions.

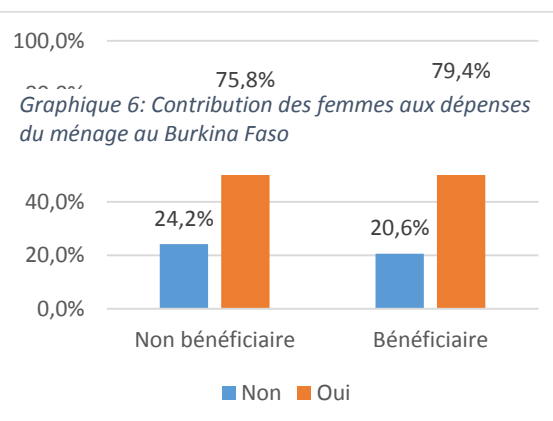
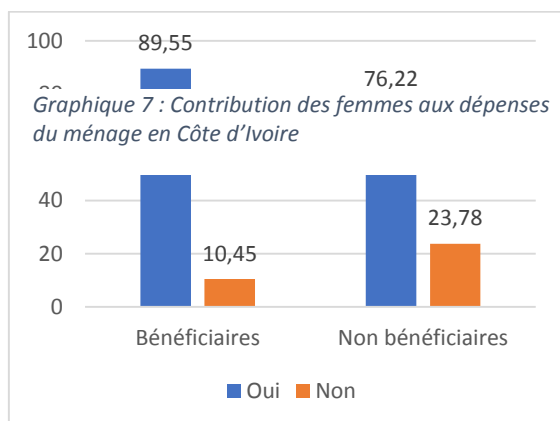
Tableau 25: Le pouvoir décisionnel des femmes pour différents aspects au Kenya

	Moi-même	Partenaire	Les deux partenaires conjointement	Parents	Moi-même et les parents	Quelqu'un d'autre	Moi-même et quelqu'un d'autre
Décision de travailler	82	1	13	2	1		
Décision concernant la scolarisation des enfants	33	2	57	4	3	1	1
Décision sur la santé des enfants	33	1	58	3	3	1	1
Décision sur l'éducation	33	2	56	4	3	1	1
Décision d'avoir un autre enfant	31	1	60	4	2	1	2

Source : KIPPRA à partir de l'enquête bénéficiaires/ CRDI/2019

• Pouvoir économique des femmes

L'analyse de la contribution des femmes aux dépenses totales du ménage en Côte d'Ivoire montre que la majorité des femmes interviewées contribue aux charges du ménage. Respectivement 89,55% et 76,22% des femmes bénéficiaires et non bénéficiaires contribuent aux dépenses du ménage.



Source : CAPEC et LAQAD-S à partir de l'enquête bénéficiaires/ CRDI/2019

Au Burkina Faso, la proportion des femmes qui contribuent aux dépenses du ménage est relativement élevée. Qu'elle soit bénéficiaire ou non bénéficiaire cette proportion de femmes à participer aux dépenses du ménage reste considérable. Le graphique ci-dessus montre qu'il y a une différence relativement peu significative de participation aux dépenses du ménage entre les femmes bénéficiaires (79,40%) et les femmes non bénéficiaires (75,80%).

L'entrepreneuriat inclusif augmente le pouvoir économique de la femme à travers une amélioration de son revenu.

Tableau 26: Revenu annuel de la production en 2018 (US\$)

Type de femme	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Kenya
Bénéficiaire	1777,58	2175,18	1853,15
Non bénéficiaire	1245,37	1797,68	1551,02

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

Selon le tableau suivant, les femmes bénéficiaires contribuent en moyenne mensuellement à hauteur de 49183,58FCFA aux dépenses du ménage en Côte d'Ivoire. Quant aux femmes non bénéficiaires, elles contribuent en moyenne mensuellement à hauteur de 58352,17 FCFA.

Tableau 27: Contribution mensuelle des femmes aux charges des ménages

	Observations	Moyenne	Ecart-type
Côte d'Ivoire			
Bénéficiaires	60	49183,58	43969,46
Non bénéficiaires	320	58352,17	115076,8
Burkina Faso			
Non bénéficiaire	365	24847,67	25312,140
Bénéficiaire	190	28744,74	34367,056

Source : CAPEC et LAQAD-S à partir de l'enquête bénéficiaires/CAPEC-CRDI/2019

Le montant de la contribution mensuelle de la femme aux charges du ménage au Burkina Faso reste appréciable. Ce constat reste valable aussi bien pour les femmes bénéficiaires que pour les non bénéficiaires. Le tableau 25 montre qu'en moyenne, de façon générale, la contribution mensuelle de la femme se chiffre à 26 181.80 F CFA. Les femmes non bénéficiaires contribuent mensuellement en moyenne pour 24 847.67 FCFA contre une contribution estimée à 28 744.74 FCFA pour les femmes bénéficiaires.

Au Kenya, en ce qui concerne le revenu mensuel, les femmes engagées dans une entreprise inclusive ont enregistré en moyenne une augmentation de leur revenu de 71 USD en 2015 à 151 USD en 2018. Les femmes ont contribué en moyenne à 88 USD aux dépenses du ménage mensuellement.

Tableau 28: Contribution aux dépenses du ménage des femmes bénéficiaires en USD

Variable	Observations	Moyenne	Ecart-type
Contribution mensuelle	189	88,24	65,28

Source : KIPPRA à partir de l'enquête bénéficiaires/ CRDI/2019

- Accès de la femme au crédit

Les résultats de l'enquête indiquent que la proportion de femmes ayant accès au crédit est plus élevée chez les femmes bénéficiaires de modèles d'affaires inclusifs que les non bénéficiaires dans les trois pays de l'étude.

Tableau 29: Accès de la femme au crédit (en %)

Type de femme	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Kenya
Bénéficiaire	89,3	100	98,02
Non bénéficiaire	66,1	82	93,94

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

- Chiffre d'affaires

L'analyse du chiffre d'affaire réalisé par les femmes montre que dans l'ensemble le chiffre d'affaires des femmes bénéficiaires est plus élevé que celle des non bénéficiaires. En effet pour les années 2015 et

2016 on constate une différence de chiffre d'affaires de 58480 FCFA et 53544 FCFA entre les deux groupes de femmes, toutefois cette différence n'est pas significative. En 2017 et 2018 cette différence est significative au seuil de 1% avec respectivement 102924 FCFA et 134377 FCFA. Ce résultat montre que les femmes bénéficiaires d'initiative d'entrepreneuriat inclusif ont une plus grande capacité de développement de leurs activités.

Tableau 30: Chiffre d'affaire moyen tiré de l'activité par année en Côte d'Ivoire

	Non Bénéficiaires	Bénéficiaires	Différence de moyenne
Chiffre Affaire 2015	134109.8	192590.1	-58480,24
Chiffre Affaire 2016	146729.9	200274.1	-53544.14
Chiffre Affaire 2017	126436.2	229360.4	-102924.2***
Chiffre Affaire 2018	131953.4	266330.9	-134377.4***

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

L'analyse de la relation entre l'entrepreneuriat inclusif et l'autonomisation au Kenya montre que les bénéficiaires d'une entreprise inclusive ont un niveau d'autonomisation plus élevé que les non-bénéficiaires. Plus important encore, les femmes ont un niveau d'autonomisation plus élevé que les hommes. En tant que tel, il est possible d'élever ceux qui sont au bas de la pyramide en leur offrant la possibilité de participer à des activités commerciales inclusives. Cela dit, les implications des entreprises inclusives sur l'autonomisation dépendent des indicateurs utilisés dans la définition de l'autonomisation.

Tableau 31: statistiques descriptives relatives aux variables d'autonomisation et d'inclusive business

	All Mean	Male	Female	Beneficiaries	Non-beneficiaries
Empowerment variables					
EMPOWER	2,9577	2,8888	3,0330	3,0533	2,9026
EMPOWERED	0,4036	0,3452	0,4727	0,4598	0,3723
DECISION	0,6404	0,5972	0,6843	0,6789	0,6187
ATTITUDE	0,8961	0,8775	0,9151	0,8986	0,8947
ASSET	0,4987	0,4993	0,4982	0,5383	0,4766
FREEBUY	0,9670	0,9614	0,9726	0,9759	0,9618
Inclusive Business variables					
INCLUSIVE	0,7674	0,6958	0,8542	1,0131	0,6309
BENEFIT	0,3570	0,2996	0,4202	1	0
MAIN	0,9700	0,9695	0,9703	0,9652	0,9726
TRUST	0,3920	0,3780	0,4050	0,4664	0,3537
DURATION	3,5464	2,8266	4,2839	4,9812	2,7691
CAPABILITIES	0,1395	0,1448	0,1374	0,1053	0,1585
ENVIRONMENT	0,3205	0,3194	0,3292	0,3102	0,3262
INNOVATE	0,1919	0,1865	0,2020	0,3269	0,1169
WORK	0,6875	0,6822	0,6929	0,7437	0,6571
Control variables					
AGE	29,4645	31,2291	28,4821	31,2291	28,4821
AGEC	0,1727	0,0575	0,2886	0,2346	0,1382
MARITAL	0,4457	0,4254	0,4717	0,3911	0,4760
SKILL	0,5899	0,6128	0,5776	0,6128	0,5776
SCHOOLING	12,5239	12,6432	12,4149	12,8758	12,3204
MANUFACTURE	0,5149	0,5732	0,4543	0,5122	0,5163
INCOME	0,4918	0,4849	0,4990	0,5184	0,4775

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

(ii) Résultats des estimations économétriques

Les résultats de trois études sur la relation entre l'entrepreneuriat inclusif et l'autonomisation sont présentés comme suit :

- Impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes entrepreneurs au bas de la pyramide en Côte d'Ivoire

Une première étude a été consacrée à l'analyse de l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes entrepreneurs au bas de la pyramide en Côte d'Ivoire. **Les résultats ont montré que l'entrepreneuriat inclusif a un impact positif sur la performance des activités des femmes en Côte d'Ivoire.**

Les résultats de la régression logistique montrent que la probabilité de bénéficier d'une initiative d'entrepreneuriat inclusif est fonction du nombre d'année d'étude, de la situation matrimoniale, de l'appartenance à une association, et avoir une DFE.

Tableau 32: Résultat de l'estimation du modèle de traitement

Variables	Odds Ratio	Écart-type	Z	P> z
Avoir une DFE	10,793	9,326	2,75	0,006
Membre associa	2,0642	0,521	2,87	0,004
Secteur Agricole	0,930	0,069	-0,97	0,332
Année Etude	1,107	0,050	2,23	0,025
Age femme	0,990	0,013	-0,69	0,492
Formation techn	0,572	0,235	-1,36	0,174
Taille activité	0,678	0,269	-0,98	0,329
Marié	1,818	0,609	1,78	0,074
Abidjan	0,992	0,029	-0,25	0,806
Constante	0,0017	0,003	-3,25	0,001
Observations	335			
LR chi2(7)	38,75			
Prob > chi2	0,0000			
Loglikelihood	-200,313			

Note: the common support option has been selected

The region of common support is [.11501348, .76185992]

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation de l'effet moyen de traitement par deux estimateurs de (la méthode du plus proche voisin, et le Kernel) pour le PSM et le MDM.

Tableau 33: Effet moyen de traitement sur le chiffre d'affaire des femmes (ATT)

VARIABLES	Plus Proche voisin PSM	Kernel matching PSM	Plus Proche voisin MDM	Kernel matching MDM
Log chiffre affaire 2018	0,366* (0,205)	0,361*** (0,145)	0,242* (0,142)	0,433*** (0,207)
Log Productivité_2018	0,512*** (0,225)	0,383*** (0,180)	0,410** (0,190)	0,358** (0,235)
Observations	200	328	326	326
Bénéficiaires	122	122	122	122
Non-bénéficiaires	78	206	204	204

*** P <0,01, ** p<0,05, * p<0,1

Source : L'auteur à partir des données EMBEM (2015)

Les résultats montrent que, quelle que soit la méthode d'estimation utilisée, l'entrepreneuriat a contribué à l'amélioration du niveau du chiffre d'affaire et de la productivité du travail des femmes BoP bénéficiaires. En effet, pour la méthode du plus proche voisin, l'estimateur de l'effet moyen montre qu'il y a un gain de 36% du chiffre d'affaires des femmes (au seuil de 10 %) avec le PSM et un gain de 24% du chiffre d'affaire (au seuil de 10%) avec le MDM. Avec la méthode Kernel, l'estimateur de l'effet moyen ici montre une augmentation respectivement de 36% et de 43% en moyenne du chiffre d'affaires pour le PSM et MDM.

S'agissant de la productivité du travail, les résultats montrent que les femmes bénéficiaires ont connu une hausse de leur productivité de 51% (au seuil de 1%) avec le PSM et de 41% (au seuil de 5%) avec le MDM.

- **Effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles au Burkina Faso**

La seconde étude portant sur l'effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes à travers les services financiers mobiles au Burkina Faso a montré qu'il existe un effet positif de la participation aux programmes d'entrepreneuriat inclusifs sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles au Burkina Faso. Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation du modèle switch probit. Il est organisé en 3 colonnes, correspondant aux résultats des estimations des trois équations du modèle switch probit.

Les résultats de l'équation (3) correspondant au modèle de participation à l'entrepreneuriat inclusif sont inscrits dans la colonne (1) du tableau. Les colonnes (2) et (3) indiquent respectivement les résultats du modèle d'inclusion financière pour les participants à l'entrepreneuriat inclusif et celui du modèle d'inclusion financière pour les non participants à l'entrepreneuriat inclusif.

Le test du ratio de vraisemblance montre que le modèle est significatif dans l'ensemble (Chi2 (12)= 45,16 et $P > (Chi2) = 0,000$). Ce résultat indique que le modèle switch probit est adéquat pour analyser l'effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes par les Services financiers mobiles.

Tableau 34: Résultats de l'estimation par la méthode du switch probit

	(1) Participation à l'entrepreneuriat inclusif	(2) Utilisation des SFM par les bénéficiaires	(3) Utilisation des SFM par les non bénéficiaires
Pratique d'activités génératrices de revenu		0,540** (0,220)	0,135 (0,261)
Disposer d'un compte bancaire		0,726*** (0,166)	0,668*** (0,190)
Etre jeune adulte	-0,165 (0,130)	0,439*** (0,153)	0,352** (0,159)
Taille du ménage	0,0177 (0,0130)	0,0150 (0,0153)	-0,0138 (0,0189)
Etre propriétaire de sa demeure	-0,272** (0,129)	0,0772 (0,160)	0,270 (0,175)
Appartenir à une Association/Groupement	0,254* (0,149)	0,0981 (0,184)	-0,0613 (0,200)
Vivre en milieu rural	0,0906 (0,134)	-0,355** (0,160)	-1,000*** (0,178)
Statut matrimonial (Référence : Célibataire)			
Concubinage	0,268 (0,233)		
Divorcé/Séparé/Veuf/Veuve	0,0770 (0,185)		
Mariage coutumier	-0,0451 (0,133)		
Mariage civil	0,637*** (0,189)		
Niveau de dépense par personne du ménage (Référence : moins de 1,25 dollars/jour)			
Moins de 2 dollars par jour	0,166 (0,119)		
Moins de 3 dollars par jour	-0,349** (0,153)		
Moins de 4 dollars par jour	0,610*** (0,192)		
Constant	-0,471** (0,194)	-1,055 (0,656)	-0,459 (0,8848)
Observations		518	518
Wald chi2 (12) = 45,16 Prob > chi2 = 0,0000			
LR test of indep. eqns. (rho1=rho0=0):chi2(2) = 8,79 Prob > chi2 = 0,0123			

*** Significatif à 1%, ** Significatif à 5%, * Significatif à 10%

Les valeurs entre parenthèses sont des écart-types

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation du calcul des effets moyens de la participation à un programme d'entrepreneuriat inclusif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles, à l'issue de l'estimation par le switching probit. Les résultats indiquent que la participation à l'entrepreneuriat inclusif a un effet positif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles. En effet, la participation à l'entrepreneuriat inclusif augmente l'utilisation des services financiers mobiles par les femmes d'environ 7 points de pourcentage comparativement aux non participantes. Pour les femmes ne participant à aucun programme d'entrepreneuriat inclusif, leur inclusion financière par les services financiers mobiles aurait été augmentée de 42 points de pourcentage si elles avaient choisi de participer à un programme d'entrepreneuriat inclusif. Les programmes d'entrepreneuriat inclusif constituent une opportunité d'inclusion financière pour les femmes qui ne l'ont pas encore adopté.

Tableau 35: Effets moyens de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'utilisation des services financiers mobiles par les femmes

Variables	Moyennes
Effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'utilisation des services financiers mobiles chez les bénéficiaires	.0693262
Effet de la participation à l'entrepreneuriat inclusif sur l'utilisation des services financiers mobiles chez les non bénéficiaires	.4263439

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

- **Empowerment of bottom of pyramid through inclusive business**

Une troisième étude a analysé l'effet / impact de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation des populations au bas de la pyramide au Kenya met l'accent sur la compréhension de la relation entre l'entrepreneuriat inclusif et l'autonomisation en proposant des options politiques qui permettraient à l'entrepreneuriat inclusif de devenir un moyen efficace d'intégrer les personnes situées au bas de la pyramide sociale dans des activités productives.

Les résultats ont montré l'existence d'un lien significatif entre l'intensité l'entrepreneuriat inclusif et l'autonomisation, en particulier des femmes et des jeunes. L'âge, le genre et les compétences sont essentiels pour que l'entrepreneuriat inclusif contribue davantage à l'autonomisation. En outre, la durée, la confiance, la satisfaction du travail et l'innovation des entreprises renforcent l'intensité de l'entrepreneuriat inclusif. Néanmoins, les bénéficiaires ont besoin d'une formation importante pour renforcer leurs capacités et améliorer leur productivité.

L'effet des entreprises inclusives sur l'autonomisation n'est pas linéaire, ce qui implique qu'après un certain niveau d'intensité, l'autonomisation des entreprises inclusives croît à un rythme plus lent. C'est le cas même chez les femmes. En tant que tel, il est nécessaire de déployer des efforts importants pour construire une base solide d'entreprise inclusive pour que ceux qui se trouvent au bas de la pyramide en bénéficient de manière substantielle.

Tableau 36: Résultat de l'estimation de la relation entre l'autonomisation et le genre au Kenya

	Model 6a Empower gender	Model 6b Empower gender	Model 7 Empower gender threshold	Model 8 IBGENDER
INCLUSIVE	0.4711**	0.4054**		
AGE	0.1556**	0.1837***	0.4297***	0.2072***
AGE2	-0.0010*	-0.0013**	-0.0032**	-0.0014***
MARITAL	0.9795***	0.8959***	0.9411**	0.6767***
SKILLS	0.2610	0.1436	-0.2588	0.2397*
MANUFACTURE	-0.6774**			
FACTORY		-1.2485***	-1.3293***	-0.2930*
MOFFICE		0.4432	2.0724***	0.4080*
INCOME			1.6552*	0.1345
Constant	-3.8746***	-4.1078***	-13.9716***	-6.2846***
F-stat/LR	76.59***	109.00***	86.23***	138.19***

R2/Pseudo R2	0.0260	0.0370	0.0515	0.0961
LL	-1437.2913	-1420.2737	-793.7074	-649.8983
N	925	925	920	920

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

4- Conclusion et recommandations

Durant ces dernières années, différents acteurs gouvernementaux, organisations non gouvernementales et organisations internationales ont mutualisé leurs forces afin de lutter contre la féminisation de la pauvreté, à travers plusieurs initiatives d'accompagnement du processus d'autonomisation économique des femmes. Le développement des chaînes de valeurs inclusives à travers l'entrepreneuriat inclusif se présente donc comme étant une alternative à l'inclusion financière des femmes et le renforcement de l'activité économique des femmes en Afrique subsaharienne.

Les résultats des différentes analyses ont relevé que la participation à l'entrepreneuriat inclusif a un effet positif sur l'inclusion financière des femmes par les services financiers mobiles pour celles bénéficiant d'un programme d'entrepreneuriat inclusif. Aussi ces programmes d'inclusion constituent une opportunité d'inclusion financière pour les femmes qui ne l'ont pas encore adopté. Ce résultat suggère donc que l'intégration des femmes dans les chaînes de valeur inclusives impacte positivement leur inclusion financière par les services financiers mobiles au Burkina Faso.

En Côte d'Ivoire, l'analyse d'impact a montré qu'il y a une forte contribution de l'entrepreneuriat inclusif sur le chiffre d'affaires et la productivité du travail des femmes. Ce résultat montre la nécessité de mieux soutenir les femmes entrepreneures en favorisant leurs accès aux ressources afin de sortir leurs activités de la précarité et de déclencher par conséquent la réalisation d'une valeur socio-économique et des moyens de subsistance pour leur ménage.

Au Kenya, il est ressorti que les bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif ont un niveau d'autonomisation plus élevé que les non-bénéficiaires. Plus important encore, les femmes ont un niveau d'autonomisation plus élevé que les hommes. Il est donc possible d'améliorer la situation de ceux qui se trouvent au bas de la pyramide en leur donnant la possibilité de participer à des activités commerciales inclusives. Cela dit, les implications des entreprises inclusives sur l'autonomisation dépendent des indicateurs utilisés dans la définition de l'autonomisation. L'effet de l'entrepreneuriat inclusif sur l'autonomisation est non linéaire, ce qui signifie qu'après un certain niveau d'intensité dans l'entreprise inclusive, l'autonomisation croît à un rythme plus lent. C'est le cas même chez les femmes. Il est donc nécessaire de déployer des efforts importants pour établir une base solide d'entreprises inclusives afin que les personnes situées au bas de la pyramide puissent en bénéficier de manière substantielle.

De ces différentes analyses découlent des implications de politiques suivantes :

- Soutenir la valorisation des chaînes de valeur inclusives dans les pays en développement à travers la vulgarisation de la pratique d'initiative d'entrepreneuriat inclusif à travers son intégration dans les stratégies nationales d'inclusion financière ;
- La mise en place d'un cadre juridique et environnemental bien défini afin de favoriser la pratique d'entrepreneuriat inclusif.

IV-1.6. Politiques publiques et entrepreneuriat inclusif

1. Introduction

La réduction de la pauvreté, des inégalités et du chômage représentent aujourd'hui des défis importants à relever. Selon le PNUD (2015), 836 millions de personnes, soit 11% de la population mondiale, vivaient dans l'extrême pauvreté en 2015 parmi elles de nombreux jeunes. Les gouvernants doivent désormais trouver les moyens pour rendre la croissance plus inclusive car certaines catégories sociales comme les femmes, les jeunes, les seniors, les minorités ethniques et les personnes handicapées qui sont confrontées à des problèmes spécifiques, recèlent aussi un potentiel entrepreneurial sous-estimé.

Par ailleurs, au regard du rôle important du secteur privé dans l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'impact que pourrait entraîner la vulgarisation de l'inclusive business dans la réduction de la pauvreté, il importe de promouvoir ce type d'entrepreneuriat. Les entreprises inclusives fournissent des biens, des services et des moyens de subsistance sur une base commercialement viable aux personnes vivant à la base de la pyramide économique (BOP) en les intégrant dans la chaîne de valeur des activités principales des entreprises en tant que fournisseurs, distributeurs, détaillants ou clients. Activités commercialement inclusives avec des objectifs sociaux plus larges.

Les actions de politique publique peuvent apporter une contribution importante à la croissance économique et à l'inclusion sociale en promouvant la création d'entreprises inclusives. Les politiques en faveur de l'entrepreneuriat inclusif ont pour but de garantir à tous les membres de la société une chance égale de démarrer et de gérer une entreprise ou une activité indépendante ou d'utiliser l'expérience d'une ébauche d'entreprise pour accroître leurs compétences et leur aptitude à l'emploi. Les gouvernements peuvent soutenir cet objectif au moyen de programmes en sensibilisant et motivant toutes les couches de la population à poser l'entrepreneuriat comme choix de carrière et corrigeant les défauts de fonctionnement des marchés et institutions qui affectent certains groupes de population plus que d'autres.

Les entreprises inclusives peuvent jouer un rôle durable dans la réduction de la pauvreté en Afrique en approfondissant les investissements dans les communautés à faible revenu, améliorer l'accès à des produits et services de qualité abordables, améliorer la productivité et générer de nouvelles opportunités de revenus et de moyens de subsistance à travers la BoP.

Les pays mettent en place plusieurs mécanismes institutionnels de soutien, qui promeuvent le développement des entreprises, par exemple au travers de la formation, de la recherche et de la facilitation des partenariats entre le secteur privé, les investisseurs et les institutions de recherche. Ainsi, ces différents acteurs doivent constituer un écosystème ou un environnement d'appui aux affaires inclusives.

Bien que la pratique de modèles d'affaires inclusifs soit en plein essor en Afrique subsaharienne, elle demeure cependant peu développée en Afrique de l'Ouest notamment en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. En outre, il existe très peu de recherches documentées sur la capacité des politiques publiques à favoriser le développement des modèles d'affaires inclusifs en Afrique. Il apparaît indispensable de réfléchir comment les politiques publiques peuvent contribuer au développement des modèles d'affaires inclusifs. Au cours de ce projet de recherche, les chercheurs ont tenté de répondre à

la question suivante : quel type d'incitations le secteur public devrait-il offrir aux entreprises pour l'adoption de modèles d'affaires inclusifs?

L'objectif général dans cette section est d'analyser les politiques publiques qui favorisent l'adoption de stratégies commerciales inclusives par les entreprises. De façon spécifique, il s'agit de:

- identifier les politiques et actions publiques en faveur des BoP qui affectent positivement l'adoption de la stratégie de l'IB ;
- identifier ensuite les types de politiques qui influencent plus l'inclusion des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur des entreprises.

2. Méthodologie

Pour analyser la relation entre les politiques publiques et l'entrepreneuriat inclusif les statistiques descriptives et les tests de différence de moyenne ont été utilisés. Les données utilisées proviennent de la collecte des données auprès des entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet de recherche.

3. Résultats

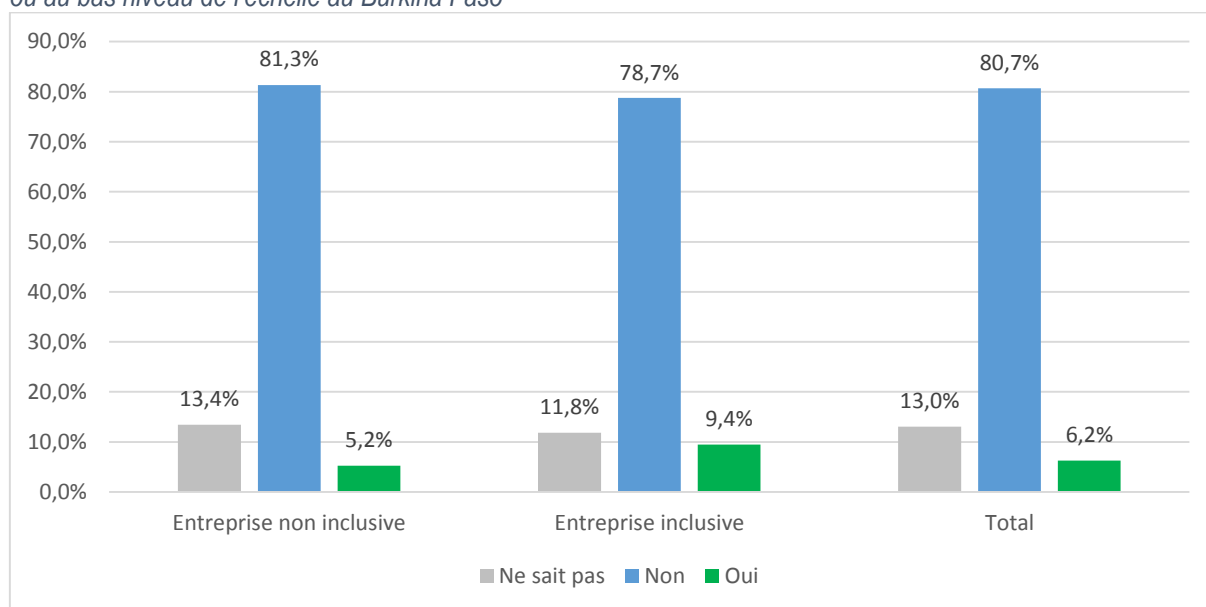
(i) Statistiques descriptives

- **Connaissance de lois, textes ou réglementations favorisant l'intégration des personnes vulnérables**

Pour lever les obstacles réglementaires et adopter une réglementation propice à l'activité économique, les gouvernements prennent des initiatives pour mettre en place un cadre réglementaire et institutionnel approprié. Malheureusement les initiatives prises pour améliorer l'environnement des affaires ne sont pas toujours connues par les entreprises. Comme le montre les deux graphiques ci-dessous très peu d'entreprises non inclusives ont connaissance des lois, textes et règlements favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans leur chaîne de valeur.

Au Burkina Faso, la connaissance de lois, textes et réglementation en faveur de l'intégration des BoP est plus faible que celle des mesures d'incitation des entreprises en général. Les données du graphique ci-dessous renseignent que très peu d'entreprises (6,2%) ont connaissance de lois, textes ou réglementations qui favorisent l'intégration de personnes vulnérables au bas niveau de l'échelle dans les modèles d'affaires. Les entreprises inclusives ont cependant une meilleure connaissance de ces lois, textes et réglementations (9,4%) que les entreprises non inclusives (5,2%).

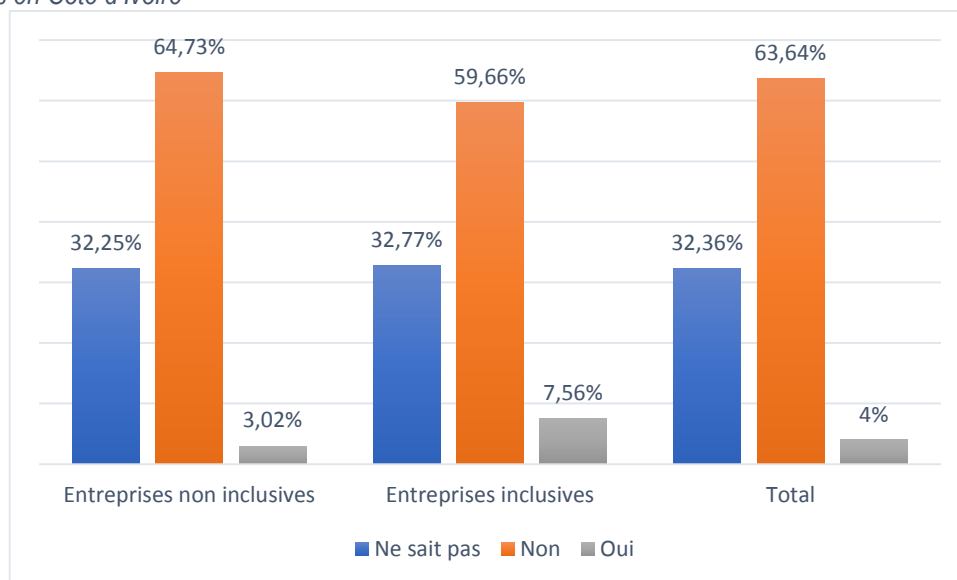
Graphique 8: Connaissance de lois, textes ou réglementations favorisant l'intégration des personnes vulnérables ou au bas niveau de l'échelle au Burkina Faso



Source : LAQAD-S à partir de l'enquête auprès des entreprises et des BoP/LAQAD-S/CRDI/2019

En Côte d'Ivoire, la majorité des entreprises inclusives comme non inclusives enquêtées n'ont pas connaissance des lois, textes et règlements favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans les chaînes. Seulement 3,02% des entreprises non inclusives et 7,56% des entreprises inclusives enquêtées ont connaissance des Loi, textes et règlements favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans les chaînes.

Graphique 9: Connaissance des Loi, textes et règlements favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans les chaînes en Côte d'Ivoire



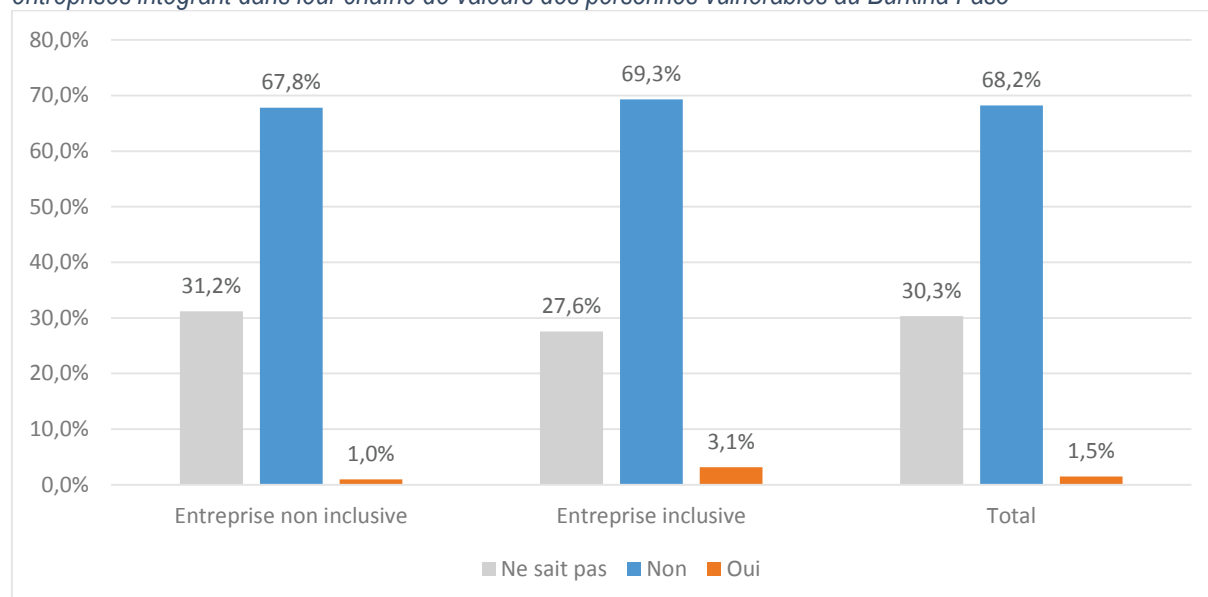
Source : CAPEC à partir des données de l'enquête CAPEC/CRDI 2018

- **Existence de clauses dans les marchés publics en faveur des entreprises inclusives**

L'existence de clauses dans les marchés publics en faveur des entreprises qui développent des modèles d'affaires inclusifs peut être déterminante pour la survie de ce type de modèles en construction dans les

économies en développement. En effet, dans ce type d'économie, les marchés publics sont les principaux débouchés pour bon nombre d'entreprises. Les données du graphique renseignent qu'au Burkina Faso très peu d'entreprises (1,5%) ont connaissance de l'existence de clauses qui supportent les entreprises engagées dans les modèles d'affaires inclusifs. Comme au niveau des lois et réglementations et des avantages fiscaux, ce sont les entreprises inclusives qui sont mieux informées (3,1%) que les entreprises non inclusives (1,0%).

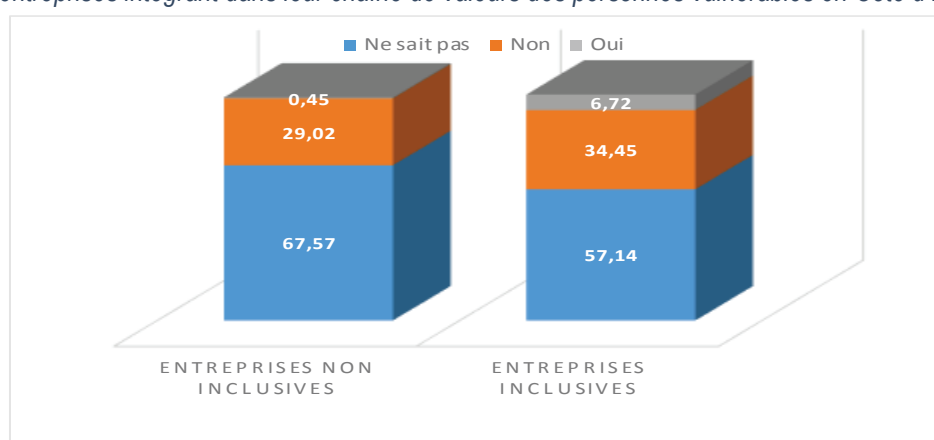
Graphique 10: Connaissance de l'existence dans les procédures de marchés publics de clauses favorisant les entreprises intégrant dans leur chaîne de valeurs des personnes vulnérables au Burkina Faso



Source : LAQAD-S à partir de l'enquête auprès des entreprises et des BoP/LAQAD-S/CRDI/2019

En Côte d'Ivoire, peu d'entreprises ont connaissance de clauses dans la passation des marchés publics favorisant l'intégration des personnes vulnérables dans la chaîne de valeur des entreprises. Cela est illustré par le graphique ci-dessous. Seulement 6,72% des entreprises inclusives ont connaissance de ces clauses. Ce manque de connaissance de ces clauses est dû au manque d'incitations spécifiques aux entreprises inclusives dans ces pays.

Graphique 11: Connaissance de l'existence dans les procédures de marchés publics de clauses favorisant les entreprises intégrant dans leur chaîne de valeurs des personnes vulnérables en Côte d'Ivoire

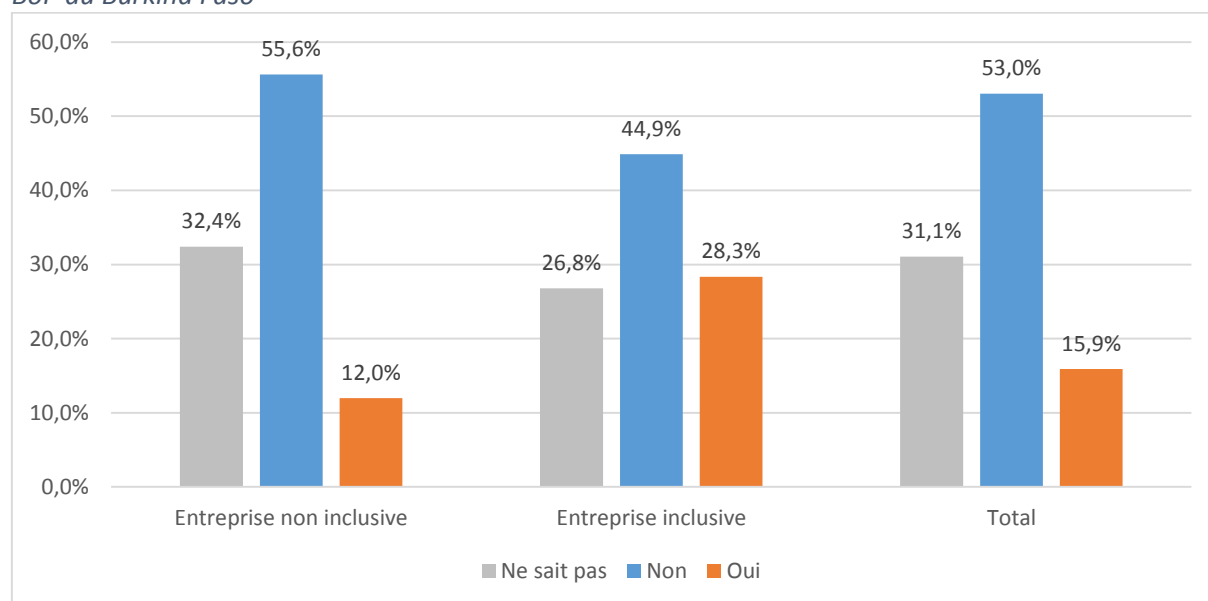


Source : CAPEC à partir des données de l'enquête CAPEC/CRDI 2018

- **Existence de programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP**

Au Burkina Faso, les programmes étatiques de formation professionnelle et technique visant les personnes pauvres au bas de l'échelle sont des opportunités de promotion de la prise en compte de ces catégories de personnes par les entreprises. Les données du graphique ci-dessous renseignent que peu d'entreprises (15,59%) ont connaissance des programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP. L'analyse par type d'entreprise révèle que les entreprises inclusives ont une meilleure connaissance de ces programmes de formation (28,3%) que les entreprises non inclusives (12,0%).

Graphique 12: Existence de programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP au Burkina Faso



Source : LAQAD-S à partir de l'enquête auprès des entreprises et des BoP/LAQAD-S/CRDI/2019

Au Kenya les gouvernements centraux et locaux offrent les programmes étatiques de formation professionnelle et technique visant les personnes pauvres au bas de l'échelle. 56,52% des entreprises interrogées ont connaissance de ces programmes contre 43,48% qui n'ont pas connaissance.

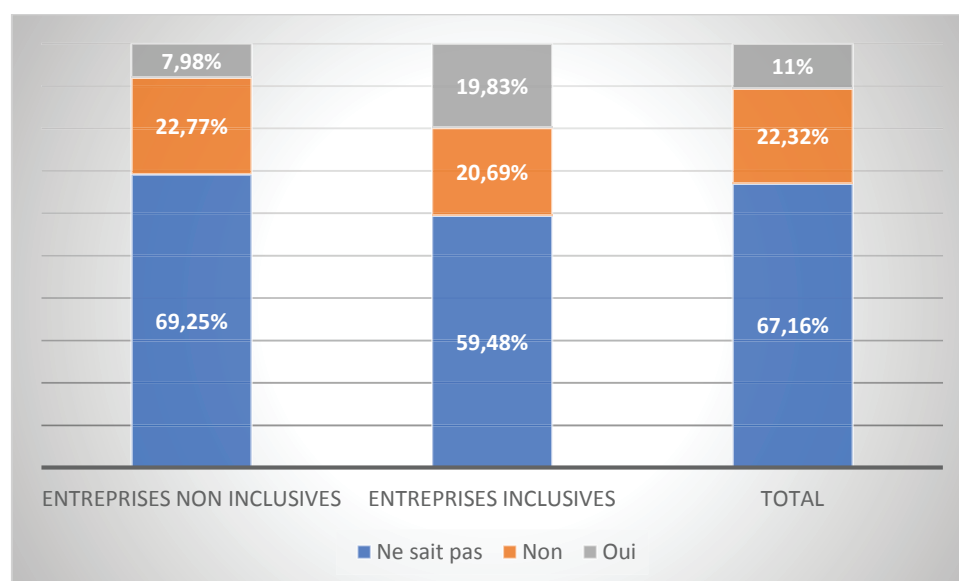
Tableau 37: Existence de programmes de formation professionnelle et technique de l'Etat visant les BoP au Kenya

	Obs	%
Oui	65	56,52
Non	50	43,48
Total	115	100

Source : KIPPRA à partir de l'enquête auprès des entreprises et des BoP/LAQAD-S/CRDI/2019

En Côte d'Ivoire, la majorité des entreprises ont une connaissance relativement faible de l'existence des programmes de formation professionnelle ou technique de l'Etat visant spécifiquement l'amélioration des compétences ou des capacités des personnes vulnérables ou au bas niveau de l'échelle.

graphique 13: Programme de formation professionnelle ou technique de l'Etat visant les BoP en Côte d'Ivoire



Source : CAPEC à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

• Tests de différence de moyennes

La connaissance de l'existence d'une organisation de BoP peut améliorer l'inclusion des jeunes dans la chaîne de valeur des entreprises.

Tableau 38: Politiques publiques en lien avec l'inclusion des jeunes dans la chaîne de valeur des entreprises

ttest TotYouthVulnerables , by(ORGBoPs_YES_NO)					
Two-sample t test with equal variances					
Group	Obs	Mean	Std. Err.	Std. Dev.	[95% Conf. Interval]
0	19	16,36842	10,78422	47,00734	-6,288392 39,02523
1	20	95,45	30,3981	135,9444	31,82604 159,074
combined	39	56,92308	17,4611	109,0445	21,57494 92,27122
diff		-79,08158	32,92902		-145,8021 -12,36105
diff = mean(0) - mean(1)		t = -2,4016			
Ho: diff = 0		degrees of freedom = 37			
Ha: diff < 0		Ha: diff != 0		Ha: diff > 0	
Pr(T < t) = 0,0107		Pr(T > t) = 0,0215		Pr(T > t) = 0,9893	

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

Connaître l'existence d'une organisation de BoP peut améliorer l'inclusion des jeunes dans la chaîne de valeur des entreprises. Le tableau ci-dessous indique que la connaissance de toute loi, règle, réglementation en faveur de la promotion des modèles d'affaires inclusifs peut améliorer l'inclusion des femmes dans la chaîne de valeur des entreprises.

Tableau 39: Politiques publiques sont en lien avec l'inclusion des femmes dans la chaîne de valeur des entreprises

ttest Tot FemVulnerables , by(Laws Rules_YES_NO)					
Two-sample t test with equal variances					
Group	Obs	Mean	Std. Err.	Std. Dev.	[95% Conf. Interval]
0	47	20,59574	9,160793	62,80323	2,156025 39,03546
1	6	404	399,2058	977,8505	-622,1912 1430,191

combined	53	64	45,65496	332,3731	-27,61338	155,6134
diff		-383,4043	135,2303		-654,8903	-111,9182
diff = mean(0) - mean(1)			t = -2,8352			
Ho: diff = 0			degrees of freedom = 51			
Ha: diff < 0		Ha: diff != 0	Ha: diff > 0			
Pr(T < t) = 0,0033		Pr(T > t) = 0,0065	Pr(T > t) = 0,9967			

Source : l'auteur à partir de l'enquête CAPEC-CRDI (2019)

Pour surmonter les conditions de marché difficiles qui caractérisent les communautés à faible revenu, les entreprises inclusives doivent évoluer dans un environnement favorable. Il est important de lever les obstacles réglementaires et adopter une réglementation propice à l'inclusion des populations dans les modèles d'affaires inclusifs.

4. Conclusion

La pratique des modèles d'affaires inclusifs requiert la mise en place d'un écosystème favorable. Les politiques publiques peuvent jouer un rôle important dans la mise en place de cet écosystème et le développement des modèles d'affaires inclusifs.

Ainsi, le rôle des gouvernements consistera à :

- **fournir des informations au BoP** : l'information est également essentielle pour que le BoP s'engage dans des chaînes de valeur plus larges. Compilez et partagez les données sur le marché des BoP, y compris les données des enquêtes auprès des ménages ou des programmes de sécurité sociale, afin que les entreprises puissent identifier et mieux comprendre les marchés des BoP ;
- **examiner les lois existantes, les règlements qui limitent la participation des BoP aux activités de marché** : il s'agit de créer de nouveaux cadres réglementaires et juridiques qui permettent aux entreprises de poursuivre des objectifs sociaux et qui peuvent également leur apporter certains avantages ;
- **promouvoir les organisations/associations de BoPs** : cela contribuera à réduire les coûts de transaction, à traiter les questions d'accès à l'information, aux marchés, au crédit... ;
- **sensibiliser les populations et entreprises aux modèles d'affaires inclusifs** : les gouvernements peuvent également sensibiliser les entreprises et les BoP pour mieux faire comprendre l'approche des modèles d'affaires inclusifs.

Quant au secteur privé elles doivent poursuivre leurs efforts pour mettre en place des stratégies pour inclure les populations vulnérables dans leur chaîne de valeur.

IV-2. Mécanisme de contrôle qualité

Pour s'assurer de la qualité des documents produits, les équipes du projet ont convenu d'un mécanisme de validation. D'abord les documents sont produits par les doctorants. Ensuite, les documents sont envoyés aux chercheurs seniors qui font un premier contrôle. Un second contrôle est effectué par les chefs d'équipes et le coordonnateur. Enfin, le chercheur international du projet effectue un dernier contrôle.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration des questionnaires, les skype call hebdomadaires ont contribué à améliorer lesdits documents. En outre, les méthodes utilisées par les chercheurs et les doctorants ont fait l'objet d'échange avec le chercheur international du projet lors des sessions de formation.

Pour s'assurer de la qualité des documents produits, des ateliers internes sont organisés par chaque équipe. Au cours de ces ateliers tous les chercheurs et doctorants présentent leurs papiers. Ils recueillent ensuite les commentaires des autres chercheurs. C'est dans ce cadre que l'équipe de la CAPEC a organisé une retraite à l'hôtel Mantchan Hôtel de Grand-Bassam du 23 au 25 septembre 2019. L'équipe du LAQAD-S a aussi organisé une retraite pour la rédaction des articles du 13 au 17 août 2019 à Kombissiri, localité située à 40 Km de Ouagadougou.

Par ailleurs, les trois équipes ont organisé ensemble des ateliers de contrôle qualité des documents produits. C'est ainsi, qu'en prélude à l'atelier à mi-parcours de Nairobi un atelier réunissant les trois équipes a été organisé les 08 et 09 avril 2019. Au cours cet atelier les chercheurs et doctorants ont présenté leur work in progress. Des commentaires ont été formulés sur ces papiers pour leur amélioration.

Un autre atelier regroupant les chercheurs des trois équipes a été organisé les 04 et 07 octobre 2019 au CIREC. Il s'agissait également d'un atelier de contrôle qualité. Le premier jour de l'atelier, les différents papiers qui devaient être présentés durant la conférence clôture ont été exposés par les auteurs afin de recueillir des commentaires pour leur amélioration. Au total, 13 papiers ont été présentés ce premier jour. Le 07 octobre 2019 ces papiers ont été encore présentés par les chercheurs pour s'assurer de la prise en compte des commentaires qu'ils ont reçus lors de leur présentation du 04 octobre 2019.

IV-3. Communication et impact du projet

- Actions pour la visibilité du projet

Pour une meilleure visibilité du projet, les équipes ont initié différentes actions. C'est dans ce cadre que la CAPEC a pris les initiatives suivantes :

- la création du site internet de la conférence internationale qui fait office de site internet du projet : <https://www.inclusivebusinessafrica.net>;
- la création d'un compte tweeter : @AfricaInclusive. ;
- un compte facebook dénommé « Iba Capec » a été créé. Il sert de support pour communiquer sur les activités du projet ;
- des publications sont faites dans la presse écrite pour informer les parties prenantes sur les différentes activités du projet ;
- des spots radio et télé pour informer les parties prenantes sur la conduite de l'enquête.

Par ailleurs, les différentes informations et activités relatives au projet sont publiées régulièrement sur ces supports de communications. La presse a été invitée pour la couverture médiatique des ateliers et conférences organisés. Les reportages radio et télé et les articles de la presse écrite ont permis de faire connaître le projet par un grand nombre de personnes.

Les trois équipes ont organisé des rencontres de stakeholders au cours desquelles les décideurs et la presse ont été invités. Elles utilisent également leur site internet pour communiquer sur le projet.

- **Participations des chercheurs du projet à d'autres ateliers et conférences internationaux**

Par ailleurs, Dr Rose Ngugi, Directrice Exécutif de KIPPRA a participé le 14 août 2019 à l'African Policy Roadshow portant sur le thème « Building Robust Policy for Increased Social Investment & Inclusive Business ».

Les papiers produits dans le cadre de ce projet ont fait l'objet de présentation dans différents conférences et ateliers. Ainsi, Pr. Ahouré Alban et Pr. Kamgnia Bernadette ont présenté un papier intitulé « **“Alleviating Poverty in Sub-Saharan Africa: the Role of Inclusive Business Models”** » à deux ateliers biannuels du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CRÉA). Ce papier a été présenté comme une nouvelle proposition de recherche à l'atelier biannuel organisé à Cape Town du 2 au 6 juin 2019. Il a été également présenté à un second atelier biannuel du 01 au 05 décembre 2019 comme work in progress. L'étude vise à explorer la capacité des modèles d'affaires inclusifs à contribuer durablement aux efforts déployés pour réduire la pauvreté en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur les cas de la Côte d'Ivoire et du Kenya. En outre, les auteurs ont été invités par l'International Economic Association (IEA) pour participer au prochain congrès mondial qui se tiendra du 03 au 07 juillet 2020 à Bali en Indonésie. Durant ce congrès ils présenteront ce même papier.

Mme Becho Isabelle a présenté un papier le 19 décembre 2018 portant sur le thème : « **Analyse des facteurs déterminant l'accès aux nouveaux modèles d'affaires inclusifs en Afrique : cas de la Côte d'Ivoire** » aux IVème Assises Nationales de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), organisé par le Ministère du Tourisme du Transport Aérien de l'Artisanat et de l'Economie Sociale Secrétariat d'Etat Chargé de l'Artisanat et de l'Economie Sociale du Maroc à Skhirat.

Dans sa stratégie de vulgariser les modèles d'affaires inclusifs, la CAPEC a participé à la Journée Nationale du Partenariat 2019 (JNP 2019) qui est une conférence au cours de laquelle l'Etat et le secteur privé font le point des acquis et des perspectives de leur partenariat. Au cours de la journée du partenariat, la CAPEC avait en charge la communication introductive du panel 2 portant sur « l'inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé ». Cette communication a été faite Dr Kramo Germain et elle a porté sur le thème « **secteur privé et inclusion économique: comment repenser les modèles d'affaires?** ». Cette présentation a permis de présenter les enjeux et l'état situationnelle de la pratique des modèles d'affaires inclusifs en Côte d'Ivoire et de faire connaître les conditions de mise en œuvre des modèles d'affaires inclusifs.

En outre, dans le cadre de l'organisation de la JNP 2019 le Magazine « **Twins** » a interviewé le Pr. Ahouré Alban sur la question de la croissance inclusive. Durant cette interview Pr. Ahouré Alban a abordé le concept de croissance inclusive, la dynamique de l'inclusion de la croissance en Côte d'Ivoire, les principaux défis de l'Inclusion de la croissance et le rôle des entreprises dans l'Inclusion de la croissance. Il a profité de l'occasion pour annoncer la conférence de clôture du projet qui devrait avoir lieu le jeudi 10 octobre 2019 de 8h30 à 17h00 à la Maison de l'Entreprise. Des exemplaires de ce magazine Twins N°03 du mois de septembre 2019 ont été remis aux autorités.

- **Renforcement des capacités des chercheurs, doctorants et étudiants des trois pays du projet**

L'organisation des ateliers de renforcement des capacités à l'endroit des chercheurs et doctorants du projet ont permis d'améliorer leurs connaissances. Mieux encore la participation de doctorants et étudiants non membres des équipes du projet à ces ateliers de renforcement des capacités a permis à cette activité d'avoir un impact plus large.

- **Mise en place de partenariats entre les équipes du projet et d'autres structures**

L'un des impacts importants du projet a été la mise en place de partenariats pendant l'organisation de la conférence internationale sur **pratique de nouveaux modèles d'affaires en Afrique de l'ouest qui s'est tenue à Abidjan les 20 et 21 septembre 2018**. En effet, dans le cadre de l'organisation de cette conférence, la CAPEC a noué des partenariats avec les structures internationales telles que iBAN du GIZ et Business Call to Action du PNUD. Ces partenariats ont contribué à la mobilisation des participants pour le succès de cette conférence. Ces partenariats tissés pendant la mise en œuvre de ce projet ouvrent des perspectives de collaboration entre la CAPEC et ces structures.

La collaboration entre la CAPEC et l'Université des Nations Unies aux Pays-Bas (UNU - MERIT), dans le cadre de l'organisation de la **11^{ème} conférence MEIDE sur « l'évidence analytique concernant l'innovation et le développement »** en Côte d'Ivoire, a permis d'organiser pour la première fois cette conférence dans un pays d'Afrique francophone.

Au Burkina Faso, des structures ou institutions nationales et internationales ayant été impliquées dans la mise en œuvre du projet de recherche au Burkina Faso ou ayant pris attache avec les chercheurs du LAQAD-S, ont manifesté leur intérêt pour cette recherche et ont formulé leur disponibilité à capitaliser les résultats dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions. Parmi ces structures, on peut citer le Ministère chargé de la jeunesse, le Ministère chargé de la femme, la Société Burkinabè des Fibres Textiles (SOFITEX), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina, le Centre de Gestion Agréé de Ouagadougou et l'ONG Suisse Contact. Des responsables de ces structures ayant participé à des activités du projet ou ayant pris contact avec l'équipe de recherche du LAQAD-S ont apprécié positivement la pertinence du projet et entrevoient la possibilité de formalisation de certaines activités conduites à leur niveaux ou susceptibles d'être réalisées dans le sens de l'accomplissement de leurs missions. Dans ce sens, la plupart de ces partenaires ont insisté sur la nécessité de leur permettre l'accès aux publications et même à la base de données qui pourrait leur permettre de réaliser des analyses spécifiques liées à leur centre d'intérêt. L'ONG Suisse Contact, au-delà de l'intérêt exprimé pour l'accès aux publications, entend par ailleurs exploiter la base de données produite pour des analyses spécifiques liées à la promotion de l'autonomisation de la femme.

- **Utilisation des résultats de l'étude par les décideurs**

L'un des objectifs majeurs de ce projet de recherche était de mettre à disposition des décideurs et différentes parties prenantes des résultats empiriques et de faire des recommandations visant à promouvoir l'entrepreneuriat inclusif et contribuer à l'inclusion économique des jeunes et des femmes. Au regard de cet objectif l'impact du projet se perçoit au travers l'organisation de réunion de stakeholders, l'organisation d'ateliers de dissémination et de « networking ». De plus, Madame le Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de Côte d'Ivoire a demandé que les différents papiers produits soient mis à sa disposition afin qu'elle puisse les utiliser.

Quant au ministère chargé de la jeunesse et celui chargé de la promotion de la femme du Burkina Faso, ils mettent en œuvre des programmes spécifiques au profit des jeunes et des femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. C'est ainsi que des fonds de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes sont créés pour faciliter le financement des projets de création d'entreprises et d'emplois par les jeunes et les femmes. Les résultats de la recherche sont perçus par

ces deux ministères comme des outils d'orientation de leurs programmes consacrés aux jeunes et aux femmes.

Les différents papiers ont par ailleurs été distribués sur clés USB à tous les participants au séminaire de clôture.

V. METHODOLOGIE

Ce projet visait à analyser la pratique des modèles d'affaires inclusifs en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya. Pour atteindre les objectifs du projet, la démarche méthodologique a été basée sur la revue documentaire, la collecte et exploitation de données. L'approche méthodologique est détaillée comme suit :

- Revue documentaire

L'état des lieux de la pratique de l'entrepreneuriat inclusif s'est fait à partir d'une revue documentaire et de focus groupes et a permis de savoir les caractéristiques de ces modèles d'affaires dans les trois pays.

- Collecte de données

Des données secondaires ont été collectées. Elles ont été complétées par des données primaires. D'abord des données qualitatives à travers des entretiens avec les parties prenantes. Ensuite, des données quantitatives ont été collectées auprès des entreprises et des individus (bénéficiaires et non bénéficiaires).

- Analyse des données

Les données collectées ont été analysées grâce à des outils statistiques et économétriques. L'analyse statistique a été réalisée au moyen de graphiques et de tableaux statistiques. Quant aux méthodes économétriques utilisées, elles sont indiquées dans les différents résumés des articles scientifiques.

Pour atteindre les résultats du projet, les chercheurs se sont appuyés sur différentes méthodes d'analyse. Concernant les méthodes d'évaluation d'impact, les méthodes d'appariement du score de propension, de distance de mahalanobis, du Switching Probit (ESR) ont été utilisées dans les analyses. Ces différentes méthodes présentent des avantages et des limites (voir tableau ci-dessous). Ainsi, pour choisir la méthode appropriée, les auteurs ont réalisé des tests préliminaires tels que le test du ratio de vraisemblance.

En outre, pour contourner les limites de certaines méthodes, les chercheurs ont combiné différentes méthodes ou utilisé celles qui permettent de corriger certains biais (de sélection ou d'endogénéité). Il s'agit par exemple de la méthode du switching regression, le modèle de Heckman à deux étapes, la régression linéaire avec effet de traitement endogène avec utilisation du maximum de vraisemblance (Full Information Maximum Likelihood (FIML)).

Par ailleurs, les méthodes de DEA et de Quantile conditionnel d'ordre α ont été utilisées pour analyser l'efficacité des entreprises. Concernant la méthode DEA, est très sensible aux données aberrantes. En outre, il n'existe aucun test pour évaluer la pertinence des variables exploratoires introduites dans le modèle.

Tableau 40: Méthodes d'estimation utilisées dans les articles

Méthodes	Avantages	Limites
Méthode d'appariement du score de propension	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne nécessite pas de données de base ✓ Permet une évaluation ex-post d'un programme ✓ Ne soulève pas des problèmes éthiques et politiques induits par la randomisation... 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elle nécessite des données de très bonne qualité ; ✓ Elle nécessite de contrôler tous les facteurs qui influencent le traitement et les variables de résultat ✓ Elle nécessite de très grands échantillons pour générer un bon groupe témoin ✓ Elle ne contrôle pas les effets dû aux inobservables.
Distance de mahalanobis	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elle ne nécessite pas de données de base ; ✓ La méthode d'appariement la plus commune et conventionnelle (sans score de propension) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elle se base sur les caractéristiques observables ✓ Elle nécessite de très grands échantillons pour générer un bon groupe témoin
Modèle Switching Probit (ESR)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il Tient compte à la fois des caractéristiques observables et inobservable ✓ Il permet l'estimation conjointe des équations de sélection et de résultats 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il nécessite l'utilisation d'un instrument ✓ il nécessite une taille d'échantillon plus grande
Méthodes DEA	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elles sont basées sur l'approche non paramétrique. ✓ Elles n'imposent aucune spécification particulière à la fonction ✓ Elles peuvent prendre en compte plusieurs outputs et plusieurs inputs. ✓ Sa construction repose sur moins de restrictions et permet la libre disposition des inputs et outputs ✓ Elles n'exigent pas d'hypothèse sur la forme fonctionnelle de la fonction de production ✓ Ne nécessite pas d'hypothèse sur la répartition de l'inefficacité ✓ Elles conviennent aux échantillons de petite taille 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La fonction frontière obtenue par les procédures non paramétriques est déterministe. Ceci signifie que tout écart qu'une firme affiche par rapport à cette frontière est attribué à l'inefficacité : aucune variation aléatoire n'est possible. ✓ la fonction frontière estimée par cette procédure n'a aucune propriété statistique permettant de tester des hypothèses. ✓ Elles sont sensibles aux observations extrêmes, responsables de la détermination de la frontière. ✓ L'obtention de propriétés correctes fortement conditionnée par la taille de l'échantillon
Quantile conditionnel d'ordre α	<ul style="list-style-type: none"> ✓ N'enveloppe pas tous les points de données observés comme la méthode DEA ✓ Est plus robuste aux valeurs extrêmes ✓ Est plus résistant aux grandes observations ✓ N'exige pas l'imposition d'une forme particulière de répartition des termes d'inefficacité ✓ Est approprié pour mesurer l'efficacité en présence de chocs aléatoires ✓ Capture de manière non paramétrique les différences entre les observations. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ne permet pas une comparaison directe de l'efficacité entre les entreprises, mais fournit des informations sur le pourcentage des entreprises efficaces à un niveau α donné ✓ Nécessite une sélection de la taille de α
Méthode du Double bootstrap en deux étapes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Permet de corriger le biais estimé du score d'efficacité et d'améliorer l'efficacité statistique dans la procédure de régression ✓ Tiens compte du bruit statistique de l'échantillon 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'extension à différents échantillons nécessite que les deux échantillons aient une distribution similaire d'inefficacité
Estimateur de l'effet du traitement endogène.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il permet de prendre en compte la sélection sur les inobservables par exemple dans le cadre du PSM. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓

	✓ Il permet de corriger l'endogénéité et les biais de sélection	
2SLS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ C'est la forme la plus usuelle de l'estimation de la variable instrumentale permettant de corriger l'endogénéité ✓ C'est l'estimation par double moindre carré donc plus consistant que les moindres carrés ordinaires (MCO) ✓ C'est un modèle de régression à deux Lié à la régression des variables instrumentales 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthodes d'équation simple, ce qui signifie que les restrictions de suridentification ne sont pas prises en compte ✓ Par conséquent, les estimations 2SLS ne sont pas asymptotiquement efficaces.
Model de selection de Heckman	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Méthode de correction des biais de sélection et de l'endogénéité ✓ Elle prend en compte les caractéristiques inobservables 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nécessite un grand échantillon ✓ Mauvaise spécification du modèle entraîne une mauvaise prédiction de réponse/non-réponse, ✓ l'inverse du ration de Mills peut-être plus faible que prévu et la méthode Heckman peut présenter des limites dans la détection des biais

Source : CAPEC

VI. EXTRANTS DU PROJETS

Au terme de la mise en œuvre de ce projet, tous les extrants prévus seront produits. Ils concernent le rapport technique final, le rapport d'enquête, le desktop review, les articles scientifiques et deux bases de données. Le prolongement de la période de collecte de données a entraîné un retard au niveau de la finalisation des bases de données. Ce retard a eu un impact sur la finalisation des deuxièmes articles. Les chercheurs et les doctorants s'attèlent à finaliser les deuxièmes articles et les thèses de doctorats. Les différents extrants produits sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 41: Les extrants du projet

EXTRANTS	Total prévu	Total réalisé	Reste à faire
Desktop Review	3	3	0
2 Articles par chercheur	18	15	3 mais 15 en cours
2 Articles de thèse par doctorant	12	5	7
1 publication ou acceptation de publication par chercheur avant la fin du projet	9	0	9
Rapports semestriels	12	12	0
Rapports d'enquête	3	3	0
Policy briefs (1 par chercheur pour les ateliers à mi-parcours et 1 par chercheur pour l'atelier à la fin du projet)	18	0	18
Base de données	2	2	0
Thèses de doctorat	6	7 thèses sont cours de rédaction	7
Rapport général par pays	3	3	0
Rapport de synthèse global comparant les 3 pays	1	1	0

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S

Le tableau ci-dessous présente les articles finalisés.

Tableau 42: liste des articles finalisés

Equipes	Titre des drafts d'articles	Auteurs
CAPEC	Impact de l'Entreprenariat inclusif sur la qualité de l'emploi : Cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso	Pr. Alban Ahouré
	Entrepreneuriat inclusif et performance agricole des petits exploitants du secteur cacao en Côte d'Ivoire,	Prof. Kimou Assi Carlos
	Investissement en capital humain et revenu des personnes au bas de la pyramide en Côte d'Ivoire	Dr Kouadio Boniface
	Impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la performance des activités des femmes en Côte d'Ivoire	Becho Isabelle
	Efficacité technique des entreprises inclusives	Sonia Dasse
	Impact des modèles d'affaires inclusifs sur le revenu des jeunes dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire	N'dri Nazaire
KIPPRA	Empowerment of bottom of pyramid through inclusive business	Dr Rose W. Ngugi
	Effect of Inclusive Business Practices on Firms' Performance in Kenya	Dr Moses Njenga
	Inclusive business at the bottom of the pyramid: the case of agri-business	Nancy Laibuni
	The effect of managerial characteristics on adoption of inclusive business practices in Kenya: A sectoral analysis	Juliana Mbithi
LAQAD-S	Entreprenariat inclusif et accès aux services sociaux de base,	Pr zahonogo Pam et Dr Sawadogo Jean Pierre
	Déterminants de l'adoption de l'entreprenariat inclusif au Burkina Faso	Dr Oeudraogo S. Robert
	Entreprenariat inclusif et entrepreneuriat agricole des jeunes au Burkina Faso	Dr Metouole Meda Y. Janvier
	Entreprenariat inclusif et inclusion financière des femmes au Burkina Faso	Thiombiano Brigitte
	Entreprenariat inclusif et confiance dans les relations clients-fournisseurs au Burkina Faso	Kere Marina T.

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S

Tableau 43: liste des articles non encore finalisés

Equipes	Titre des drafts d'articles	Auteurs
CAPEC	Public policies interaction with adoption of inclusive business	Pr. Alban Ahouré
		Prof. Kimou Assi Carlos
	impact des services financiers mobile sur le bien être des personnes au bas de la pyramide en côte d'ivoire.	Dr Kouadio Boniface
	Dépense de consommation et entrepreneuriat inclusif: quelle relation? Cas de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso	Becho Isabelle
	Entrepreneuriat inclusif et participation des femmes entrepreneurs au processus de prise de décision et au revenu du ménage	Sonia Dasse
	Impact des modèles agrobusiness sur la participation des jeunes dans les chaînes de valeur agricole	N'dri Nazaire
KIPPRA	Gender dynamics in inclusive entrepreneurship	Dr Rose W. Ngugi
	Firm, industry and Country effects on the performance of inclusive business firms: case of Kenya, Burkina Faso and Cote d'Ivoire	Dr Moses Njenga

	Inclusive business at the bottom of the pyramid: the case of agri-business	NANCY Laibuni
	The effect of business structure on inclusive business practices: Empirical evidence from Kenya	Juliana Mbithi
	Determinants of inclusive businesses (including review of perception of economically excluded)	WANGOMBE Hannah
	Review of the economic contribution made by persons with disability	WANGOMBE Hannah
LAQAD-S	Déterminants de la propension à être bénéficiaires de l'entrepreneuriat inclusif	Pr. ZAHONOGO Pam et Dr. SAWADOGO Jean Pierre
	Inclusive Business et productivité	Dr Oeudraogo S. Robert
	Entrepreneuriat inclusif et entrepreneuriat agricole des jeunes	Dr Metouole Meda Y. Janvier
	Caractérisation des entreprises inclusives du Burkina Faso	Pr. Bayala Serge et Kere Marina T.
	Effet de la participation des femmes à l'entrepreneuriat inclusif sur leur pouvoir de décision dans les ménages au Burkina Faso	Thiombiano Brigitte

Source : CAPEC/KIPPRA/LAQAD-S

Présentation des bases de données

Les enquêtes organisées au cours de la mise en œuvre de ce projet a permis d'avoir deux bases de données.

La première base de données est issue de l'enquête auprès des entreprises. Les données collectées dans les trois pays portent sur les thématiques suivantes :

- informations générales sur le manager ;
- informations générales sur l'entreprise et les employés ;
- activité principale de l'entreprise ;
- relation de l'entreprise avec les personnes au bas niveau de l'échelle sociale (a faible revenus ou vulnérables) ;
- environnement des affaires / écosystème ;
- dynamisme de l'entreprise.

Au total le nombre d'entreprises enquêtées est de 551 au Burkina Faso, 556 en Côte d'Ivoire et 423 au Kenya.

Tableau 44: Entreprises enquêtées

Type d'entreprise	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Kenya
Inclusive	128 (23.23%)	119 (21.40%)	112 (26.48%)
Non inclusive	423 (76.77%)	437 (78.60%)	311 (73.52%)
Total	551	556	423

Source : CAPEC, KIPPRA et LAQAD-S

La seconde base de données provient de l'enquête auprès des bénéficiaires et non bénéficiaires des activités d'inclusive business. Les données collectées dans les trois pays portent sur les thématiques suivantes :

- renseignement sur le répondant = chef de ménage/ femme / jeune sélectionné(e) dans le ménage ou gestionnaire d'entreprise) ;
- identification du bénéficiaire ou non d'une action d'inclusive business = chef de ménage/ femme / jeune sélectionné (e) dans le ménage ou gestionnaire d'entreprise) ;
- profil des répondants / bénéficiaire d'une action d'inclusive business ou non = chef de ménage/ femme/jeune sélectionnée dans le ménage ou gestionnaire d'entreprise) ;
- emploi actuel ou activité actuelle du chef de ménage/ femme / jeune sélectionné (e) dans le ménage ou gestionnaire d'entreprise) ;
- rôles du genre et des normes sociales ;
- environnement relatif à l'entrepreneuriat inclusif ;
- innovation et accès à la technologie ;
- dimensions importantes du travail ;
- accès au financement / inclusion financière.

Au total le nombre d'individus enquêtés au cours de l'enquête est de 1115 au Burkina Faso, 1626 en Côte d'Ivoire et 1522 au Kenya.

Tableau 45: bénéficiaires enquêtés

Type de BoP	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Kenya
Bénéficiaire	384 (34.44%)	578 (35.55%)	486 (31.93%)
Non bénéficiaire	731 (65.56%)	1048 (64.45%)	1036 (68.07%)
Total	1115	1626	1522

Source : CAPEC, KIPPRA et LAQAD-S

VII. DIFFICULTES RENCONTREES

Les activités prévues dans le cadre du projet de recherche ont été contrariées par des difficultés. La première difficulté est relative au retard accusé au démarrage du projet compte tenu des signatures tardives des conventions entre la CAPEC et les institutions partenaires impliquées dans la mise en œuvre du projet. Ce retard a nécessité le prolongement de la période d'exécution du projet d'un semestre.

La deuxième difficulté était relative au refus de certaines entreprises de répondre aux questionnaires. Le nombre relativement faible d'entreprises inclusives dans les différentes bases de données est la conséquence de leur refus de répondre au questionnaire malgré les différentes stratégies développées par les équipes.

Par ailleurs, la technique d'analyse qui sera utilisée (Propensity Score Matching ou PSM) connaît également quelques limites. Face à cette situation, les trois équipes envisagent de conduire une deuxième phase d'enquêtes. Elles devront donc nouer des partenariats afin de mobiliser les ressources nécessaires pour conduire cette deuxième phase qui s'avère indispensable pour rendre possible l'utilisation de techniques d'estimation plus robustes.

En outre, au regard de la nouveauté de la thématique, il était indispensable d'organiser des rencontres avec les parties prenantes afin qu'elles se l'approprient.

La dernière difficulté est relative aux questions financières. Des difficultés financières sont apparues au cours de la mise en œuvre du projet et elles étaient liées aux pertes de change, au dépassement du montant initial prévu pour la ligne « atelier de cadrage théorique et méthodologique » et au coût élevé de la collecte de données. Pour faire face à ces difficultés financières, la CAPEC a sollicité et obtenu auprès du CRDI des fonds additionnels d'un montant de 90 000 CAD (quatre-vingt-dix mille dollars canadiens) pour l'exécution du projet.

VIII. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En définitive, au terme de la mise en œuvre du projet de recherche intitulé « inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif » l'on peut retenir qu'il a permis de mieux faire connaître la contribution de l'entrepreneuriat inclusif au bien-être des jeunes et des femmes en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Kenya. Les différentes activités menées durant ce projet ont contribué à la vulgarisation de ces modèles d'affaires.

En outre, l'association des parties prenantes aux différentes activités visait à influencer les politiques en matière d'inclusion économique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat inclusif.

Ce projet financé par le CRDI a permis de produire des articles scientifiques et un desktop review, de mettre en réseau des chercheurs actifs sur le sujet, d'associer l'administration et le secteur privé dans le cadre d'atelier des parties prenantes, et enfin de disséminer les différents résultats afin d'influencer les politiques en matière d'inclusion économique des jeunes et des femmes.

Quinze (15) articles ont déjà été rédigés et seront soumis à publication. Quinze (15) autres sont en cours de rédaction. Le projet a également apporté un appui aux jeunes chercheurs pour la rédaction de leur thèse de doctorat. Ainsi, sept (7) thèses de doctorat sont en cours de rédaction. Les chercheurs et les doctorants s'attèlent à finaliser les deuxièmes articles et les thèses de doctorats.

IX. BIBLIOGRAPHIE

Andaleeb S.S. (1991), "Trust and dependence in channel relationships: implications for satisfaction and perceived stability", in AMA Summer Educators Conference Proceedings.

Andaleeb S.S., Lee W. et Gruneisen D.U. (1992), "Building bridges: a model of partnership between buyers and sellers", In AMA Summer Educators Conference Proceedings.

Anderson J.C. et Narus J.A. (1990), "A model of distributor firm and manufacturer firm working partnerships", *Journal of Marketing*, 54.

Banque Africaine de Développement (2016), "Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des jeunes en Afrique 2016-2025".

Borzaga C., Depedri S. et Galera G. (2012), "Interpreting social enterprises", *R.Ad.m.*, São Paulo, v.47, n.3, p.398-409.

Chamberlain, W. O., Anseeuw, w. (2019), "Inclusive businesses in agriculture: Defining the concept and its complex and evolving partnership structures in the field", *Land Use Policy* 83 (2019) 308–322. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2019.02.008>.

Conner, S. J. (2013). Inclusive Business: Using For-Profit Business Models to Address Global Poverty.

Golja, T., & Požega, S. (2012), "Inclusive business-what it is all about? Managing inclusive companies", *International Review of Management and Marketing*, 2(1), 22-42.

Guo H., Zhao J., & Tang J. T. (2013), "The role of top managers' human and social capital in business model innovation", *Chinese Management Studies*, 7(3): 447–469.

Heinrich-Fernandes M. (2016), "How to create an enabling environment for inclusive business? Learning from experience and debates in private sector development", Business Environment Working Group, DCED.?

Inclusive Business Accelerator (2016), "Introduction to Inclusive Business", <https://iba.ventures/introduction-to-inclusive-business/>, Last accessed on 14-3- 2-17.

International Labor Organisation (ILO) (2015), "Global Employment Trends for Youth 2015 Scaling up investments in decent jobs for youth".

Kenfack, M. (2016), "L'obtention du crédit bancaire par les PME au Cameroun", *Africa Development / Afrique Et Développement*, 41(1), pp. 121-158. Récupéré sur <http://www.jstor.org/stable/90001837>.

Kim, M., & Surroca, J. e. (2008), "The effet of social capital on financial capital", *Working PAper Business Economic Seies Wp.09-02*. Madrid: Universidad Carlos III de Madrid.

Lall S. (1993), "Multinational Enterprises and Developing Countries: Some Issues for Research in the 1990s". In: Eden L., Potter E.H. (eds) *Multinationals in the Global Political Economy*. Palgrave Macmillan, London

Lee P. et Yong W. S. (2017), "Directions for Social Enterprise from an Efficiency Perspective", *Sustainability* 2017, 9, 1914; doi:10.3390/su9101914

Linder, J., & Cantrell, S. (2000), "Changing business models: surveying the landscape", *Working paper from Accenture Institute for Strategic Change*.

Mbiti, I., & Weild, D. N. (2013), "Mobile banking: Impact of M-Pesa in Kenya", *In African Sucesses,, III: Modrnization and Development*, 247-293

McCarthy, N., Lipper, L., & Branca, G. (2011), "*Climate-Smart Agriculture: Smallholder Adoption and Implications for Climate Change Adaptation and Mitigation*", Rome, FAO.

Melina Heinrich-Fernandes (2016), "How to create an enabling environment for inclusive business? Learning from experience and debates in private sector development", Business Environment Working Group, DCED

OECD/Union européenne (2016), "*Pallier la pénurie d'entrepreneurs : Politique d'Entrepreneuriat Inclusif en Europe*", Éditions OCDE

OECD/OMC (2015), "*Aid for Trade at a Glance 2015: Reducing Trade Costs for Inclusive, Sustainable Growth*", OECD Publishing, Paris.

Omenguele, R. G. (2012), "The determinants of trade credit demand: an empirical study from Cameroonian firms", *International Journal of Business and Management*, 7(17), 43-59.

PNUD (2010), "*The MDGs: Everyone's Business-How inclusive business models contribute to development and who supports them*", New York: The Growing Inclusive Markets Initiative, United Nations Development Programme (UNDP).

PNUD (2015), "Rapport sur le développement humain dans le monde en 2015", PNUD.

Porter, M. (1985), "*Competitive Advantage: Creating and Sustaining Superior Performance*", The Free Press, New York

Prahalad, C. K. (2005), "*The fortune at the bottom of the pyramid, eradicating poverty through profits*", Upper Saddle River, NJ: Wharton School Publishing.

Prahalad, C.K. & Hart, S. L. (2002), "The Fortune at the Bottom of the Pyramid", *Quarterly*, 2, 98-107

Prahalad, C.K. and Hart, S.L (2002), "The Fortune at the Bottom of the Pyramid", *Strategy+Business* 26: 54-67

Prahalad, C. K. (2009), "The fortune at the bottom of the pyramid, revised and updated 5th anniversary edition: Eradicating poverty through profits", FT Press.

Prahalad, C. K. (2010), "The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty Through Profits", 4th ed. Upper Saddle River, NJ: Wharton School Publishing

Rosenbaum P,(2002), "Observational Studies", New York: Springer, 2nd edition, 2002

Simanis, E., & Hart, S. (2008). The base of the pyramid protocol: Toward next generation BoP strategy. *Cornell University*, 2, 1-57.

Simar, L., and P. W. Wilson (2007), "Estimation and inference in two-stage semi-parametric models of production processes", *Journal of Econometrics* 136: 31-64.

StataCorp (2013), "Stata Release 13. Statistical Software", College Station, TX: StataCorp LP.

Tabachnick, B.G. & Fidell, L.S. (2000), "*Using Multivariate statistics*", *Fourth Edition. United State of America: Allyn and Bacon.*

Timmers, P. (1998), "Business models for electronic markets", *Electronic Markets*, 8(2): 3-8.

Wamba, H. (2013), "Capital social et accès des PME africaines au crédit bancaire: le cas du Cameroun", *la revue des sciences de gestion*, 1-53. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-des-sciences-de-gestion-2013-1-page-53.htm>

Warner, M. and Sullivan, R. (eds) (2017), "Putting partnerships to work: Strategic alliances for development between government, the private sector and civil society", Routledge.

World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) and SNV Netherlands development Organization. (2008), "Inclusive business: profitable business for successful". from http://wbcsd.typepad.com/wbcsdsnv/wbcsd_snv_alliance_brochure_march_08_web.pdf

Zott, C., & Amit, R. (2008), "The fit between product market strategy and business model: Implications for firm performance", *Strategic Management Journal*, 29(1): 1–26.

X. ANNEXES

ANNEXE 1 : PHOTOS DES DIFFERENTES ACTIVITES

Une conférence internationale portant sur le thème : « la pratique de nouveaux modèles d'affaires en Afrique de l'Ouest » s'est tenue du 20 au 21 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire)



Conférence internationale du 20 au 21 septembre 2018 à Abidjan (Côte d'Ivoire) en présence de Monsieur Souleymane Diarrassouba Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME de Côte d'Ivoire et de Son Excellence Madame Julie Shouldice ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire

L'atelier à mi-parcours sur le thème « Pistes pour l'inclusion: créer des entreprises inclusives et des marchés pour le futur » du 08 au 10 avril 2019 à Nairobi (Kenya).



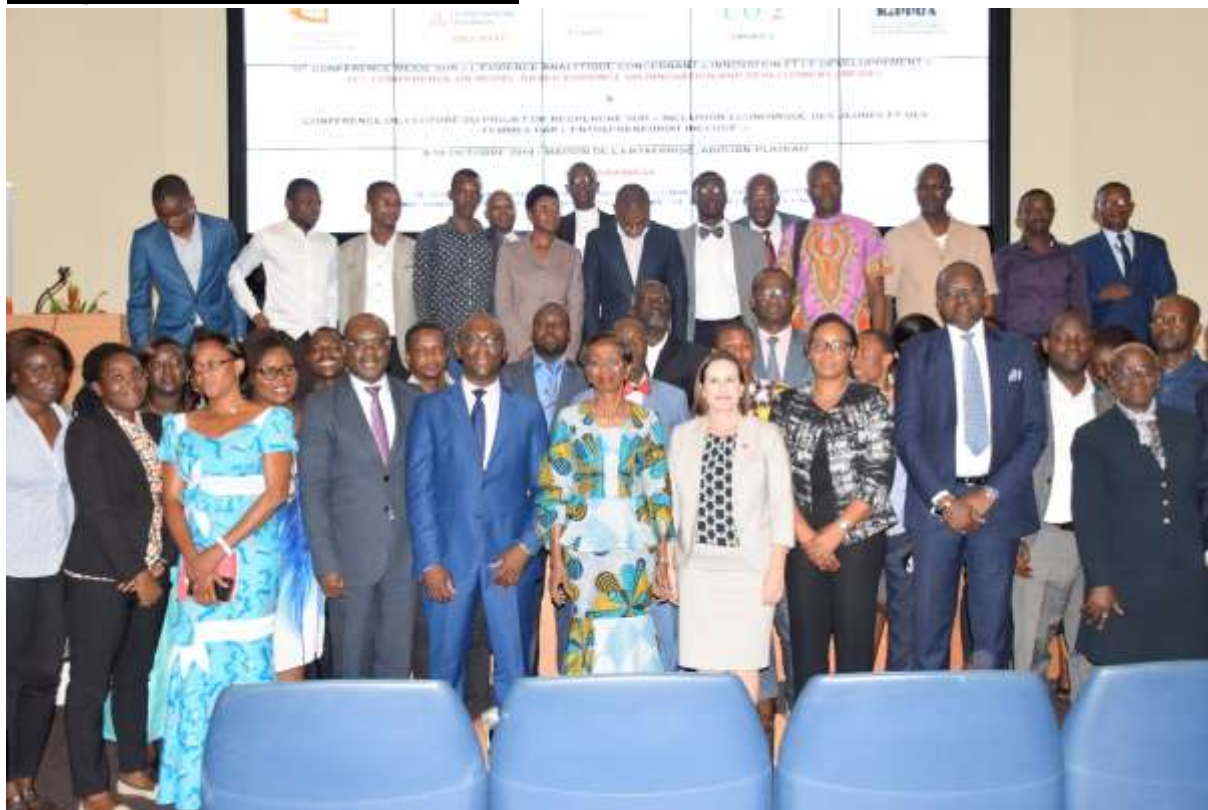
Atelier à mi-parcours du 08 au 10 avril 2019 à Nairobi (Kenya)

Conférence de clôture du projet de recherche le 10 octobre 2019 à Abidjan : cérémonie d'ouverture



Cérémonie d'ouverture de la conférence de clôture du projet le 10 octobre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire) en présence de Monsieur Souleymane Diarrassouba Ministre du Commerce et de l'Industrie de Côte d'Ivoire et de Son Excellence Madame Julie Shouldice ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire

Conférence de clôture du projet de recherche le 10 octobre 2019 à Abidjan : cérémonie de clôture



Cérémonie de clôture de la conférence de clôture du projet le 10 octobre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire) en présence de Professeur Bakayoko Ly Ramata, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de Côte d'Ivoire et de Son Excellence Madame Julie Shouldice, ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire